CENTRE INTERNATIONAL DE HAUTES ÉTUDES
AGRONOMIQUES MÉDITERRANÉENNES

IAM
montpellier

4K
I 31
MUA
1986

INSTITUT AGRONOMIQUE MÉDITERRANÉEN DE MONTPELLIER
DOCUMENTATION

APPROCHE POUR ANALYSER LES SYSTEMES D'EXTENSION RURALE EN ARGENTINE

PAR JORGE MUANI

CIHEAM-IAMM
20889

Collection
Thèse Msc.
Juin 1986

INSTITUT AGRONOMIQUE MÉDITERRANÉEN
DE MONTPELLIER
3191 Route de Mende
34060 MONTPELLIER CEDEX Tél.(67)63 28 80

CENTRE INTERNATIONAL DE HAUTES ÉTUDES
AGRONOMIQUES MÉDITERRANÉENNES

3 00592

APPROCHE POUR ANALYSER LES SYSTEMES D'EXTENSION RURALE EN ARGENTINE

PAR JORGE MUANI

Collection
Thèse Msc.
Juin 1986

INSTITUT AGRONOMIQUE MÉDITERRANÉEN
DE MONTPELLIER
3191 Route de Mende
34060 MONTPELLIER CEDEX Tél.(67)63 28 80

ISBN : 2-85352-071-4

"APPROCHE POUR ANALYSER LES SYSTEMES D'EXTENSION RURALE EN ARGENTINE"

RESUME:

Dans les années 50, la production agricole argentine se trouvait dans la stagnation la plus profonde qu'elle n'a jamais connue.

Les gouvernements de l'époque ont essayé plusieurs mesures pour rattraper le retard technologique des systèmes de production; dont la création de l'Institut National de Technologie Agropastorale (INTA).

Aujourd'hui, trente ans après, on trouve d'autres organisations de vulgarisation (privées, associatives, provinciales, etc...) qui agissent sur le milieu rural.

Ce document traite d'une part de la logique du modèle de développement pour lequel travaillent les systèmes de vulgarisation à travers l'évolution du milieu rural. Et d'autre part, du fonctionnement de tout le système à travers l'analyse des organisations qui en font partie.

MOTS-CLES:

ARGENTINE - Vulgarisation (Extension Rurale) - Développement rural - Analyse de système - Analyse d'organisations - Système de production - Milieu rural - Population rurale - Enseignement agricole - Progrès technique - Productivisme.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION 12

. L'objectif du travail 14

. Les hypothèses 15

. Le cadre théorique et méthodologique 15

. Le plan 20

PREMIERE PARTIE: LE SECTEUR RURAL PAMPEEN 21

Introduction Première Partie 23

Chapitre 1: La société paysanne et les ressources humaines: la démographie 27

1.1. "Un pays de villes" 27

1.2. Démographiquement déséquilibré 29

1.3. Un espace rural de plus en plus vide 29

Chapitre 2: La société paysanne et le niveau technique de la force productive: l'enseignement - formation 33

2.1. L'enseignement général 33

2.2. L'enseignement agricole 35

2.2.1. De niveau moyen 35

2.2.2. La formation professionnelle 38

Chapitre 3: La société paysanne et le niveau d'organisation: les associations de producteurs 40

3.1. Les associations syndicales 40

3.2. Les associations économiques 42

3.3. Les associations technologiques 43

Chapitre 4: La société paysanne et le système de production agricole 44

Section 1: De l'expansion au déclin 44

4.1.1. L'étape pastorale 44
4.1.2. L'étape d'expansion agricole 46
4.1.3. La période de déclin 49

Section 2: La période de transformations 53

4.2.1. Les explications sur la stagnation 53
4.2.2. Les transformations dans le système d'exploitation 55
4.2.3. Les transformations dans le système de production 56
4.2.4. Les transformations dans le système de culture 57

Section 3: La période de nouvelle croissance 59

4.3.1. Le progrès technique 61
4.3.2. La nouvelle culture: le soja 62
4.3.3. Les nouveaux acteurs 64

Conclusion Première Partie 68

DEUXIEME PARTIE: LE SYSTEME D'EXTENSION RURALE 70

Introduction Deuxième Partie 71

Chapitre 1: L'évolution du système 75

1.1. Résumé historique 75
1.2. La création du Service National d'Extension Rurale: l'INTA 76
1.3. Les activités privées de vulgarisation 82
1.3.1. L'Association des amis du sol 82
1.3.2. Les entreprises agro-alimentaires 82
1.3.3. Les groupes C.R.E.A. 83

1.4. Les préoccupations techniques 84
1.5. L'étape de consolidation institutionnelle - Les préoccupations économiques par culture 85
1.6. Les préoccupations économiques par unités de production 86
1.7. Les nouveaux services d'extension 87
1.7.1. Les coopératives 87
1.7.2. Les entreprises privées 89
1.7.3. Les mas-médias 90
1.7.4. Les provinces 92
1.8. En guise de conclusion 93
1.8.1. L'A.A.D.E.R. 93
1.8.2. Les préoccupations à propos du développement local. S'agit-il d'une nouvelle étape ? 94

Chapitre 2: L'analyse du système 95

Section 1: La structure et le fonctionnement 95

2.1.1. L'organigramme 95
2.1.2. Le commandement 101
2.1.3. La doctrine 103
2.1.4. Les ressources 107
2.1.4.1. Le flux financier 107
2.1.4.2. Le personnel 108
2.1.5. Le contrôle 109

Section 2: Les processus de relation 112

2.2.1. La délimitation des frontières relationnelles 112
2.2.2. La légitimité 117
2.2.3. Les espaces d'expansion 119

Section 3: Les méthodes d'intervention 121

2.3.1. L'INTA 122
2.3.2. Le mouvement coopératif 124
2.3.3. Le D.A.T.P. de "La Serenisima S.A." 125
2.3.4. Les groupes C.R.E.A. 127

Conclusion Deuxième Partie 129

CONCLUSION 132

- Le mythe du modèle unique de développement 133
- Le mythe de la neutralité de la technologie 135
- Le modèle de développement rural - Une critique du productivisme 135
- Alors quoi ? - Reflexions sur l'avenir 137

BIBLIOGRAPHIE 140

I - Economie et Agriculture Argentines 142
II - Système Argentin d'Extension Rurale 144
III - Analyse du développement rural 149
IV - Approche de systèmes - Recherche-Développement 151
V - Analyse d'organisations 152
VI - Divers 153

ANNEXE 155

LISTE DES TABLEAUX

1 - Evolution de la population rurale

2 - Province de Santa Fe. Evolution de la population rurale

3 - Evolution de la population active dans l'agriculture

4 - Evolution du pourcentage d'analphabètes de plus de 14 ans

5 - Taux d'analphabétisme par région. 1960

6 - Les écoles agricoles selon leurs appartenance

7 - Evolution des surfaces cultivées. 1872-1913

8 - Evolution des exportations argentines de blé 1880-1929

9 - Participation des exportations argentines dans le total des exportations mondiales de marchandises sélectionnées. 1924-1963

10 - Rendement à l'hectare de maïs dans la région pampéenne

11 - Indices de volumes physique de la production pampéenne

12 - Evolution de la consommation intérieure

13 - Evolution du nombre de tracteurs

14 - INTA. Personnel technique de recherche et d'extension

15 - INTA. Formation post-universitaire du personnel technique

16 - Nombre de vulgarisateurs de chaque service

17 - Partenaires des accords signés par l'INTA au 30/6/1978

LISTE DES GRAPHIQUES

1 - Evolution des populations totale et rurale

2 - Comparaison des pyramides d'âge des milieux urbains et ruraux. 1980

3 - Pourcentage de population rurale par rapport à la population totale pour chaque rang d'âge. 1980

4 - Taux d'alphabétisme urbain et rural par provinces. 1960

5 - Evolution du nombre des écoles agricoles

6 - Evolution de la surface semée totale et par régions

7 - Production de céréales et d'oléagineux. 1911-1983

8 - Organigramme du Service d'Extension Rurale de l'INTA

9 - Organigramme de l'Association Argentine de Consortiums Régionaux d'Expérimentation Agricole (A.A.C.R.E.A.)

10 - Organigramme du Département d'Assistance Technique aux Producteurs de "La Serenisima S.A." (D.A.T.P.)

11 - Organigramme du Système d'Extension Coopératif de l'Association de Coopératives Argentines (A.C.A.)

LISTE DES CARTES

1 - ARGENTINE - Division administrative

2 - La région pampéenne

3 - ARGENTINE - Distribution des écoles agricoles

4 - ARGENTINE - Les services de l'Institut National de Technologie Agropastorale (INTA)

SIGLES UTILISES

AACREA : Asociacion Argentina de grupos CREA

AADER: Asociacion Argentina de Extension Rural

ACA: Asociacion de Cooperativas Argentinas

ARDA: Agrupacion Regional de Desarrollo Agropecuario

CECAIN: Centro de Capacitacion Integral

CONINAGRO: Confederacion de Instituciones Agropecuarias

CRA: Confederaciones Rurales Argentinas

CREA: Consorcios Regionales de Experimentacion Agricola

DATP: Departemento de Asistencia Tecnica a los Productores de La Serenisima S.A.

FAA: Federacion Agraria Argentina

FACA: Federacion Argentina de Cooperativas Agropecuarias

FADAIA: Federacion Argentine de Asociaciones de Ingenieros Agronomos

IICA: Instituo Interamericano de Cooperacion Agricola

INTA: Instituto Nacional de Tecnologia Agropecuaria

SANCOR: Santa Fe - Cordoba (Cooperative Laitière)

SRA: Sociedad Rural Argentina

CARTE n°1: ARGENTINE. Division Administrative



INTRODUCTION

INSTITUT AGRONOMIQUE MÉDITERRANÉEN DE MONTPELLIER
DOCUMENTATION

INTRODUCTION

Depuis le début du XXème Siècle il y a eu en Argentine quelques activités de recherche, d'expérimentation et de diffusion technique; cependant c'est à partir des années 50 que le véritable développement de l'activité d'extension rurale (1) commence, avec la création de l'Institut National de Technologie Agropastorale (INTA).

A cette époque là, le secteur agricole argentin se trouvait dans la crise la plus profonde qu'il a connu.

Il y a eu plusieurs explications de cette stagnation, selon l'approche théorique et/ou idéologique de ceux qui ont étudié ce phénomène.

Par contre, il y a eu une coïncidence, assez généralisée, sur le retard technologique dans lequel se trouvait l'appareil de production agricole par rapport aux "pays de pointe", notamment les Etats Unis.

Les gouvernements qui se sont succédés à partir des années 50 ont essayé plusieurs mesures politiques pour augmenter la production et la productivité du secteur agricole, étant donné son importance dans l'économie nationale (2).

Ces mesures, parmi lesquelles se trouve la création de l'INTA, ont produit des transformations très importantes au niveau des systèmes d'exploitation et de production; qui ont été d'ailleurs des préalables pour le travail de diffusion du progrès technique mené par le Service National d'Extension Rurale de l'INTA.

---

(1) : Il faut souligner que nous parlons "d'EXTENSION RURALE" parce que la signification qu'on lui donne en Argentine est plus large que celle de l'équivalente français: "VULGARISATION AGRICOLE". On peut dire, d'ailleurs, que l'Extension Rurale est plus proche de l'expression française: "DEVELOPPEMENT RURAL".

(2) : En effet, la production agricole argentine, encore aujourd'hui, représente plus de 75 % de sources de devises pour le pays; bien qu'elle n'occupe que 13 % de la population active et ne participe qu'en 16 % du PNB.

Aujourd'hui, après 30 ans de la mise en place de l'INTA on trouve d'autres organisations qui travaillent dans le développement, l'adaptation et la diffusion de techniques de production, l'assistance technique aux producteurs et/ou le développement rural.

Ces organisations relèvent aussi de domaines différents: les entreprises privées, le mouvement coopératif, les gouvernements provinciaux, etc.

En résumé, le système argentin d'extension rurale est devenu, depuis quelques années, de plus en plus complexe et difficile à maîtriser.

Il est donc un terrain de concurrence, de coopération et de négociation, où parfois, le paysan n'est qu'un spectateur qui en subi les conséquences.

L'objectif du travail

L'objectif de notre recherche est d'essayer de comprendre le système d'extension rurale argentin.

A ce propos, et pour souligner notre but, nous empruntons de M. SALINAS l'affirmation suivante: "Le mot comprendre veut dire un peu plus que décrire et certainement un peu moins qu'agir".

En effet, nous ne voulons faire ni une évaluation du système ni une proposition de restructuration ou de réorganisation. Plus précisemment; ce que nous voulons est dégager la logique (ou les logiques de fonctionnement et les tendances lourdes qui conditionnent l'évolution de tout le système ainsi que des organisations qui en font partie.

Autrement dit, nous nous demandons: qu'est ce que le système d'extension rurale argentin ? Comment fonctionne-t-il ? Comment agit-il ? Quelle est son évolution future probable ?.

Bref, quel est le modèle de développement rural pour lequel il travaille ?.

Les hypothèses

Pour atteindre cet objectif nous nous sommes donné les hypothèses de travail suivantes:

1. Une conception trop productiviste a orienté l'organisation et l'action des services d'extension rurale.
2. Les méthodes d'intervention et la visualisation de l'objet de travail de l'extension rurale ont évolué en suivant une démarche de complexité croissante.
3. Le Service National d'Extension Rurale de l'INTA a privilégié les aspects techniques (Extension Agricole) par rapport aux aspects sociaux (Extension Rurale).
4. Il a une tendance vers la spécialisation des unités de production; ce qui augmente la fragilité des sytèmes productifs et sa dépendance à l'égard des entreprises agro-alimentaires. Cette tendance, d'autre part, met en péril les ressources naturelles et l'équilibre démographique du milieu rural.

Le cadre théorique et méthodologique

De la confrontation de notre expérience antérieure et des connaissances acquises en France, nous avont fait une synthèse intelectuelle qui constitue le cadre théorique d'après lequel nous avons travaillé dans notre recherche.

Pour nous, l'Extension Rurale est un des instruments d'application d'une politique agricole.

Nous entendons par politique agricole "l'ensemble de méthodes et moyens mis en oeuvre par l'Etat pour contrôler (réguler, orienter, maîtriser) l'évolution de l'agriculture (appareil de production et groupe social)" (3).

(3) : MOLINIER (J.), Quelques définitions et approches pour faire un constat social en vue de programmer une politique agricole. 1985 - (58)

A propos de cette définition, M. MOLINIER fait la distinction entre la "politique agricole spécifique" et la "politique agricole résidu", selon que les objectifs concernent, ou non, spécifiquement l'agriculture.

Cependant, on peut différencier aussi la politique de "discours" et celle des "faits".

Par ailleurs, et en tenant compte de ces distinctions, il faut préciser qu'une politique agricole se compose de plusieurs instruments qu'on appelle aussi des politiques. A titre d'exemple, habituellement on parle de politique de structures, de politique foncière, de politique de prix, de politique fiscale, de politique technologique, etc.

Celle qui nous intéresse ici, c'est la politique technologique, qui pour nous traite des mesures qui orientent la recherche appliquée, la diffusion technique, la formation agricole et l'animation rurale.

Celà étant dit, il faut faire trois remarques:

Premièrement: l'extension rurale, donc, est plus précisément un des instruments d'application de la politique technologique pour le milieu rural.

Deuxièmement: de tous les instruments d'une politique agricole, la politique technologique est la seule à être spécifiquement et directement porteuse de normes et de valeurs.

En effet, les autres éléments visent plutôt la prise de décisions des acteurs socio-économiques du milieu agricole, mais la politique technologique agit sur les idées, le savoir, le savoir-faire et l'organisation même du tissu social dans le milieu rural.

Troisièmement: l'extension rurale est donc un instrument d'intervention à caractère éducatif qui agit sur le milieu rural pour contribuer à son développement.

Mais, qu'est ce que le développement ?

Etant donné que répondre à cette question, en analysant les diverses approches possibles, risque d'être trop longue, nous préférons en donner très schématiquement notre point de vue personnel.

D'après le lexique de l'IAMM (4), le développement est "l'évolution de la société envisagée non seulement sous l'angle de l'accroissement des diverses variables économiques mais aussi du point de vue des transformations qualitatives et structurelles de l'ensemble de la société".

Nous sommes d'accord avec cette définition, mais il nous paraît nécessaire de remarquer, avec P. CASSE (5) que le développement d'une société *"ne peut effectivement se réaliser sans impliquer corrélativement l'existence d'un minimum de changement dans les façons de penser, de comprendre, de vivre et d'interpréter tant le monde physique que les réalités sociales et culturelles".*

"Les répercussions ou conséquences des changements psychologiques et sociaux qui sous-tendent inéluctablement tout acte de développement, seront de rendre plus apte une population à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global" (6).

Cependant, la finalité du développement ne s'arrête pas dans "le plus avoir"; loin de là, cette accumulation doit permettre à la population de "mieux être" et surtout de réaliser aux maximum ses potentialités donc de "plus être".

Bref, pour nous une région ou un pays ne sont sous-développés que par rapport à ce qu'eux mêmes peuvent être. Autrement dit, on est toujours en voie de développement.

Par conséquent, la formation et la participation doivent être considérées comme parties intégrantes du processus et non simplement comme moyens de développement.

---

(4) : Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier.
(5) : CASSE (P.): Participation et développement - 1981 - (49)
(6) : Ibid.

A propos du milieu rural, nous sommes pour une approche plu tôt globale et à la fois locale du développement rural.

Globale, parce qu'il faut considérer l'espace rural en tant qu'unité d'analyse, de réflexion et d'action.

Autrement dit, nous croyons qu'il est naïf de ne travailler que sur l'augmentation de la production agricole et croire que tout le reste se développe par induction.

Locale, parce que nous sommes convaincus que ceci est le seul moyen pour assurer le minimum d'intégralité, de dynamisme et de participation pour atteindre, d'une part, les trois finalités du développement; et d'autre part, l'équilibre toujours instable entre "l'hétéronomie" et "l'autonomie" (7).

D'après cette approche du développement rural le système d'extension doit remplir trois fonctions:

- Une fonction "technologique" qui à notre avis doit s'orienter vers la recherche, l'adaptation et la diffusion de ces techniques et modes de production qui sont les plus "économes" pour une région donnée.

Nous entendons par techniques ou modes de production "économes" ceux qui sont capables d'éviter toutes dépenses inutiles. Autrement dit, ce sont les techniques qui augmentent la production et/ou la productivité dont a besoin la société pour se développer, tout en évitant le gaspillage énergétique, le risque écologique et les déséquilibres sociaux.

Il s'agit donc d'une approche "RECHERCHE-DEVELOPPEMENT".

- Une fonction "formation - information" à travers laquelle les différents acteurs sociaux du milieu rural puissent recevoir la formation et l'information nécessaires pour être capables d'accompagner le processus, de s'y retrouver et par conséquent d'y participer activement.

(7) : Voir PLASSARD (F.), Autonomie au quotidien. 1984 - (60)

- Une fonction "animation" orientée à aider la population concernée à découvrir ses propres potentialités et les formes d'organisation (économique, sociale et culturelle) qui semblent être les plus adéquates pour atteindre ses objectifs.

La fonction technologique nous semble être la seule qui concerne en exclusivité le système d'extension. Les deux autres sont des fonctions partagées avec des autres organisations de l'Etat ou privées. Mais à notre avis, en aucun cas le système d'extension doit refuser la partie de responsabilité qu'il doit assumer.

D'autre part, c'est une décision politique de l'Etat de savoir quelles fonctions il laissera au secteur privé et lesquelles feront partie du service public.

En passant à la méthodologie utilisée, nous croyons nécessaire de faire la remarque suivante:

Délibérément nous avons laissé travailler notre imagination dans l'élaboration du cadre théorique, car nous avons eu l'intention d'utiliser la prospective comme "toile de fond" de notre recherche.

Autrement dit, nous avons voulu dessiner très schématiquement le "futur souhaitable", selon nous, pour l'extension rurale en Argentine; et à son égard analyser la "réalité" (présente et passée) et le "futur probable" (ce qui se passera si on continue dans la même logique de développement).

Pour celà, nous avons décidé d'analyser le milieu rural de la région qu'on appelle la Pampa Humide et le système d'extension dans cet esprit et en utilisant une approche de systèmes, lequel sera explicité dans les introductions de chaque partie.

Le Plan

Notre travail sera présenté en deux parties:

- Dans la première partie nous analyserons le milieu rural de la région pampéenne selon divers points de vue: les ressources humaines, le niveau technique de la force productive, le niveau d'organisation et le système de production agricole; afin de comprendre le milieu sur lequel intervient le système d'extension et aussi pour repérer quels ont été les effets de la politique réelle qui a été appliquée.

- Dans la deuxième partie nous chercherons à comprendre le système d'extension dans sa logique évolutive ainsi qu'à travers la structure, le fonctionnement, les processus de relation et les méthodes d'intervention des principales organisations qui en font partie.

PREMIERE PARTIE

"LE SECTEUR RURAL PAMPEEN"

INTRODUCTION

La région pampéenne (voir carte n°2) est une grande plaine d'environ 50 millions d'hectares. Les conditions climatiques et le sol profond et fertil y permettent tous les types de productions agricoles des régions tempérées. Par ailleurs, presque 90 % des exportations agricoles argentines y sont produites.

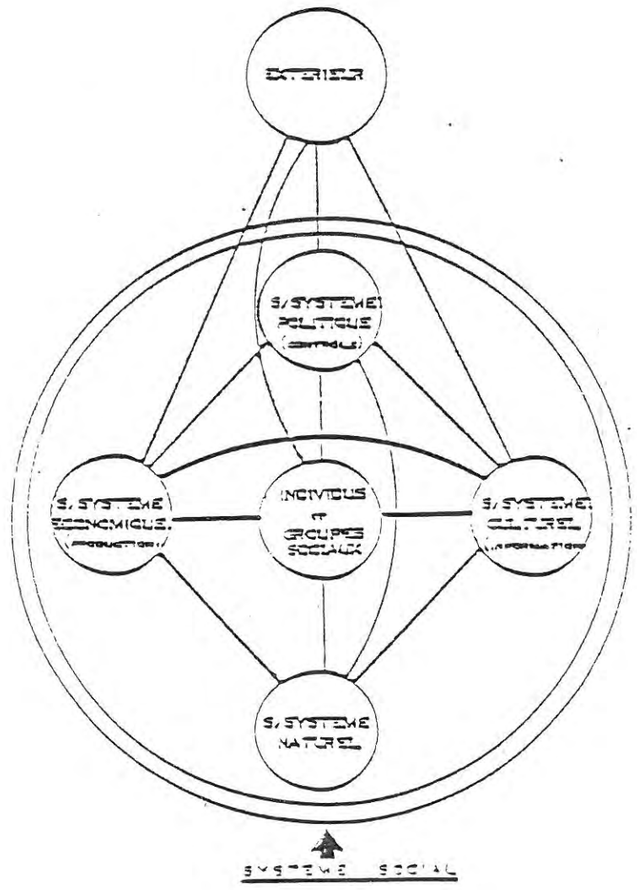
Dans cette première partie nous analyserons l'évolution du milieu rural pampéen, car c'est dans cette région où nous avons développé notre expérience professionnelle; par conséquent nous disposons des données nécessaires pour arriver à notre analyse.

Pourtant, il faut souligner, d'une part, que nous ferons parfois référence aux autres régions surtout en ce qui concerne les aspects socio-culturels; et d'autre part, que les conclusions générales sont aussi valables pour ces dernières où les problèmes sont encore plus graves comme on peut le constater dans le résumé de diagnostic que nous présentons en annexe.

Schématiquement, un système social se compose comme le montre la figure ci-dessous (1)

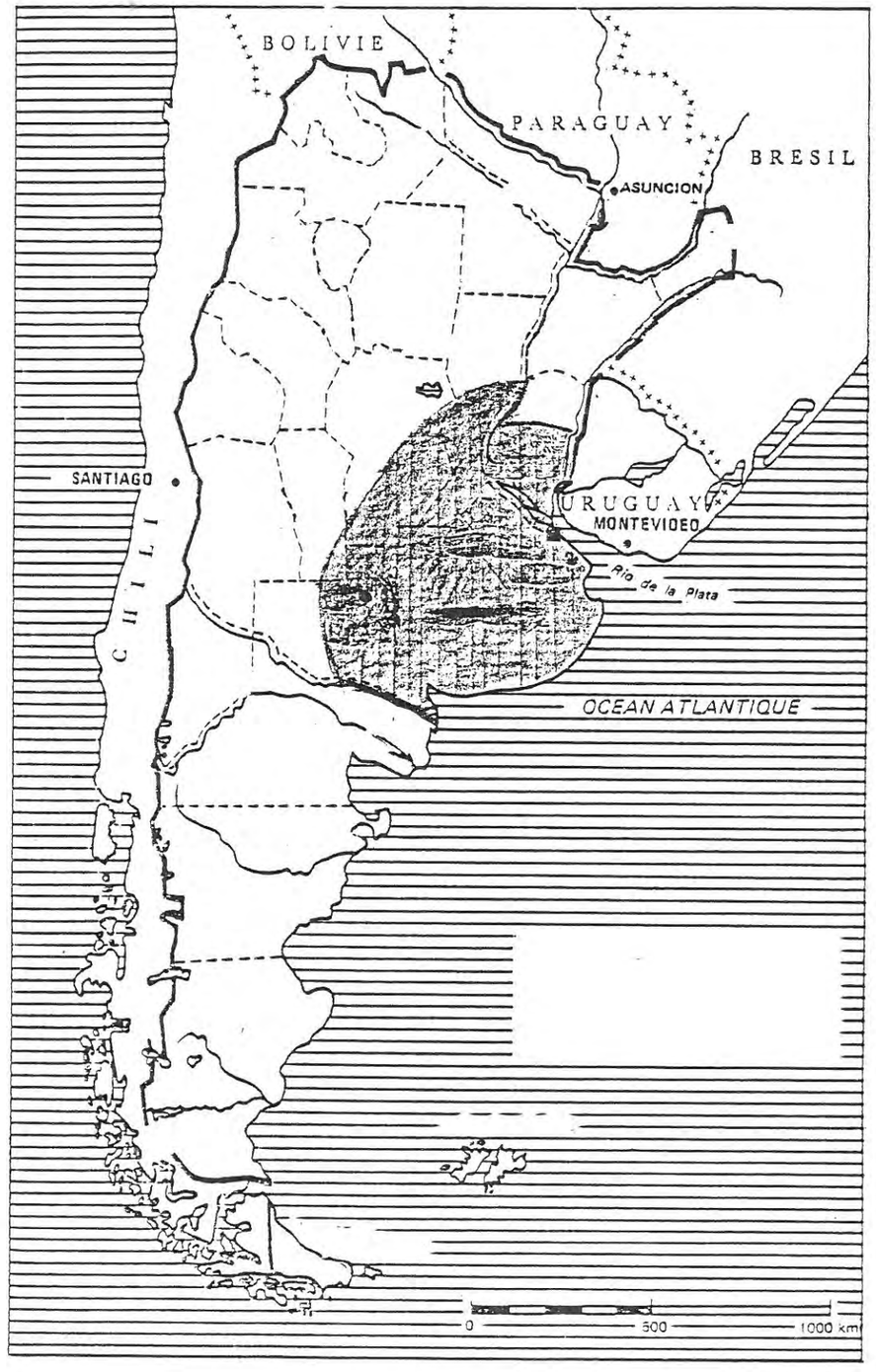
(1) : Voir MOLINIER (J.), op. cit. et SALINAS (J.L.), Analyse diagnostique des structures sociales - 1984 (64)

SCHEMA DU SYSTEME SOCIAL



Source: MOLINIER (J.), op. cit.

CARTE n°2: La Région Pampéenne



De ces éléments nous avons choisi le sous-système économique (production), le sous-système culturel (information) et bien sûr, les individus et les groupes sociaux.

Nous avons privilégié cet axe horizontal car c'est là que nous pourrions le mieux analyser l'impact des politiques réelles et surtout de l'intervention du système d'extension rurale.

L'approche des systèmes nous semble le plus efficace pour une telle tâche. Après avoir fait une révision bibliographique (2) là dessus, nous avons décidé de travailler avec la méthode proposée par R. BADOUIN (3), car elle nous permet de mieux nous placer au niveau de la région et aussi de mieux repérer les interrelations dans le processus évolutif.

Mais pour compléter notre aperçu du milieu rural nous avons ajouté les aspects démographiques, de formation agricole et de l'organisation paysanne.

Cette première partie est composée donc de 4 chapitres:

- Dans le premier chapitre nous analyserons les ressources humaines, plus particulièrement la démographie, pour voir quelles sont les tendances lourdes du mouvement de population.

- Dans le deuxième chapitre nous regarderons le milieu rural du point de vue du niveau de formation de sa population.

- Le troisième chapitre, quant à lui, concerne les organisations de la société paysanne; c'est-à-dire, les associations de producteurs, où nous présentons très schématiquement les organisations syndicales, celles de type économique et celles chargées des aspects technologiques.

---

(2) : voir bibliographie.
(3) : BADOUIN (R.), la dynamique des systèmes productifs en agriculture. Notes du cours donné à l'U.V. 64 - 1985

Enfin, le quatrième chapitre est centré sur le système de production agricole. Il présente trois sections selon les grandes périodes de l'évolution de la production agricole argentine.

Bien que nous nous soyons basé pour cette périodisation sur le travail de G. FLICHMAN: "L'agriculture argentine dans le marché international", il faut remarquer que nous y avons introduit quelques modifications pour pouvoir mieux placer le système d'Extension Rurale dans son contexte.

CHAPITRE 1. LA SOCIETE PAYSANNE ET LES RESSOURCES HUMAINES: LA DEMOGRAPHIE

1.1. "UN PAYS DE VILLES"

L'Argentine se caractèrise pour être "un pays de villes". Déjà au début du siècle (Recensement de 1914) il n'y avait que 47,0 % de population rurale (4). (voir tableau n°1)

TABLEAU n°1: Evolution de la population rurale
(% de la population totale)

Recensement	% Pop. rurale
(.) 1895	63.0
(.) 1914	47.0
(.) 1947	37.0
(.) 1960	26.0
(") 1975	19.3
(") 1980	17.1

Sources: (.) BORDENAVE (S.), Le système éducatif argentin... (20)
(") Organisation des Nations Unies. Annuaire Démographique 1983

Paradoxalement, une grande partie de l'immigration, d'origine essentiellement rurale, qui arrive dès la fin du XIXème Siècle dans un pays immense et vide, se fixe dans les villes et surtout à Buenos Aire ceci étant dû au fait que, entre autres, la majorité de la terre était déjà aux mains des grands propriétaires fonciers, ce qui a donné aussi, des caractéristiques particulières de mise en valeur (5).

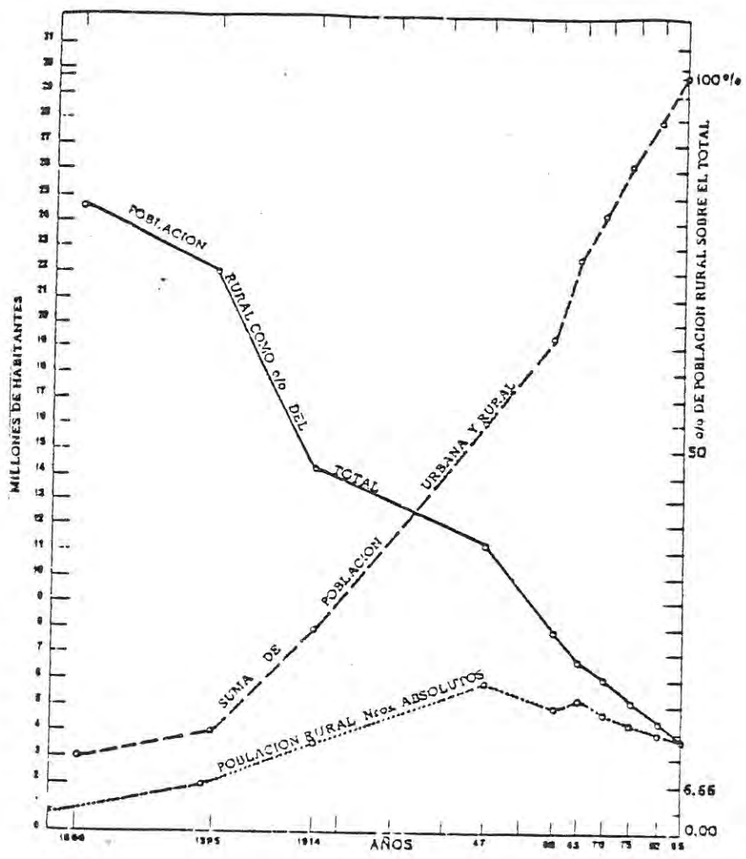
Pendant le gouvernement peroniste (1946-1955) la politique de substitution des importations, qui avait commencée dans les années 30, s'est endurcit. Dans les villes donc, il y avait toujours la possibi-

(4) : Il faut remarquer qu'en Argentine on considère comme population rurale tout centre peuplé en dessous de 2000 habitants.

(5) : Se rapporter au chapitre 4, section 1, point 4.1.2., page 46

lité de trouver un emploi. Par ailleurs, la politique sociale du gouvernement et le poids qu'exerçaient les syndicats rendaient la vie dans les villes plus facile pour les ouvriers industriels. Donc, à partir du recensement de 1947 on peut constater que la population rurale décroît en chiffres absolus et vers les années 60 ne représente que 26 % de la population totale (voir Graphique n°1).

GRAPHIQUE N°1: Evolution des populations totale et rurale



Source: RAS (N.), Una interpretacion sobre el desarrollo agropecuario de la Argentina. 1977 - (13)

1.2. DEMOGRAPHIQUEMENT DESEQUILIBRE

Cette tendance vers l'urbanisation continue, mais à un rythme un peu plus lent et atteindra enfin 17,1 % dans l'ensemble du pays en 1980.

Pourtant, dans la région pampéenne, le pourcentage de la population rurale est moindre. A titre d'exemple, nous présentons dans le Tableau n°2 l'évolution de la population rurale dans la Province de Santa Fe.

Cette différence régionale est encore plus importante si l'on considère que dans les 5 provinces pampéennes, qui représentent 18 % de la superfice du pays, habite environ 70 % de la population argentine.

TABLEAU n°2: Province de Santa Fe. Evolution de la population rurale (% de la population totale)

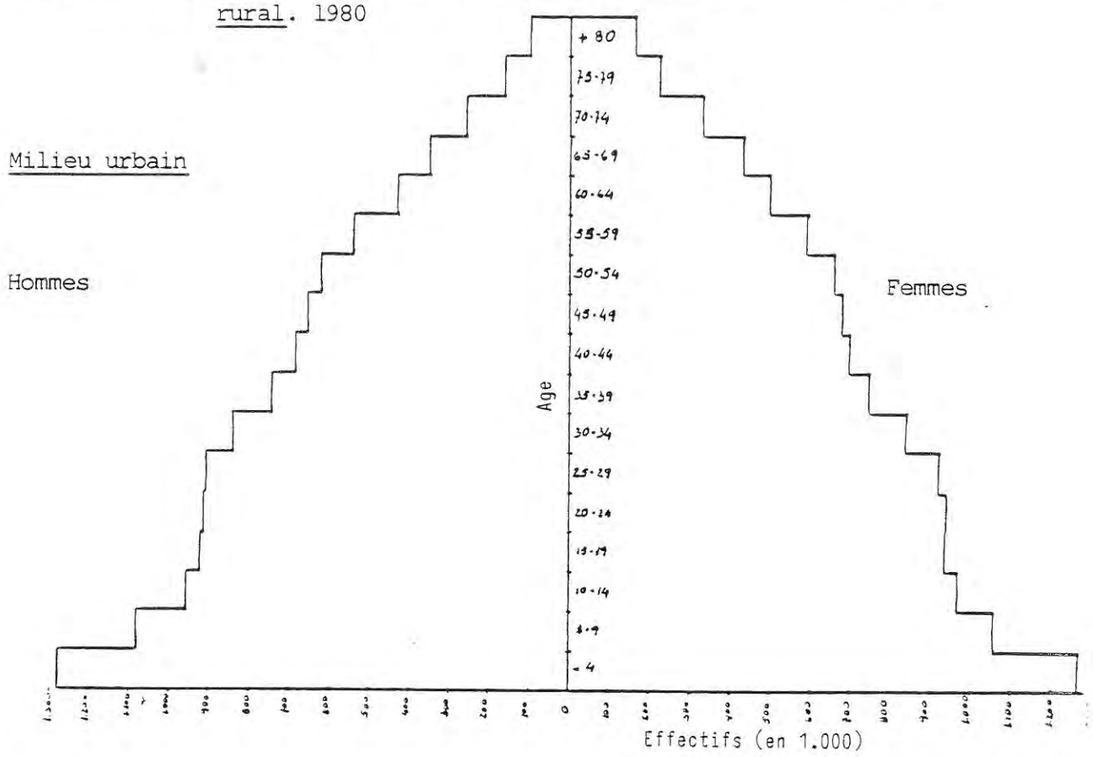
Recensement	% de la population rurale
1869	58
1895	51
1914	43
1945	31
1960	20
1970	15
1980	12

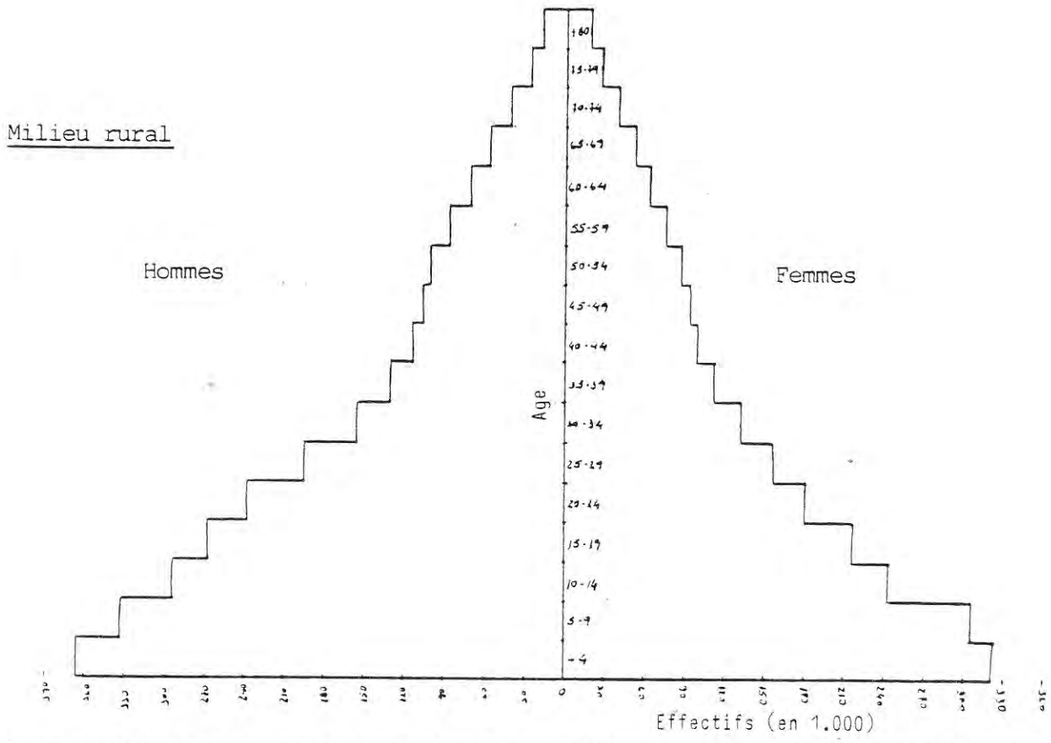
Source: MUANI (J.), Caracterisacion agropecuaria de la Provincia de Santa Fe. 1982 (9)

1.3. UN ESPACE RURAL DE PLUS EN PLUS VIDE

Dans le graphique n°2 (ci-après) nous comparons les pyramides d'âges de 1980 dans le milieu urbain et rural.

GRAPHIQUE N°2: Comparaison des pyramides d'âges des milieu urbain et rural. 1980



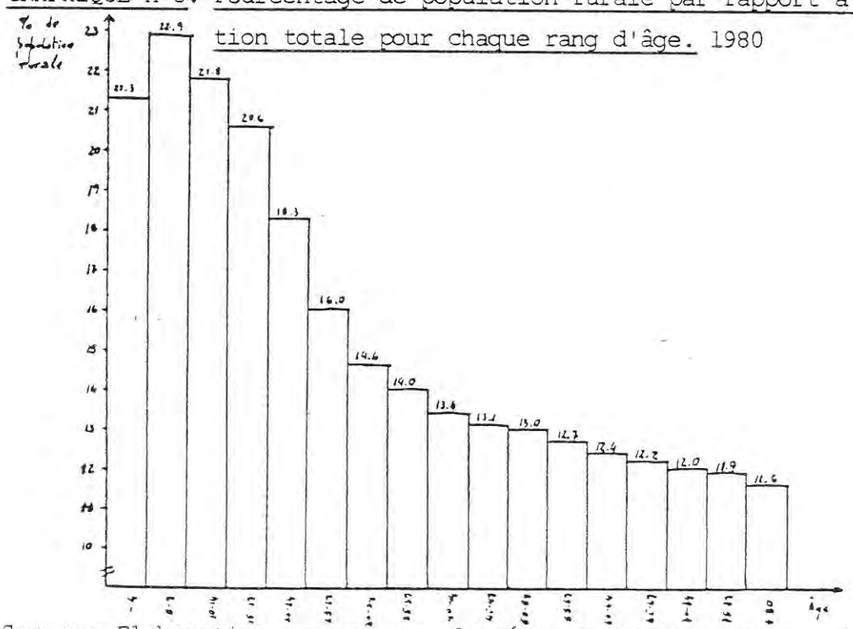


Source: Elaboration propre sur données de l'Organisation des Nations Unies, op.cit.

En étudiant de près ces pyramides, on peut constater deux tendances assez communes du mouvement démographique en Agentine: l'exode vers les villes de la population active et on notera le pourcentage plus élevé de femmes.

D'autre part, en regardant le Graphique n°3 nous constatons que cette migration commence à partir de 15-19 ans et que les personnes âgées représentent un pourcentage de plus en plus bas, ce qui peut amener à la conclusion que les gens meurent d'avantage dans le milieu rural, mais pour nous, cela est la confirmation d'une tendance que nous avons pu percevoir les dernières années dans le sud de la Province de Santa Fe: les producteurs, au fur et à mesure qu'ils s'approchent de l'âge de la retraite, achètent une maison dans le village le plus important de la zone où ils peuvent bénéficier d'une aide médicale et de loisirs. Par ailleurs, s'ils n'ont pas quelqu'un de la famille qui puisse continuer l'exploitation, généralement ils donnent la terre à un "contratista" de production (6).

GRAPHIQUE n°3: Pourcentage de population rurale par rapport à la population totale pour chaque rang d'âge. 1980



Source: Elaboration propre sur données de l'Organisation des Nations Unies. op. cit.

(6) : Se reporter page 65

Par rapport à l'évolution de la population active dans le milieu rural, il est évident que la diminution est plus forte à partir de 1966, (où l'utilisation du tracteur s'est généralisée [7]), jusqu'à atteindre 13 % en 1980 (voir tableau n°3).

TABLEAU n°3: Evolution de la population active dans l'agriculture

Année	Pop. active en agriculture
(.) 1947	30.0
(.) 1953	26.9
(.) 1959	22.2
(.) 1961	21.7
(") 1966	20.0
(") 1970	14.8
(") 1980	13.0

Source: (.) RAS (N.), op. cit.
(") GEZE (F.) et al, L'état du monde. 1984 (87)

(7) : Voir tableau n°13, page 56

CHAPITRE 2: LA SOCIETE PAYSANNE ET LE NIVEAU TECHNIQUE DE LA FORCE PRODUCTIVE: L'ENSEIGNEMENT - FORMATION

2.1. L'ENSEIGNEMENT GENERAL

L'alphabétisation a été depuis l'époque de l'organisation nationale une préoccupation de tous les gouvernements.

"Cette situation est le produit d'une histoire et même d'un projet de transformation nationale mis en oeuvre à partir de 1880 et qui avait pour but, d'une part d'imposer les valeurs urbaines et européennes à tout le pays, et d'autre part, enraciner les fils d'étrangers et aussi éviter les dangers de "dénationalisation" (8). Car de 1860 à 1920 l'immigration a contribué au 50 % de l'accroissement démographique de l'Argentine (9).

Ainsi l'éducation primaire gratuite, prévue dans la Constitution Nationale de 1853, est-elle rendue obligatoire à partir de 1884.

Si on regarde donc l'évolution du pourcentage d'analphabètes (Tableau n°4) on constate une diminution nette à partir des années 30, ce qui correspond à une alphabétisation plus importante des fils d'étrangers.

TABLEAU n°4: Evolution du pourcentage d'analphabètes de plus de 14 ans

Année	% d'analphabètes
1869 -	77.4
1895	53.3
1914	35.9
1947	13.6
1960	8.6
1970	7.4
(=) 1980	5.3

Source: RAS (N.), op. cit. - (=) GEZE (F.) et al., op. cit.

(8) : ROUQUIER (A.), L'Argentine. 1984 (14)
(9) : LA DOCUMENTATION FRANCAISE, L'économie de l'Argentine. 1967 (4)

Lorsque le système national d'extension est mis en place (deuxième moitié des années 50) l'Argentine avait 8,6 % d'analphabétisme et dans le milieu rural environ 20 % par rapport au total de la population de plus de 14 ans.

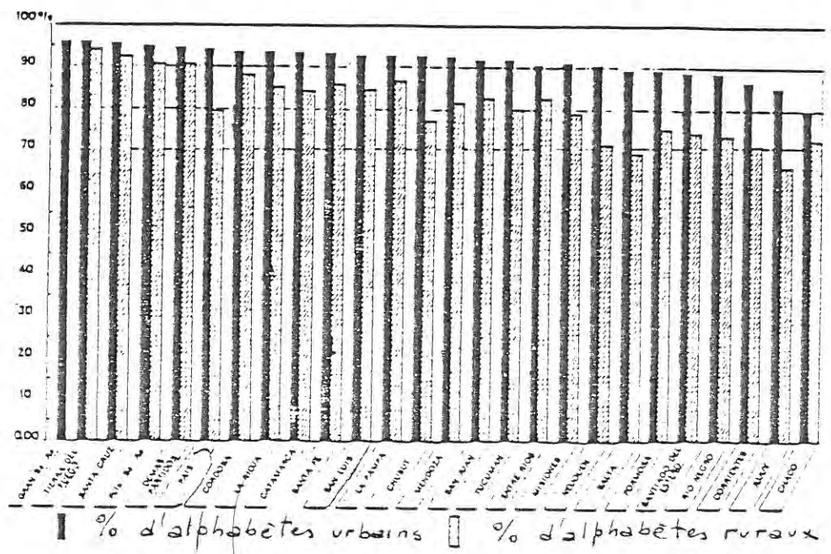
Bien qu'il y ait eu des différences importantes entre les régions et même entre le milieu rural et urbain (voir Tableau n°5 et graphique n°4), c'est une situation assez favorable pour entamer un processus de modernisation de l'agriculture et de l'élevage.

TABLEAU n°5: Taux d'analphabétisme par région. 1960

Région	%
Capitale	3,19
Pampéene	6,55
Capital y Pampéene	5,74
Cuyo	11,53
Patagonie	14,60
Noroeste	17,26
Noreste	17,73
Total national	8,60

Source: RAS (N.), op. cit.

GRAPHIQUE n°4: Taux d'alphabétisme urbain et rural par provinces. 1960



Source: RAS (N.), op. cit.

2.2. L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

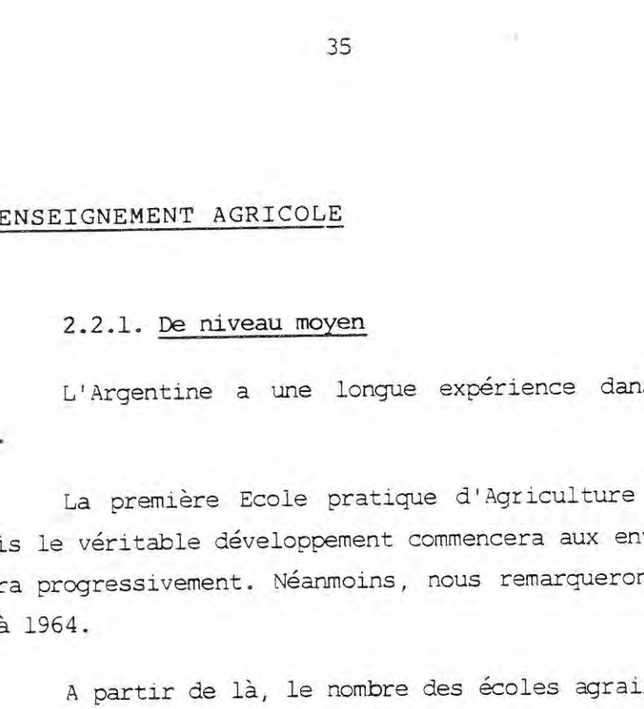
2.2.1. De niveau moyen

L'Argentine a une longue expérience dans l'enseignement agricole.

La première Ecole pratique d'Agriculture a été créée en 1823, mais le véritable développement commencera aux environs de 1870 et augmentera progressivement. Néanmoins, nous remarquerons une stagnation de 1920 à 1964.

A partir de là, le nombre des écoles agraires augmentera de façon surprenante jusqu'à nos jours. (voir Graphique n°5)

GRAPHIQUE n°5: Evolution du nombre des écoles agricoles



Source: F.A.D.A.I.A. Congreso Nacional de ensenanza agropecuaria. 1978 (2

Bien qu'il y ait eu des exceptions, pour nous la tradition de l'enseignement agricole argentin a été la formation des techniciens de niveau moyen, plutôt que la formation du paysan ou du travailleur rural.

En 1922, M. Pablo COURAULT fait un rapport pour le Ministère de l'Agriculture de la Province de Santa Fe, où il pose déjà ce problème: *"... Notre province a besoin d'écoles essentiellement pratiques pour former de bons agriculteurs, et non pas des techniciens intermédiaires qui sont, malheureusement, dans notre pays, trop théoriques pour être des agriculteurs et qui d'autre part, n'ont pas une préparation suffisante pour être admis à l'Université. On les voit, donc, appartenir à la légion des employés de deuxième degré" (10).*

Toutefois, il faut reconnaître que ces premiers techniciens ont fait un travail de terrain remarquable, autant dans la caractérisation des ressources naturelles que dans l'expérimentation, l'adaptation des espèces et la diffusion technique. Ils ont été les véritables "pionniers" de l'agronomie argentine.

En 1958 est créé le baccalauréat agricole et en 1967 toutes les écoles agricoles passent sous la tutelle du Ministère de l'Education.

Aujourd'hui le poids de l'enseignement privé dans la formation agricole est très important, comme on peut le constater dans le tableau n°6. D'autre part, la distribution des écoles sur le territoire national est assez bonne, si l'on en juge la densité de population de chaque région. (voir Carte n°3)

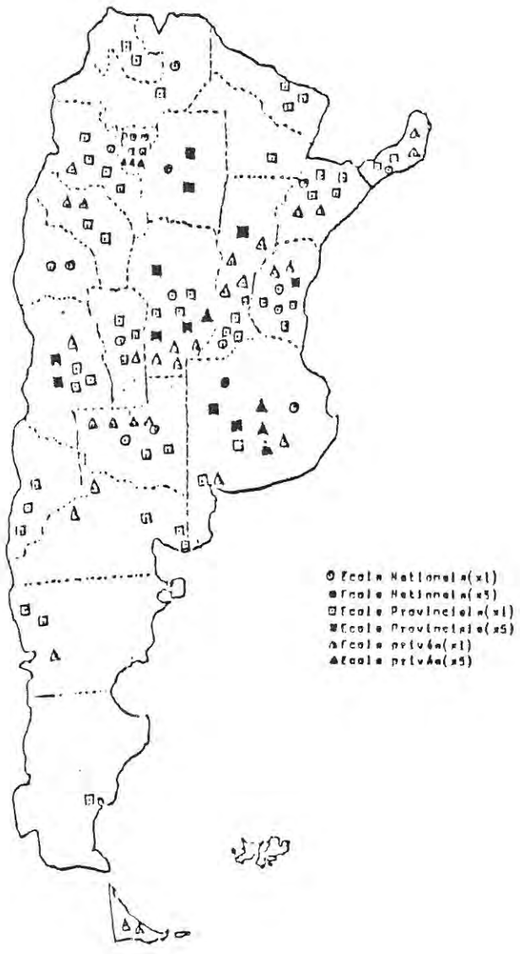
TABLEAU n°6: Les Ecoles Agricoles selon leurs appartenance

Appartenance	Nombre
Nationales	16
Provinciales	50
Privées	114
Universitaires	7

Source: FADAIA, op. cit.

(10) : Rapoort COURAULT, 1922, Cité in FADAIA, op. cit.

CARTE n°3: Distribution des écoles agricoles



Source: FADAIA, op. cit.

Selon le Congrés d'Enseignement Agropastoral de 1978 (11), la plupart des élèves des écoles agricoles sont d'origine urbaine.

D'autre part, d'après une enquète réalisée en 1970 à propos de l'activité professionnelle d'un échantillon de 111 anciens élèves d'une école agricole très réputée, on a eu les résultats suivants: 57,7 % sont employés; 34,2 % suivent des études à l'Université et 8,1 % sont des exploitants agricoles.

Par contre, dans les Ecoles de la Famille Agricole (système inspiré de celui des Maisons Familiales Françaises), les résultats sont tout-à-fait différents en ce qui concerne les débouchés: sur un total de 551 anciens élèves, il y a 77 % d'exploitants agricoles, 4 % d'employés et 19 % qui ont suivi des études à l'université.

Il faut souligner aussi que la totalité des élèves des Ecoles de la Famille Agricole sont du milieu rural; et d'autre part qu'elles n'arrivent guère à représenter que 10 % de l'ensemble des écoles agricoles.

2.2.2. La formation professionnelle

Le Ministère de l'Education offre des cycles courts de formation professionnelle à travers des Centres d'Education Agricole.

Leur finalité est *"la formation de la force de travail, la formation de la femme et l'orientation de l'enfant" (12).*

Malheureusement, les formations enseignées dans ces centres ne correspondent pas toujours aux besoins des agriculteurs (13).

Par contre il y a aussi des expériences bien réussies. Par exemple celle du CECAIN (Centro de Capacitacion Integral) qui se développe au Parana (Entre Rios) depuis 1982 dans la Station Expérimentale

(11) : FADAIA, op. cit.
(12) : Ministério de Cultura y Educacion. Direccion Nacional de Ensenanza Agricola. Rapport présenté au Congrès National d'Enseignement agro-pastoral. 1978 (23)
(13) : Ibid.

de l'INTA et dans laquelle participent d'ailleurs diverses associations de producteurs. Le succès de ce centre est bien la preuve de la nécessité de concertation entre agriculteurs et formateurs.

Le Centre travaille avec les fils et les filles des agriculteurs et d'ailleurs organise des stages spéciaux pour les enfants de producteurs qui font leur Service Militaire.

Cette expérience se caractérise par l'utilisation d'une méthodologie de formation par capitalisation. Entre autres, une fois le cours fini, les vulgarisateurs de l'INTA font le suivi des jeunes agriculteurs.

Bref, dans la région pampéenne, au niveau de l'enseignement général on trouve un taux d'alphabétisation assez bon, mais il faut souligner qu'à l'exception de la Province de Buenos Aires, les contenus ne sont pas adaptés au milieu rural.

Par ailleurs, dans certaines zones, surtout celles où l'agriculture est en expansion (14), les instituteurs ont de plus en plus de problèmes pour maintenir l'école ouverte étant donné que le nombre des élèves décroît chaque année.

Par rapport à l'enseignement agricole on peut conclure que, sauf quelques exceptions, sont but fondamental n'est pas la formation des agriculteurs ni des travailleurs ruraux, sinon la préparation aux études universitaires ou pour travailler comme employé dans une coopérative, dans le meilleur des cas.

Ce qui nous amène à dire que la formation professionnelle est très peu développée, mis à part quelques expériences très localisées.

(14) : Se reporter au chapitre 4, section 3, point 4.3.2., page 62

CHAPITRE 3: LA SOCIETE PAYSANNE ET LE NIVEAU D'ORGANISATION: LES ASSOCIATIONS DE PRODUCTEURS

Dans ce chapitre nous présenterons de façon très schématique quelques organisations de producteurs de la région pampéenne, en choisissant celles qui sont les plus liées aux système d'extension.

Dans la région on peut distinguer au moins trois types d'organisations selon leurs fonctions:

1. Les associations syndicales,
2. Les associations économiques,
3. Les associations technologiques.

Mais, si l'on considère le niveau de responsabilité ou le milieu d'intervention on détermine trois degrés d'organisation:

- Les associations de premier degré: celles où se rassemblent les producteurs,
- Les associations de deuxième degré: celles où se groupent les organisations de premier degré,
- Les associations de troisième degré: celles qui rassemblent celles de deuxième degré.

3.1. LES ASSOCIATIONS SYNDICALES

Au niveau national nous distinguons quatre types d'organisations:

- "La Sociedad Rural Argentina" (SRA) (15)
- "La Ferderacion Agraria Argentina" (FAA) (16)
- "Las Confederaciones Rurales Argentinas" (CRA) (17)
- "Las Ligas Agrarias" (18)

La SRA est l'association de producteurs la plus ancienne. *"Elle est fondée en 1866 par un groupe de techniciens et "d'estancieros" (19) progressistes dont le but était avant tout de créer un forum afin de diffuser des connaissances et d'améliorer les exploitations rurales" (20).* Mais, par la suite, elle est devenue l'institution de défense des intérêts des grands propriétaires fonciers, surtout ceux qui se trouvent dans la province de Buenos Aires.

Traditionnellement elle s'occupe d'enregistrer et de contrôler les reproducteurs purs de pedigrée des races bovines, ovines, chevalines, porcines, etc. Pourtant, il faut souligner qu'il y a des associations d'éleveurs de chaque race, même si l'enregistrement des animaux se fait toujours par la SRA.

La FAA est une association de deuxième degré qui a été fondée en 1912 après les affrontements qui ont eu lieu entre les propriétaires fonciers et les fermiers (21); elle réprésentait donc, les intérêts de ces derniers et aujourd'hui elle rassemble plutôt les moyens et les petits propriétaires.

La FAA a été aussi, à l'origine de la création des coopératives de commercialisation et d'assurance.

Les CRA est une organisation de troisième degré qui rassemble les fédérations des associations rurales de l'intérieur du pays, avant tout celles de la région pampéenne. Cette institution est née en 1922 dans les provinces de Buenos Aires et de La Pampa, après une série de conflits entre les grands propriétaires fonciers spécialisés dans l'engraissement du boeuf ("invernadores") et ceux spécialisés dans l'élevage même, c'est-à-dire dans la production du veau ("criadores").

(15) : Société Rurale Argentine
(16) : Fédération Agraire Argentine
(17) : Confédérations Rurales Argentines
(18) : Ligues Agraires
(19) : Les "estancieros" sont des grands propriétaires fonciers
(20) : SABATO (J.), La pampa prodiga. 1980 (15)
(21) : Dans le Chapitre 4 nous présentons de façon plus détaillé le système d'exploitation à cette époque là.

Autrement dit, les CRA ont un caractère syndical plus explicite que la SRA et concernent plus particulièrement les éleveurs de l'intérieur du pays.

Les Ligues Agraires sont une organisation qui représente les intérêts des petits exploitants et des travailleurs ruraux qui se trouvent presque en situation de subsistence. Ses activités se localisent davantage à l'extérieur ou dans la périphérie de la région pampéenne.

Par ailleurs cette association, qui a moins de vingt ans, a été interdite à différentes reprises et ses dirigeants ont fait l'objet de persécutions politiques.

3.2. LES ASSOCIATIONS ECONOMIQUES

Dans cette catégorie nous plaçons fondamentalement le mouvement coopératif de commercialisation.

La première coopérative agricole a été fondée en 1900. Aujourd'hui il y a plus de 1000 coopératives d'accompagnement et d'encadrement (22), rassemblées dans trois grandes fédérations de deuxième degré (23):

- L'Association Argentine de Coopératives (ACA), fondée en 1922, qui groupe près de 250 coopératives de premier degré et plus de 200 000 adhérents.

- La Fédération Argentine des Coopératives Agraires (FACA). Organisation très liée à la FAA. Elle a été fondée en 1946 et compte aujourd'hui 331 coopératives de base et environ 160 000 agriculteurs associés.

(22) : Les coopératives d'accompagnement et d'encadrement selon M. TASSIN sont celles qui offrent différents services à leurs adhérents, tels que la commercialisation, l'approvisionnement en consommations intermédiaires, l'insémination artificielle, etc.
(23) : Il faut souligner que nous ne parlons que des coopératives agricoles, d'élevage et laitières, car il y a aussi d'autres types de fédérations qui concernent d'autres cultures (coton, vigne, thé, etc) et pour l'assurance, la mutualité, etc.

- SANCOR est une coopérative laitière de deuxième degré qui représente le complexe agro-industriel laitier le plus important du pays avec près de 360 coopératives de premier degré et 11 000 adhérents. Elle transforme en moyenne environ 3 500 000 litres de lait par jour (24)

Tout le mouvement coopératif du milieu rural se rassemble dans une confédération de troisième degré: CONINAGRO, qui est avant tout une organisation "syndicale" des coopératives agraires; c'est-à-dire qu'elle a plutôt une fonction politique.

3.3. LES ASSOCIATIONS TECHNOLOGIQUES

Ce sont des groupements de producteurs qui s'organisent pour développer et adapter des techniques de production et de gestion économique. Autrement dit, ils s'associent afin de tirer profit des connaissances mutuelles, pour mieux maîtriser leurs exploitations.

Les groupes CREA (Consortium Régional d'Expérimentation Agricole) sont l'exemple le plus réussi de ce type d'organisation. Nous en parlerons plus en détails dans la Deuxième Partie.

---

(24) : Il y aussi d'autres coopératives laitières en plus de SANCOR.

CHAPITRE 4: LA SOCIETE PAYSANNE ET LE SYSTEME DE PRODUCTION AGRICOLE

Section 1: De l'expansion au déclin

4.1.1. L'étape pastorale

A l'arrivée des espagnols (XV° Siècle) l'actuel territoire de la République Argentine était habité par diverses populations indiennes. Les tribus de la région pampéenne qui étaient nomades et très belliqueuses, vivaient de la chasse, de la pêche et de la cueillette, sans connaître aucune espèce végétale ou animale domestique. Par contre, celles du nord-ouest étaient beaucoup plus évoluées. Elles utilisaient la culture irriguée d'une vingtaine d'espèces végétales et élevaient des lamas et des alpagas.

Le cheval et la vache qui ne sont pas originaires d'Amérique, ont été introduits par les colonisateurs. Dans la région pampéenne, ces animaux ont trouvé des conditions écologiques pour se multiplier de façon surprenante à l'état sauvage.

Le conquérant espagnol, ne pouvant dominer les tribus de la plaine pampéenne se vit obligé de rassembler et protéger une population permanente dans la ville de Buenos Aires à cause de sa position stratégique. En effet, cette ville était le port le plus important en face des portugais qui se trouvaient alors dans le territoire qui est aujourd'hui le Brésil et l'Uruguay. D'autre part, il lui était nécessaire de contrôler des petits villages qui servaient de relais pour assurer la communication avec les populations du nord, où il avait réussi à soumettre les indiens et à établir une activité économique.

En ce qui concerne l'économie, pendant 200 ans, on n'exportera que des cuirs de bovins qui étaient obtenus par un système appelé "vaquerias" qui consistait à chasser du bétail sauvage.

A partir de la Révolution de 1810 commence la guerre d'indépendance qui entraîne la rupture du monopole commercial de l'Espagne, la Grande-Bretagne devenant le principal partenaire économique.

Bien qu'à cette époque là commence le développement de l'élevage ovin pour fournir les industries textiles de l'Europe en matière première, la laine deviendra la principale source de richesse dès la deuxième moitié du XIX° Siècle.

La production de céréales ne se faisait qu'en quantité insignifiante et dans des régions qui sont aujourd'hui marginales pour ces cultures.

L'Argentine importait du blé et de la farine de blé du Chili ou des Etats Unis jusqu'à la fin des années 70.

En résumé, l'agriculture ne se développe dans la région pampéenne qu'à la fin du XIX° Siècle malgré les extraordinaires conditions écologiques. Les causes, très schématiquement, sont:

Premièrement: Manque de sécurité à cause des indiens et de la guerre civile. (25)

Deuxièmement: Manque de main d'oeuvre. La densité de la population dans la région était aux environ d'un habitant pour 8 km^2 (26). Parmi eux on ne trouvait pas de main d'oeuvre capable de faire de l'agriculture et d'ailleurs on peut dire qu'ils méprisaient ce type de travail.

Troisièmement: Manque d'infrastructures de communication, de transport, de commercialisation, etc.

(25) : Au lendemain de l'indéoendance (1816) et pendant 50 années l'Argentine a subi une guerre civile à cause de la lutte pour l'hégémonie entre Buenos Aires et l'intérieur.
(26) : FLICHMAN (G.), L'agriculture argentine dans le marché international. 1984 (5)

Quatrièmement: Ceux qui étaient propriétaires de presque la totalité de la terre n'étaient pas interessés par l'agriculture mais par la production de viande et de laine. A la fin du siècle un éleveur, Manuel COBO, déclarait: *"la terre semée avec n'importe quelle céréale ne permettra jamais de dégager autant de bénéfice que la production des animaux de qualité" (27)*

4.1.2. L'étape d'expansion agricole

Pour lancer l'économie du pays et l'intégrer au contexte mondial, l'Etat devait développer la production agricole. Pour cela il a fallut investir dans l'infrastructure des transports et de commercialisation, contrôler les indiens pour offrir des garanties de sécurité, faire appel à l'immigration qui devait aussi amener le savoir-faire agricole.

Dans le tableau n°7 on peut voir l'évolution de la surface cultivée en général et celle des céréales en particulier.

TABLEAU n°7: Evolution des surfaces cultivées 1872-1913 (1000 ha)

ANNEES	BLE	MAIS	LIN	LUZERNE
1872	73	130	-	195
1888	815	801	121	390
1890/1	1.202	-	-	-
1895/96	2.260	1.244	387	713
1900/01	3.380	1.255	607	1.511
1905/06	5.675	2.717	1.023	2.984
1910/11	6.253	3.215	1.504	5.400
1912/13	6.918	3.830	1.733	5.955

Source: Guido di TELLA et Manuel ZYMELMAN, Las etapas del desarrollo economico argentino. EUDEBA, Buenos Aires, 1967.
Cité par: GREEN et LAURENT, op. cit.

(27) : HURET (J.) cité par GREEN (R.) et LAURENT (C.), Bunge et Born. 1985 (38)

Les compagnies qui travaillaient déjà au commerce international de céréales, notamment Bunge et Born (fondée en Argentine en 1884) et Dreyfus, ont joué un rôle fondamental parce qu'elles financaient la production des agriculteurs (28).

Mais le fait que la terre était déjà aux mains de grands propriétaires, a donné des caractéristiques très particulières au système d'exploitation mis en place.

En effet, lorsque les immigrés sont arrivés, ils avaient deux façons de s'installer: soit en obtenant la propriété d'une parcelle d'environ 40 hectares dans le nord de la région pampéenne (au centre des provinces de Santa Fe et d'Entre Rios) où il y a moins d'atouts écologiques; soit comme fermiers dans la région la plus riche du point de vue naturel.

Le système le plus répandu a été ce dernier, permettant une très forte expansion de l'agriculture et aussi des exportations comme on peut le constater dans les tableaux n°7 et n°8 respectivement.

TABLEAU n°8: Evolution des exportations argentines de blé (1880-1929)
(Moyenne annuelle) Unité: 1.000 tonnes

Période	Exportation
1880-84	34,4
1885-89	111,4
1890-94	762,0
1895-99	807,7
1900-04	1493,0
1909-13	2546,0
1925-29	4174,1

Source: FLICHMAN (G.), op. cit.

(28) : En 1902, Bunge et Born créa la Société de Minoterie et Elevateurs de Grains, qui "pour s'assurer un approvisionnement régulier tant en quantité qu'en qualité dispense aux producteurs une assistance technique importante et va jusqu'à leur fournir des semences à crédit en cas de besoin". GREEN et LAURENT, op. cit.

Le contrat de fermage établissait la permanence des agriculteurs dans la surface assignée entre 3 et 5 ans et l'obligation de la laisser semée de luzerne. Après, une autre superficie leur était octroyée dans les mêmes conditions.

Ainsi, le propriétaire foncier s'assurait-il le renouvellement de la fertilité du sol et d'aillleurs l'amélioration des prairies pour son bétail, pratiquement sans investissements et sans risques, et en plus, en s'assurant une bonne rente.

Par contre, le fermier vivait toujours dans l'incertitude sans pouvoir installer sa famille nulle part.

D'autre part, la stabilité de ce système pendant une cinquantaine d'années a permis au pays une insertion "parfaite" dans la division internationale du travail et une croissance économique considérable.

Aussi dans le tableau n°9 constate-t-on la participation importante que l'Argentine a eu dans le marché international des produits agricoles au début du siècle, même pendant la crise des années 30. Pourtant, à cette époque là, tout commence à changer et s'amorce la période que G. FLICHMAN appelle du "Déclin", qui se situe selon lui, de 1939 à 1969.

TABLEAU n°9: Participation des exportations argentines dans le total des exportations mondiales de marchandises sélectionnées.
(% du total des exportations mondiales en quantité physique)

Marchandise	1924-33	1934-38	1948-52	1959-63
Viande bovine	57,6	56,0	38,2	31,2
Blé	17,7	23,1	9,3	5,8
Maïs	64,9	64,0	23,5	16,8
Lin	78,5	79,0	17,4	6,7

Source: DIAZ ALEJANDRO (C.), Ensayos sobre la historia economica argentina. 1975 (3)

4.1.3. La période de déclin

La période du "déclin" se caractérise au niveau politique par un virage vers les idéologies de type nationaliste, tendance qui s'affirme à l'arrivée au pouvoir du Péronisme; où le gouvernement impose le monopole d'Etat sur le commerce extérieur, ce qui lui permet de faire un gros profit dont bénéficiaient les compagnies de commercialisation des grains (Bunge et Born, Dreyfus, etc.). Cet argent a été destiné, en partie, au financement du développement industriel.

Pour améliorer le salaire réel urbain, le gouvernement a fixé le prix des produits agricoles au dessous des niveaux internationaux; ce qui, d'ailleurs lui permettait de faire un bon bénéfice en sa faveur au moment de l'exportation.

Mais pour maintenir les prix des produits agricoles aussi bas, il a renforcé la mesure de "geler" des loyers ruraux de façon à ne pas diminuer le revenu des fermiers. Or, les propriétaires fonciers ont vu tomber leurs revenus (29). Par ailleurs, le gouvernement a décrété l'interdiction d'expulser les fermiers pour stopper le système de "rotation", déjà décrit.

De telles mesures ont eu pour but d'améliorer la situation des fermiers mais, nous pensons, sans chercher une solution définitive de façon à ne pas faire face au pouvoir des propriétaires fonciers.

Le fermier savait que personne ne pouvait l'expulser de la terre qu'il travaillait, mais il savait aussi que cette situation ne pouvait être éternelle. Or, la précarité des conditions de vie continuait ainsi que l'incertitude.

En effet, le système d'organisation de la production qui faisait tourner presque toute l'économie du pays sans dégrader les ressources naturelles, est destructuré sans qu'il y ait pourtant une

(29) : La rente foncière représentait en 1937 "30 % du prix de revient des céréales et seulement 11 % en 1954". FLICHMAN (G.), op. cit.

proposition nouvelle, et surtout sans qu'on trouve une solution définitive aux problèmes sociaux du secteur rural.

Cette situation entraîne des modifications au niveau des combinaisons des cultures car le propriétaire foncier ne peut plus organiser la production de tout l'ensemble comme il le faisait auparavant, bien qu'il soit toujours propriétaire de sa terre. Donc, chaque acteur socio-économique cherche la solution la plus cohérente selon les possibilités dont il dispose.

On constate alors que le propriétaire se replie sur l'élevage encore plus extensif, étant donné que de cette façon il n'a pas besoin d'engager davantage de main d'oeuvre; il continue à se capitaliser par le reproduction du troupeau et d'ailleurs, il n'a pas, non plus, besoin d'investissements.

Pour sa part, le fermier continue à faire l'agriculture car il ne pouvait faire autrement; du moment où la terre n'était pas à lui il ne pouvait pas investir en prairies ou batiments, et d'ailleurs il devait aussi acheter le troupeau.

Il continue donc à cultiver comme il en a l'habitude mais le cercle de renouvellement de la fertilité du sol par la rotation agriculture-élevage n'existait plus et le fermier ne pouvait pas le remplacer ou ne voulait pas le faire, car la terre ne lui appartenait pas. Alors, on tombe inévitablement dans la monoculture et logiquement les rendements décroissent tel qu'on peut le constater dans le tableau n°10 ce qui est le cas pour le maïs, qui est la culture de la région la plus sensible à la fertilité du sol.

TABLEAU n°10: Rendement à l'hectare de maïs dans la région pampéenne

(Unité: Kg/ha récolté)

Période	Rendement
1920-29	1878
1930-39	1842
1940-44	1998
1945-49	1776
1950-54	1529
1955-59	1774
1960-64	1765

Source: FLICHMAN (G.), op. cit.

La baisse des rendements d'une part, et la diminution de la surface cultivée d'autre part, expliquent la chute de la production agricole à partir de 1940, notamment pour le blé, le maïs et le lin, tandis que la production de viande de bovin n'a pas cessé d'augmenter (voir tableau n°11).

TABLEAU n°11: Indices de volume physique de la production pampéenne

(Moyenne quiquennale, base 1935-39 = 100)

Période	Total	Elevage total	Elevage bovin	Agricul-ture total	Blé, maïs lin
1925-9	93,3	87,9	96,5	93,9	97,9
1930-4	95,0	88,6	89,8	97,5	97,1
1935-9	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1940-4	108,4	128,6	115,2	102,1	96,2
1945-9	97,9	135,8	129,0	75,3	61,5
1950-4	89,3	133,6	135,8	65,8	52,2
1955-9	102,2	144,3	148,0	80,4	64,7
1960-4	105,4	146,7	153,5	83,6	67,1

Source: Fuente: Lucio G. RECA, The price and production duality within Argentine Agriculture, 1923-1965, Tesis doctoral indédita, University of Chicago, 1967.
Cité par SABATO (J.F.), op. cit.

Cette diminution de la production a eu des conséquences très sérieuses sur l'économie du pays, fondamentalement pour la balance commerciale, car l'Argentine avait besoin d'importer des machines et des matières premières pour faire tourner une industrie en pleine expansion, mais la principale source de devises, les exportations d'origine rurales, diminuaient, d'abord à cause de la baisse de la production mais ensuite à cause de l'augmentation de la demande interne (voir tableau n°12 ci-après), ceci étant dû à l'exode rural (30) et à l'amélioration des salaires urbains.

(30) : Se reporter page 29

TABLEAU n°12: Evolution de la consommation intérieure

(% de la production)

Période	Région pampéenne	Total pays
1925-29	33	49
1940-44	65	78
1945-49	60	70
1950-54	68	78
1955-57	70	78

Source: GIBERTI (H.), El desarrollo agrario argentino. 1964 (8)

N.B.: le poids de la production pampéenne par rapport au total du pays, pour les mêmes périodes a été: 78 %, 74 %, 71 %, 67 % et 68 %.

A partir des années 50, même au sein du gouvernement péroniste, *"la politique économique argentine a eu pour principal objectif de récupérer sa capacité d'importation, soit en améliorant les termes de l'échange interne du secteur de l'agriculture et de l'élevage, soit en réorientant le crédit vers ce secteur, soit en favorisant l'entrée de capitaux étrangers..." (31)*

Bien que nous ayons emprunté l'évaluation temporelle proposée par G. FLICHMAN qui situe la période du "Déclin" jusqu'en 1969, nous ferons une différenciation à partir des alentours de 1953 pour pouvoir mieux placer dans son contexte le système de vulgarisation. Cette étape (1953-1969) nous l'appelons "la période des transformations".

(31) : FURTADO (C.), Politique économique de l'Amérique Latine. 1970 (6)

Section 2: La période des transformations

Pour analyser cette période, d'abord nous présenterons brièvement les explications qui ont été données sur la stagnation de la production agricole, car elles ont orienté les mesures politiques prises pour sortir de la crise.

Ensuite, afin de pouvoir mieux visualiser ces transformations nous faisons la différenciation, en nous inspirant de la grille proposée par R. BADOUIN (32), entre les systèmes d'exploitation, de production et de culture, parce qu'elle nous semble plus utile que d'autres pour présenter ces modifications sans perdre de vue l'ensemble. Nous analyserons donc les transformations du système productif qui est composé de trois systèmes en interaction dynamique:

a - Le système d'exploitation: est le mode de fonctionnement des unités de production, en précisant: qui a les moyens de production, où et comment fait-on l'approvisonnement des facteurs nécessaires pour le processus productif.

b - Le système de production: est composé par l'ensemble des facteurs de productions mis en oeuvre et ses combinaisons.

c - Le système de culture: est l'ensemble plus ou moins structuré des productions végétales et/ou animales.

4.2.1. Les explications sur la stagnation

Schématiquement, on peut dire qu'il y a deux approches différentes selon l'axe de raisonnement utilisé (33). D'une part ceux qui trouvent dans l'action de certains gouvernements et en particulier le péroniste, la cause principale du déclin de l'agriculture. D'autre

(32) : BADOUIN (R.), op. cit.
(33) : Voir GIBERTI; DIAZ ALEJANDRO; FLICHMAN; RAS.

part ceux qui pensent que les problèmes de type structural liés à la propriété foncière sont à l'origine de cette situation.

En simplifiant, les premiers proposaient donc de libéraliser les prix et le commerce extérieur; les autres exprimaient la nécessité d'une restructuration foncière, mais les deux camps reconnaissaient que la stagnation de l'agriculture pampéenne était étroitement liée au manque de progrès technologique.

Il y a quelques années une troisième approche est apparu à ce sujet. Pour SABATO *"Les conditions écologiques de la région pampéenne, la dimension relativement grande des exploitations et la nature très variable du climat, des prix et de la politique économique en général, ont contribué à consolider un modèle productif adapté à des conditions de haute variabilité et risque. Ce modèle productif se base sur la combinaison de plusieurs activités agricoles et d'élevage et sur une structure d'investissement qui permet d'obtenir le maximum de flexibilité possible pour pouvoir changer la proportion relative de chacune de ces activités" (34)*

"Dans un modèle de ce type, la terre est le facteur le plus adaptable à cette utilisation alternative tandis que le capital, lorqu'il assume la forme d'investissement fixe (batiments, machines, équipes, etc) destiné à un type précis de production, ne peut pas s'adapter aux fortes fluctuations de l'économie argentine" (35)

Nous trouvons cette dernière interprétation très intéressante et utile pour pouvoir comprendre la rationalité des producteurs de la région pampéenne, surtout ceux qui sont des moyens et grands propriétaires. Aussi, pensons-nous, qu'elle permet de mieux comprendre l'apparition et le développement du service de "contratista" (36) dans la région.

Mais nous croyons aussi que les deux premières interprétations ne manquent pas de valeur sinon tout au contraire, étant donné

(34) : SABATO (J.F.), op. cit.
(35) : OBSCHATKO (E.) et al., transformaciones en la agricultura pampeana, 1984 (11)
(36): On appelle "contratista" ceux qui rendent le service de labour, semaille, et/ou récolte.

que ce sont elles qui ont orienté d'une façon ou d'une autre, les mesures politiques qui ont été prises par les gouvernements successifs à partir de 1953.

Mesures politiques qu'on peut placer sur deux axes: d'une part une politique de crédits subventionnés pour l'achat de biens de capital et par des détaxes fiscales pour les investissements; et d'autre part, dans la création de l'Institut National de Technologie Agropastorale (INTA) qui s'occupera de la recherche et de la diffusion du progrès technique, et du développement rural.

Il faut souligner que ces mesures ont eu un soutien plus fort de la part des fabricants de machines agricoles et/ou des techniciens de l'Administration Publique que de la part des organisations de producteurs dont la préoccupation essentielle concernait davantage la conjoncture (prix, crédit d'opération, commercialisation) (37).

4.2.2. Les transformations dans le système d'exploitation

Dans les années 50 de nombreux fermiers ont pu acheter des terres grâce notamment aux effets du "gel" de fermage qui leur avait permis d'accumuler du capital et d'autre part, la chute de la rente foncière a poussé quelques propriétaires à vendre (38). Ainsi, entre 1947 et 1960, 50.000 fermiers sont-ils devenus propriétaires (39).

Par ailleurs, la Loi de Transformation Agraire de 1958 concédait de nombreuses facilités aux fermiers pour acheter la terre qu'ils travaillaient déjà, ainsi que pour les propriétaires qui décidaient de vendre.

Or, cette modification dans la structure foncière a été à l'origine de profondes transformations dans le système d'exploitation, car le pouvoir de décision sur une superficie non négligeable a changé de mains, surtout au nord de la région pampéenne (40).

(37) : SABATO (J.L.), op. cit.
(38) : cf. supra. page 49
(39) : TORT (M.I.), Los contratistas de maquinaria agricola. 1983 (16)
(40) : Sud de Santa Fe et Cordoba et Nord de Buenos Aires

Une autre modification importante est le développement des entreprises de services de machinisme agricole qu'on appelle "contratista" (41), particulièrement à cause de l'intensification en biens d'équipement, favorisé par l'Etat à partir de la fin des années 50.

Les utilisateurs de ces services sont, d'une part les grands propriétaires qui n'ont pas voulu s'équiper car de cette façon ils n'ont besoin ni d'investir en capital fixe ni d'engager une main d'oeuvre permanente, de plus, ils y gagnent en efficacité; et d'autre part, les petits agriculteurs qui n'ont pas assez de capital pour se mécaniser (42).

4.2.3. Les transformations dans le système de production

Au niveau du système de production les modifications les plus importantes se produisent par la généralisation de la motorisation et aussi par la diffusion de semences améliorées, notamment celle du maïs hibride et, un peu plus tard, celle du sorgho.

Le phénomène d'augmentation du nombre de tracteurs (voir tableau n°13) a été lié à des mesures politiques, fondamentales à la réalisation de ce phénomène. D'une part, les conditions favorables pour les investissements étrangers qui ont permis de développer la production nationale de tracteurs (43) (44).

D'autre part, la mise en place de crédits subventionnés pour l'achat de biens de capital, ce qui a favorisé l'intensification du système de production sur la base de la motorisation et d'une mécanisation plus moderne.

TABLEAU n°13: Evolution du nombre de tracteurs

(Moyenne biennale)

	1937/39	1946/48	1952/54	1961/63	1968/70	1973/75
Nro. de tracteurs	20.500	10.400	30.500	140.000	190.000	202.194

Source: RAS (N.), op. cit.

(41) : Voir TORT (M.I.), op. cit.
(42) : FLICHMAN (G.), op. cit.
(43) : "Des usines de diverses origines se sont installées entre 1958 et 1962: Fiat, Deutz, Hannomag, Massey-Fergusson, John-Deere" FLICHMAN (G.), op. cit.
(44) : Pourtant, il faut souligner l'existence depuis longtemps des usines nationales qui fabriquent des machines agricoles.

Cette politique du crédit subventionné a eu deux conséquences immédiates. Il y a eu plusieurs grands propriétaires qui en ont profité pour s'équiper et faire de l'agriculture eux-mêmes, ce qui a entraîné des modifications dans le système d'exploitation.

D'autre part, et surtout, il y a eu plusieurs petits propriétaires qui se sont suréquipés par rapport aux dimensions de leurs exploitations. De cette façon ils étaient en conditions d'offrir les services de machinisme agricole ("contratista de labor") que nous avons évoqué parmi les transformations du système d'exploitation.

Les consommations intermédiaires, à cette époque là, ne sont pas encore très importantes, mais de toute façon l'utilisation de pesticides commence à l'être.

La diffusion de semences hybrides augement de façon considérable durant cette période. En effet, en 1950 la production de semence hybride de maïs était de 2,5 tonnes et sera en 1969 de plus de 61.000 tonnes. Le sorgho hybride pour sa part, est sur le marché en 1956 avec environ 500 tonnes de semence et à la fin des années 60 la disponibilité est près de 15.000 tonnes.

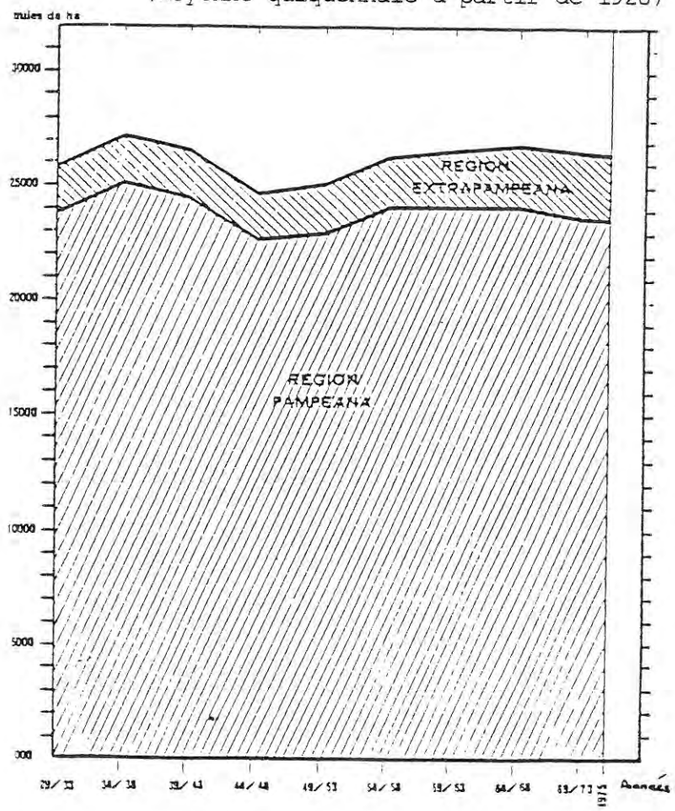
4.2.4. Les transformations dans le système de culture

Dans le système de culture nous retenons trois types de modifications:

Premièrement: il y a eu un changement quantitatif qui se constate d'après l'augmentation de la surface cultivée, donc de l'agriculture (voir graphique n°6 ci-après).

GRAPHIQUE n°6: Evolution de la surface semée totale et par région

(Moyenne quiquennale à partir de 1928)



Source: RAS (N.), op. cit.

Deuxièmement: l'incorporation et l'expansion très rapide de la culture du sorgho, qui était pratiquement inconnue avant 1950 et qui dépasse le million d'hectares au début des années 60. Cette culture se développe davantage dans les zones marginales pour le maïs; elle a contribué donc à élargir la frontière agricole.

Troisièmement: il y a eu, de façon générale, un processus de diversification des productions; bien qu'au niveau des petits et moyens exploitants cette tendance avait commencé à se manifester après

la crise des années 30 (45), cette diversification se généralise dans les années 50.

Il faut remarquer que les grands propriétaires font, communément, de l'élevage pour la viande, avec de la main d'oeuvre salariée et de l'agriculture avec des "contratistas". Par contre les petits et moyens exploitants font plutôt de l'élevage laitier et de l'agriculture, généralement avec la main d'oeuvre familiale, sauf pour la récolte, où ils utilisent les services des "contratistas".

Ce double phénomène d'expansion et de diversification a été possible, surtout chez les petits et moyens propriétaires, parce qu'au fur-et-à-mesure que la motorisation se généralisait le nombre de chevaux dans la région diminuait, par conséquent il y avait davantage de surface disponible pour l'élevage ou l'agriculture.

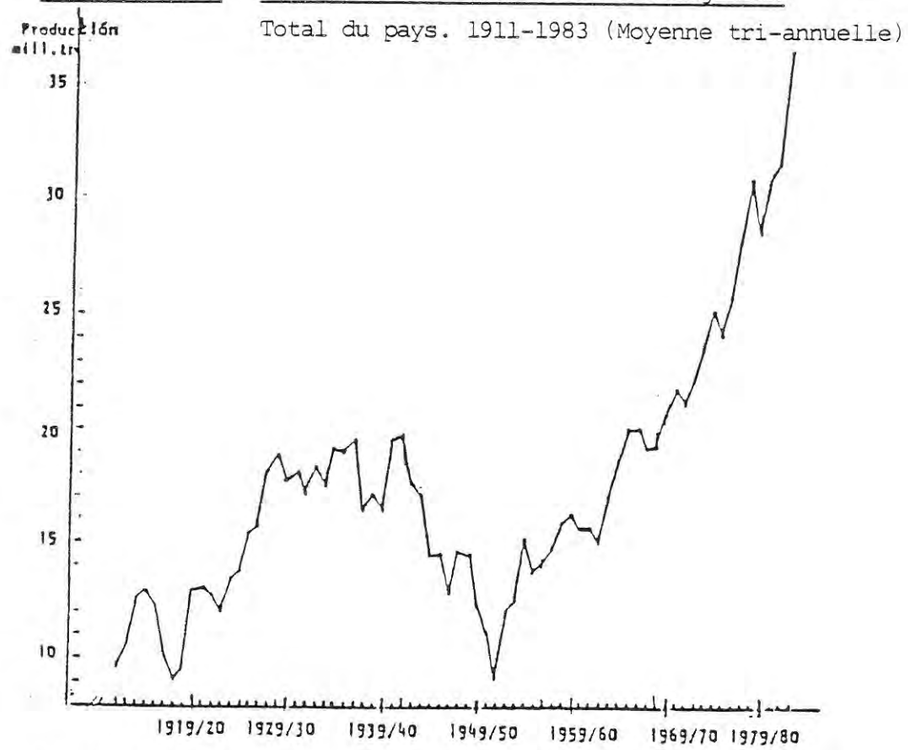
Section 3: La période de nouvelle croissance

La période que nous appelons des transformations du système productif se caractérise par une augmentation lente de la production et des niveaux de productivité, mais on y trouve les préalables de l'étape de nouvelle croissance laquelle, selon G. FLICHMAN, commence en 1970 car en 1969 la production de céréales et d'oléagineux atteint celle de 1940 (voir graphique n°7).

(45) : Dans le centre des provinces de Santa Fe et d'Entre Rios, ainsi que dans les zones de l'ancienne colonisation faite par l'entreprise de chemin de fer britannique. GAIGNARD (R.), L'argentine, une nation agricole en crise. 1974 (7)

GRAPHIQUE n°7: Production de céréales et d'oléagineux

Total du pays. 1911-1983 (Moyenne tri-annuelle)



Source: OBSCHATKO (E.) et al., op. cit.

A partir de 1970 commence donc une période d'augmentation très importante des niveaux de production, qui, d'ailleurs se poursuit encore aujourd'hui.

Selon OBSCHATKO (E.) et al., (46) *"Dans les années 70 il y a une augmentation de 66 % de la valeur de la production à cause, notamment de l'augmentation de la productivité de la terre; qui explique le 85 % de l'augmentation de la production; par contre la croissance de la surface cultivée ne contribue qu'à 9 % de cette augmentation de production"*. Le reste, pour les auteurs, c'est l'effet combiné de ces deux variables.

(46) : OBSCHATKO (E.) et al., op. cit.

Cependant, depuis la fin des années 70, l'importance relative de ces facteurs se renverse, parce qu'à prix constant la production augmente de 30,5 % tandis que la surface agricole de 18,6 % et la productivité à l'hectare ne s'accroît que de 10 %. La variable surface donc expliquerait le 61 % de cette hausse de production et l'accroissement de la productivité le 33 %. Le reste (6 %) serait l'effet combiné de ces deux variables (47).

Ces données, que l'on peut trouver aussi chez d'autres auteurs (48) nous présentent des différences très intéressantes par rapport à la situation de la période antérieure (jusqu'à 1969).

Alors, quelles sont les modifications qui se sont opérées à l'intérieur du système productif ? Quels sont les facteurs qui ont induit ces modifications ?

4.3.1. Le progrès technique

Indiscutablement, le progrès technique est le facteur clé de l'accroissement de la productivité.

Certes, cette tendance avait déjà commencé à se manifester au milieu des années 60, mais c'est à cette période qu'on parle d'un véritable bouleversement technologique.

Le système de production est modifié d'abord par l'intensification en biens d'équipement, car la motorisation et la mécanisation sont totales.

Parallèlement l'utilisation de semences améliorées dans la plupart des cultures, céréalières, oléagineuses et fourragères, est devenue courante.

L'agriculteur peut choisir entre plusieurs produits chimiques, chaque fois plus puissants, pour contrôler les mauvaises herbes et les insectes néfastes pour les cultures.

(47) : OBSCHATKO (E.) et al., op. cit.
(48) : Centro de Estudios y Promocion Agraria (CEPA), El sector agropecuario pampeano en el decada del 70. 1983 (1)
CIRIO (F.), Evolucion reciente y perspectivas de crecimiento de la agricultura en la Region Pampeana. 1984 (2)

Par contre, l'usage des engrais n'est pas encore très répandu.

On dispose des techniques biologiques et agronomiques de grandes des performance pour la conduite des troupeaux, les systèmes de pâturage, la sélection et l'amélioration du bétail, etc.

Alors, si on compare les rendements moyens des principales cultures entre les années 60 et les années 80, on constate une augmentation de l'ordre de 66,6 % pour le maïs, de 74,9 % pour le sorgho, 23 % pour le blé, 48,9 % pour le tournesol et 73,4 % pour le soja (49).

Bien que la surface cultivée de prairies artificielles ait augmenté de 60 % elle reste encore faible; mais la production de lait a augmenté tandis que le nombre d'exploitation a diminué.

Ainsi, dans le contexte national, on constate une diminution du nombre des entreprises d'élevage laitier, car en 1976 il y en avait 46.000 tandis qu'en 1983 il n'y en a plus que 37.000. Néanmoins, le nombre de vaches laitières est passé de 2.500.000 à 2.700.000 entre 1971 et 1980 et la production totale de lait pour cette même période a augmenté de 4.680 millions de litres à 5.180 millions de litres (50)

La productivité de la main d'oeuvre a progressé, elle aussi, de façon surprenante car dans les années 50 il fallait 17,5 heures/hommes de travail par hectare de blé et 51,5 par hectare de maïs, mais dans les années 70 les besoins étaient descendu à 4,3 et 7 heures/homme, respectivement (51).

Bref, la recherche agronomique et la vulgarisation ont joué un rôle fondamental dans le processus de progrès technique.

4.3.2. La nouvelle culture - Le soja

La soja avait été introduit dans la Pampa vers la fin des années 1920. En 1965 il n'occupe que 17.000 hectares pour une production de 17.000 tonnes et se présente donc comme une culture marginale dotée d'une faible productivité (52).

(49) : OBSCHATKO (E.) et al., op. cit.
(50) : C.E.P.A., op. cit.
(51) : C.E.P.A., op. cit.
(52) : BERTRAND (J.P.) , LAURENT (C.), LECLERQ (V.), Le monde du soja. 1983 (84)

Au début des années 70, la surface cultivée est d'environ 30.000 hectares avec un rendement moyen de 10 qq. à l'hectare. A partir de 1973, où le prix international monte de façon extraordinaire, à cause de l'embargo imposé par les Etats Unis sur leurs exportations de grains et de tourteaux de soja, la surface cultivée ne s'arrêtera plus de s'accroître pour atteindre, au début des années 80, les 2.000.000 d'hectares avec un rendement moyen d'environ 20 qq. à l'hectare.

L'expansion du soja a bouleversé le système de culture, notamment chez le petit et moyen exploitant, mais, à la différence du sorgho qui dans la période antérieure s'était étendu dans les régions marginales pour l'agriculture en général et pour le maïs en particulier, le phénomène du soja se localise au coeur même de la région céréalière argentine (53).

Cela entraîne plusieurs conséquences: d'une part, la diminution de la surface cultivée de maïs et la diffusion de la rotation "blé-soja" après avoir mis au point les variétés de cycle court pour ces deux cultures, ce qui permet d'obtenir une double récolte dans la même campagne agricole, donc une augmentation du revenu des agriculteurs.

D'autre part la diminution de l'élevage, et plus particulièrement de l'élevage laitier. Ainsi, au sud de Santa Fe, zone d'expansion du soja, 20 % de producteurs laitiers - qui fournissaient le 5 % de la production locale - se sont-ils spécialisés ou reconvertis à l'agriculture à partir de la rotation "blé-soja" (54). Alors, la coopérative laitière de cette région, en 1973, comptait un peu plus de 1.800 adhérents et en 1983 elle n'en a qu'environ 800.

Par contre, la production laitière provinciale n'a pas diminuée et la productivité à l'hectare a augmenté de 70 %.

(53) : La disponibilité, ces dernieres années, de semences hybrides de tournesol contribue à une nouvelle diffusion de cette culture. Mais ce phénomène n'a rien à voir avec celui du soja.
(54) : C.E.P.A., op. cit.

Dans le secteur de l'élevage bovin pour la viande on constate aussi une tendance au déplacement de l'activité vers les zones marginales pour l'agriculture et d'ailleurs un renforcement de la spécialité d'engraissement dans la région pampéenne.

Bref, il y a une tendance vers l'expansion de la surface agricole et parallèlement vers une spécialisation dans toutes les productions.

4.3.3. Les nouveaux acteurs

Depuis la fin du siècle dernier jusqu'aux années 50 on ne trouvait que trois types d'acteurs productifs dans le milieu rural: le grand propriétaire (estanciero); le fermier (colono) et les petits propriétaires du nord de la région pampéenne (55).

Chacun de ces acteurs a évolué de façon différente selon ses objectifs individuels et familiaux, les possibilités qu'il a pu trouver ou sa capacité à tenir sa place dans un contexte politico-économique très variable. Aujourd'hui donc, on peut constater au moins 5 variations possibles (56):

a - Le paysan "Chacarero": petit producteur qui travaille avec une main d'oeuvre familiale, qui éventuellement peut offrir le service de "contratista de labour". Généralement, il fait de l'agriculture ou de l'élevage laitier mais sans refuser définitivement les possibilités de diversification. Son niveau de technification et de productivité est assez faible.

b - Le "Producteur Agropecuario": il est un petit ou moyen propriétaire qui peut travailler avec une main d'oeuvre salariée, selon le cas, et dispose aussi des moyens nécessaires pour l'activité productive. Il est assez spécialisé, autrement dit, communément ne fait que de

(55) : Il faut souligner aussi l'existence, depuis toujours des entreprises de services pour la récolte qui travaillaient avec une main d'oeuvre temporaire.
(56) : Pour cette classification, nous nous sommes basés sur OBSCHATKO et al., op. cit. Mais sans suivre exactement leur typologie, car nous voulons caractériser la "clientèle" potentielle de la vulgarisation.

l'agriculture ou de l'élevage, plutot laitier. Il dirige son exploitation lui-même et normalement il habite à la ferme ou dans un village très proche. Généralement, il n'a pas une autre activité économique en dehors de l'exploitation. Son niveau de productivité est bon.

c - L'entrepreneur agraire: il s'agit d'un propriétaire moyen ou grand qui dispose du capital nécessaire pour l'exploitation, bien qu'il puisse ou non avoir des machines agricoles. Il travaille toujours avec une main d'oeuvre salariée. Selon les cas, il utilise les services de "contratistas de labor". Il s'agit, presque toujours, d'une exploitation mixte (agriculture-élevage) généralement bien organisée, surtout au niveau de la commercialisation. Sa caractéristique fondamentale est qu'il a aussi une activité économique en dehors du secteur agraire. Nous y plaçons aussi des grandes exploitations, qui habituellement appartiennent à des grandes sociétés anonymes et qui travaillent avec un haut niveau de technification et de productivité.

d - "L'estanciero traditionnel": il s'agit d'un grand propriétaire foncier qui fait de l'élevage de façon extensive, avec un niveau de productivité à l'hectare très faible. Il habite généralement dans les grandes villes, voire Buenos Aires, où il développe sa principale activité économique. Pour lui, la propriété foncière signifie prestige et reconnaissance sociale. Eventuellement il peut donner quelques hectares à un "contratista de production".

e - "Le contratista de production": est un nouvel acteur qui est apparu dans le nord au cours des années 70.

Le "contratista de production" est un entrepreneur, communément non propriétaire terrien, qui dispose d'un équipement très complet et moderne, ainsi que du capital pour faire face au processus productif. Il loue la terre, généralement, à des petits ou moyens propriétaires qui peuvent être des producteurs retraités ou des personnes qui ont hérité ou acheté une parcelle mais qui ont une autre profession habituellement en ville.

Il y a plusieurs formes de contrats, mais dans la plupart des cas, il s'agit d'un contrat verbal et à pourcentage sur la récolte. Pourtant nous faisons une différenciation entre le fermier ou le métayer dit classique, et ce "contratista", parce qu'on peut considérer ce dernier comme un véritable entrepreneur capitaliste spécialisé, car il dispose des moyens de production et s'occupe de l'embauche et du contrôle de la main d'oeuvre, l'achat des intrants, la vente de la production, la recherche des sources de financement et bien sûr, de l'organisation de la production.

Le choix des cultures peut se faire avec le propriétaire de la terre, qui peut aussi, parfois, apporter une partie des intrants. Cela dépend de chaque modalité de contrat.

Ce nouveau système de faire valoir est une façon assez particulière d'élargissement de l'unité de production dans une région où la terre est très chère et aussi un symbole de prestige social.

"Le contratista" est un demandeur important des innovations techniques qui peuvent lui permettre de tirer le maximum de profit sur le capital investi. Par ailleurs, il contribue directement à l'expansion de l'agriculture, qui se manifeste depuis la fin des années 70.

Il y a donc un rapport très étroit entre l'expansion de l'agriculture, la poussée du progrès technique et le développement de ce nouvel acteur productif, "le contratista de production".

Cette classification, bien qu'elle soit caricaturale et très générale, nous permet d'une part de présenter schématiquement la complexité du système argentin et d'autre part, repérer les profils des différents acteurs productifs avec lesquels travaillent ou doivent travailler les divers services de vulgarisation.

CONCLUSIONS

Avant de nous introduire dans l'analyse du système d'extension, il nous semble nécessaire de tirer, en vrac, quelques conclusions sur l'évolution du milieu rural.

1. Le système national d'extension a été créé dans la période de stagnation la plus profonde qu'a connu le secteur rural argentin.
2. Sa création se place donc parmi les mesures politiques de type volontaristes qui ont induit des modifications très grandes dans le système productif.
3. A cette époque là, la population rurale ne représentait que 26 % de la population totale, dont plus de 80 % de la population active (plus de 14 ans) savaient déjà lire et écrire.

Par ailleurs, la plupart des organisations paysannes comptaient plus de 30 ans d'activité.

4. Du côté du système productif on constate plusieurs modifications dans son évolution postérieure aux années 50.

Aujourd'hui, on peut repérer les caractéristiques suivantes (57):

- a. L'apparition de nouveaux acteurs productifs, dont notamment le "contratista" de production.
- b. Une tendance vers la spécialisation des unités de production, ce qui pourrait signifier un changement de logique dans la gestion de l'exploitation.

En effet,il nous semble que l'objectif qui consiste généralement à diversifier le risque, en mélangeant différents types de productions face aux aléas climatiques, économiques et politiques, est dorénavant remplacé, peu à peu, par la recherche de la rentabilité comme but fondamental de l'exploitation.

---

(57) : En annexe nous ajoutons un résumé du diagnostic qui a été présenté dans la dernière réunion de l'Association Argentine d'Extension Rurale. Il traite des asoects socio-culturels et économiques de la région pampéenne et aussi de la région extra-pampéenne.

- c. On constate l'expansion de l'agriculture à l'intérieur de la région pampéenne et par conséquent le rétrécissement et/ou le déplacement de l'élevage.
- d. Parallèlement à toutes ces modifications du système productif il y a eu une augmentation générale de la production et de la productivité.
- e. La diminution du nombre des petites exploitations.
- f. Une augmentation du dépeuplement des campagnes.
- g. La détérioration des ressources naturelles, notamment le sol.
- h. L'augmentation de l'usage de produits chimiques, donc du risque de pollution de l'écosystème.
- i. Une dépendance accrue des unités de production à l'égard des entreprises agro-alimentaires.

DEUXIEME PARTIE

"LE SYSTEME D'EXTENSION RURALE"

INTRODUCTION

Nous sommes conscients qu'analyser un système d'extension rural présente beaucoup de difficultés car:

- Il s'agit d'un système composé d'organisations donc d'ensembles humains structurés et structurants pour accomplir un objectif donné.

Par ailleurs, une organisation est toujours *"Le royaume des relations de pouvoirs, de l'influence, du marchandage et du calcul" (1)*; Or, on ne peut pas comprendre le système si on n'arrive pas à comprendre les éléments qui le composent.

- Ces organisations appartiennent à des ensembles plus larges, par exemple: le mouvement coopératif, les entreprises privées, l'Administration Nationale, etc.

- Il s'agit toujours d'organisations d'intervention et en plus elles travaillent sur le même "objet": le milieu rural en général et le système productif en particulier. Elles peuvent être donc en position de concurrence ou de coopération selon les circonstances.

L'approche de systèmes, sans aucun doute, est la seule méthode capable de nous permettre d'arriver à une telle analyse.

"Un système est un ensemble d'éléments liés entre eux par des relations lui conférant une organisation en vue de remplir certaines fonctions" (2)

L'étude d'un système donc renvoie toujours à l'identification de sa structure, à l'étude de son fonctionnement et à la connaissance de son évolution dans le temps.

Face à un système tel que celui d'extension rurale nous ne pouvons pas utiliser la technique de "boites noires" où il suffit de connaître ce qui entre et ce qui sort de chaque élément pour comprendre le fonctionnement du système.

(1) : CROZIER (M.), FRIEDBERG (E.), L'Acteur et le Système. 1977 (78)
(2) : JOUVE (P.), Interêts et exigences méthodologiques d'une approche systémique de la production agricole. 1985 (72)

En effet, notre objet d'étude est composé d'ensembles humains, donc nous sommes obligés de travailler simultanément sur deux niveaux hiérarchiques:

- Au niveau du système, afin de déterminer les relations entre les éléments et aussi d'identifier les espaces de négociation, de coopération et de concurrence.

- Au niveau des éléments (organisations) pour comprendre la doctrine de chacune, ses objectifs, ses circuits d'autorité, sa capacité d'adaptation face à l'environnement, sa stratégie d'expansion et ses sources de validation.

Puisqu'il s'agit d'organisations d'intervention nous devrons présenter leurs particularités de style et de méthodes, car c'est là où se joue la concurrence en prestige et en efficacité.

Bref, tout en restant dans une approche de système nous ferons référence à plusieurs auteurs afin de compléter notre cadre d'analyse.

En effet, l'analyse organisationnelle qui proposent MORIN (P.) (3) ou GELINIER (O.) (4) nous est très utile pour comprendre le fonctionnement à l'intérieur de chaque organisation, surtout en ce qui concerne le style de commandement et la gestion du personnel.

Mais pour mieux visualiser les rapports entre les organisations, l'analyse stratégique (5) nous semble la plus adéquate; malgré qu'elle ait été développé pour étudier les rapports de pouvoir dans l'organisation. Nous prenons donc chaque service d'extension comme un acteur.

Alors, à l'égard de ces éléments théoriques et en suivant LIEUPOLT (M.) (6) nous avons élaboré une "grille de lecture organisationnelle" qui puisse nous permettre de repérer les principales différences et similitudes entre les organisations et d'autre part comprendre tout le système.

(3) : MORIN (P.), Le développement des organisations. 1983 (82)
Le management et le pouvoir. 1985 (83)
(4) : GELINIER (O.), Le secret des structures compétitives. 1966 (79)
(5) : CROZIER (M.), FRIEDBERG (E.), op. cit.
(6) : LIEUPOLT (M.), Problèmes essentiels du développement intégré: concepts, applications, instruments. 1974 (54)

Cette deuxième partie est composée de deux chapitres:

Dans le premier chapitre nous présentons l'évolution du système jusqu'à nos jours.

Dans le deuxième chapitre qui compte trois sections nous analysons quatre organisations qui font partie du système.

Nous avons choisi:

- Le Service National d'Extension Rurale de l'INTA, parce qu'il est le seul à avoir des responsabilités sur tout le territoire argentin (voir carte n°4).

- Le Département d'Assistance Technique aux producteurs de la Serenisima S.A., a été choisi car il est le principal service privé.

- Le Mouvement CREA, à cause du rôle qu'il joue dans l'adaptation et la diffusion de l'information technique.

- Le Mouvement Coopératif a été choisi parce qu'il nous semble utile pour montrer l'attitude des élus associatifs par rapport au développement rural; malgré que nous soyons obligé de le présenter de façon assez générale, étant donné la diversité de situations que l'on peut trouver.

Dans la Section 1 nous présentons pour chaque organisation choisie les variables de structure et de fonctionnement suivantes: l'organigramme, le commandement, la doctrine, les ressources et le contrôle.

Dans la Section 2 nous analysons les processus de relations, autrement dit, nous nous demandons: jusqu'où chaque organisation pousse ses frontières relationnelles ?. Où trouve-t-elle sa légitimité ?. Où cherche-t-elle les espaces d'expansion ?.

Dans la troisième Section, nous présentons leurs méthodes d'intervention et les principes théoriques qui les orientent.

Pour finir, il nous faut reconnaître que nous n'avons pas considéré tous les éléments qui forment le système argentin d'extension rurale sinon ceux qui à notre avis sont les plus importants.

Par ailleurs, nous n'avons pas considéré non plus tous les processus et les variables de chaque organisation car nous ne voulons pas en faire une étude approfondie, sinon essayer de trouver le modèle de développement pour lequel elles travaillent et quelles sont leurs contributions et leurs contraintes.

CHAPITRE 1. L'EVOLUTION DU SYSTEME

1.1. Résumé historique

Le système national d'extension a été mis en place sur tout le territoire national à partir de 1958. Il avait été prévu dans la loi 21680 de 1956 par laquelle le gouvernement a créé l'Institut National de Technologie Agropastorale (INTA).

Pourtant, depuis le début du siècle on trouve déjà la trace des activités de l'Etat et aussi privées, destinées à promouvoir le progrès technique ou une nouvelle culture auprès des producteurs.

Ainsi, peut-on constater que l'Extension Agricole, en tant que fonction officielle, commence en 1907 lors de la création de "l'instruction agricole extensive", qui comprenait des cours temporaires, des services d'information, des expériences coopératives, des concours, des expositions, etc. Les responsables de ces fonctions étaient les écoles agricoles et les "Agronomes Régionaux" (7)(8).

Du côté privé, nous remarquon, d'une part, l'activité développée par le Département Agronomique de la Société de Chemin de Fer (d'origine britannique) auprès des immigrés qu'elle avait installés, et aussi dans la promotion de "clubs d'enfants" pour former les futures agriculteurs (9). D'autre part le service d'encadrement mis en place par Bunge et Born en 1902 au moment de la création de la Société de Minoterie et Elevateurs à Grains pour répandre la culture du blé (10).

Il faut remarquer aussi dans les années 30, l'apparition de la revue "La Chacra", véritable effort de la presse privée argentine pour diffuser des informations techniques et économiques de l'intérêt du secteur rural.

---

(7) : Les Agronomes Régionaux ont été des fonctionnaires généraux du Ministère de l'Agriculture. Ils avaient des fonctions aussi diverses que la fiscalisation, l'essor, la vulgarisation, etc..

(8) : REICHART (N.), 1° Seminario Nacional de Extension Rural. 1962 (36)

(9) : VERDEJO (A.), Informe sobre aspectos de Extension Agropecuaria. 1962 (45)
CAPILOUTO (V.), Las empresas privadas productoras de tecnologia. 1982 (30.e)

(10): GREEN (R.), LAURENT (C.), op. cit.

Cependant, on ne peut pas parler d'un système d'extension à caractère national car dans le domaine privé il s'agissait d'actions ponctuelles par secteur et dans le domaine de l'Etat la tâche d'assistance aux agriculteurs n'avait pas un plan organique ni une méthodologie déterminée; par ailleurs elle n'avait pas non plus le caractère de fonction spécialisée (11).

A notre avis, jusqu'aux années 50 il n'y a pas eu, de la part de l'Etat, une véritable prise de conscience de l'importance de la recherche et de l'extension pour le progrès de l'agriculture, car encore au début de 1956, le *"Ministère National de l'Agriculture comportait 243 techniciens chargés de la recherche, de la vulgarisation et de l'essor dans tout le pays, dont environ 70 se trouvaient dispersés en 47 champs d'expérimentation et le reste travaillaient dans les services administratifs centraux." (12)*

1.2. La création du Service National d'Extension Rurale - L'INTA

La création de l'INTA s'inscrit parmi les mesures volontaristes prises par les gouvernements de la période des transformations pour sortir le secteur agricole de la stagnation.

L'article 1 de la loi 21680/56 établit que l'objectif de l'institution est de *"développer la recherche et l'extension (vulgarisation) agro-pastorale et d'accélérer, avec son concours, la technification et l'amélioration de l'entreprise agricole et de la vie rurale"*.

Cette nouvelle organisation présente quelques particularités:

Premièrement: elle fut, avant tout, le produit des efforts d'un groupe de fonctionnaires de l'Administration. Ce phénomène, ainsi que les autres transformations structurelles qui se sont produites à cette époque là, n'ont pas été demandé par les organisations agricoles. Par ailleurs, il est intéressant de souligner l'opposition de quelques unes d'entre elles (13).

(11) : REICHART (N.), op. cit.
(12) : RAS (N.), op. cit.

Deuxièmement: cette nouvelle structure a été conçue pour *"centraliser la direction et decentraliser l'exécution des tâches" (14)*

Troisièmement: ses caractéristiques organisationnelles sont (15):

- Autonomie administrative.
- Autonomie financière, à travers une taxe de 1,5 % sur les exportations agricoles, de façon à assurer la disponibilité permanente de ressources économiques.
- Distribution des unités opératives dans tout le pays (voir carte n°4).
- Intégration de la recherche et de la vulgarisation agricole dans la même organisation.
- Mobilisation exclusive de tout le personnel, qui dispose d'un salaire plus élevé par rapport aux autres fonctionnaires publics.
- Interdiction explicite de remplir les fonctions d'inspection, contrôle ou fiscalisation de la politique agricole.
- Coordination avec les provinces à travers un Conseil Technologique.
- Sélection des techniciens par concours chaque 5 ans.
- Evaluation annuelle du personnel, dont le résultat se matérialise par une récompense en argent, équivalente à 2 ou 3 mois de salaire, voire plus, selon les qualifications obtenues.
- Formation permanente des techniciens.
- Participation, à tous les niveaux, des organisations de producteurs.

(13) : Voir GARCIA (U.), El proceso de tecnificacion en la Argentina. 1982 (30.h) et SABATO (J.), op. cit.
(14) : GARCIA (U.), op. cit.
(15) : Ibid.

CARTE n°4: ARGENTINE. Les Services de l'Institut National de Technologie Agropastorale (INTA)



Source: LA PRENSA, 30.7.78. Suplemento especial sobre el INTA.

Il s'agissait donc d'une *"révision intégrale de la philosophie, des objectifs, des stratégies, des politiques et des méthodologies de travail; et par conséquent des normes et des obligations des fonctionnaires qui auparavant appartenaient aux Directions Générales de Recherche et d'Extension ou une autre dépendance du Ministère de l'Agriculture et qui sont passés à la nouvelle institution" (16).*

Bien que nous parlions plus en détail du fonctionnement du service d'extension dans les chapitres suivants, nous croyons nécessaire de présenter ici quelques particularités du moment de démarrage et qui, à notre avis, ont marqué son action et son évolution.

Le système national d'extension argentin, à la différence de ceux des autres pays de l'Amérique Latine, au moment de la mise en place, a trouvé un bon niveau de formation chez les producteurs, 80 % d'alphabétisation en milieu rural (17), et aussi des organisations paysannes, des syndicats et des coopératives, qui avaient été créé depuis déjà plus de 30 ans. Ce système devait travailler, d'ailleurs, dans un milieu productif bien intégré au marché, même au marché international, surtout dans la région pampéenne.

Pourtant, comme dans toute l'Amérique Latine, le système d'extension a été copié sur celui des Etats Unis; mais, à la différence de celui-ci, les agriculteurs ne l'avaient pas demandé (18). Cette situation a obligé les "extensionistas" (vulgarisateurs) de la "première heure" à travailler pour créer leurs "clientèles". Mais comme il y avait un encadrement assez faible, un technicien ne pouvait pas atteindre toute la population "cible" qu'on lui avait assignée, donc il travaillait avec les agriculteurs qui se sont montré les plus intéressés.

Dans le contexte institutionnel interne de l'INTA, le service d'extension se trouvait dans des conditions désavantageuses par rapport au système de recherche.

---

(16) : GARCIA (U.), op. cit.
(17) : cf. supra, Première Partie, Chapitre 2, point 2.1., page 33
(18) : Voir SARAVIA (A.), Un enfoque de sistemas para el desarrollo agricola. 1983 (74)

Cette situation, qui persiste d'ailleurs aujourd'hui mais pour des raisons différentes, a été, à notre avis, la conséquence de deux apppréciations fausses.

- L'information est bonne en elle-même, donc les producteurs seront ravis d'en disposer. Autrement dit, l'information se diffuse toute seule et le vulgarisateur ne fait qu'accompagner le processus.
- Le métier de chercheur est beaucoup plus difficile que celui de vulgarisateur, donc les hommes les mieux formés doivent travailler dans la recherche.

Ces appréciations se sont basées sur un fait réel, tel que celui du retard technologique dans lequel se trouvait l'Argentine par rapport aux "pays de pointe", notamment aux Etats Unis. Pour s'en sortir, donc il fallait adapter, le plus vite possible, les nouvelles techniques productives venues d'ailleurs, aux conditions du pays. Dons, la plus grosse partie du budget a été destinée à la recherche et les plus gros efforts de formation ont été faits dans ce domaine. (voir les tableaux n°14 et 15). Certainement nous caricaturons assez, mais cela a été pour nous la meilleure façon de montrer la logique qui a orienté la politique budgétaire de l'institution.

TABLEAU n°14: INTA. Personnel technique de recherche et d'extension

ANNEE	RECHERCHE	%	EXTENSION	%
1965	612	61,5	389	38,5
1973	840	62,9	474	37,1
1979	1.003	67,5	484	32,5
1984	1.268	68,4	585	31,6
1985	1.119	68,8	508	31,2

Source: NAUMAN (M.), Propuestas de extension para el desarrollo agropecuario. 1985 (32)

TABLEAU n°15: Formation post-universitaire du personnel technique. (jusqu'en juillet 85)

RECHERCHE			EXTENSION		
Total	Formation post-univ.		Total	Formation post-univ.	
	N°	%		N°	%
1.119	197	17,6	508	22	4,3

Source: NAUMAN (M.), op. cit.

En résumé, la vulgarisation a été contrainte à chercher rapidement des résultats pour élargir sa "clientèle" d'une part, et par ailleurs pour trouver un peu plus d'espace institutionnel.

Autrement dit, pour démontrer qu'elle était utile et nécessaire.

Ainsi, le travail avec les producteurs les plus intéressés a été privilégié et le vulgarisateur s'est trouvé de plus en plus mobilisé par eux. Aussi, dans une enquête menée au début des années 70 (environ 15 ans après la création de l'INTA) auprès des producteurs laitiers du Sud de la province de Santa Fe, peut-on constater que seulement le 25 % des unités de production a reçu la visite d'un vulgarisateur, et parmi elles, les plus assistées sont celles qui ont plus de 50 hectares; autant par le nombre des unités visitées que par la fréquence de visite par exploitation (19).

(19) : RENARD (A.) et GOROSTIAGA (E.), Cuenca lechera del area de influencia de Rosario. Tomo VIII. Extension. 1978 (42)

1.3. Les activités privées de vulgarisation

Dans la décennie des années 50 nous retenons aussi quelques activités de vulgarisation ou de diffusion technique dans le secteur privé, au niveau des professionnels universitaires, des entreprises agroalimentaires et des producteurs.

1.3.1. L'Association des Amis du Sol

L'Association des Amis du Sol a été fondée par un groupe d'Ingénieurs Agronomes et d'autres universitaires préoccupés par le problème de dégradation du sol et de la perte de fertilité.

Ils ont organisé plusieurs cours, séminaires et stages pour des agriculteurs, des techniciens et des étudiants d'agronomie.

Par ailleurs, cette association avait une émission journalière de radio et publiait aussi, mensuellement la reveu "Tranqueras Abiertas" (Portes Ouvertes).

Ils ont fait un travail remarquable de diffusion et surtout de sensibilisation sur la conservation du sol (20). Ils ont contribué aussi au démarrage des premiers groupes CREA (21).

1.3.2. Les entreprises agroalimentaires

Dans cette période de transformations, des entreprises privées, notamment les multinationales, se sont occupées, elles aussi, de la diffusion technique.

D'une part, Nestle S.A. a créé en 1956 le service d'assistance aux éleveurs laitiers. D'autre part, dans les années 50, Cargill S.A. augmente et spécialise son département de promotion avec le concours d'Ingénieurs Agronomes, pour travailler auprès des agriculteurs ainsi que des techniciens de profession libérale.

---

(20) : Problème que nous avons évoqué en tant que conséquence de la monoculture. cf. supra Première Partie, Chapitre 4, Point 4.1.3., page 49

(21) : Se rapporter infra, point 1.3.3.

1.3.3. Les groupes C.R.E.A.

En 1957 a été crée le premier Consortium Régional d'Expérimentation Agricole (CREA), groupement de producteurs similaire aux CETA français. C'est-à-dire, une espèce de coopérative d'idées et d'expériences sous la coordination et l'animation d'un Ingénieur Agronome.

Les membres de ce premier groupe avaient les caractéristiques suivantes:

- Ils étaient des grands propriétaires fonciers,
- ils avaient une formation assez élevée, voire universitaire,
- ils avaient une identitié idéologique-doctrinaire d'orientation chrétienne qui les avait amené d'une part, à se préoccuper de la nécessité de jouer un rôle mobilisateur dans le secteur rural et d'autre part, à chercher des solutions en prenant une certaine distance par rapport à l'Etat et aux revendications de type syndical.

Ces éléments ont donné au mouvement CREA un caractère d'élite, ce qui a été d'ailleurs l'image de marque qu'avaient choisi les fondateurs en s'appellant eux-mêmes "les pointes de flèches" du développement agricole argentin.

Ainsi, se sont-ils donnés comme objectif: (22)

- *Solutionner la perte évidente de fertilité du sol et sortir du retard où se trouve submergé l'agriculture et l'élevage du pays"*
- *"Obtenir une augmentation des rendements qui est à tous points de vue, indispensable"*
- *"Essayer de donner aux autres producteurs l'orientatin nécessaire sur les méthodes de cultures"*
- *"Démontrer l'efficacité de l'activité privée dans cet aspect de la vie économique et sociale du pays, en relation avec l'expérimentation et la diffusion des bonnes pratiques agricoles"*

---

(22) : FOULON (M.), Los consorcios Regionales de Experimentacion Agricola (CREA) come agentes de tecnificacion. 1982 (30.g)

1.4. Les préoccupations techniques

On voit donc, autant du côté privé que de l'Etat, une préoccupation centrée sur la façon de technifier la campagne le plus vite possible.

Toute l'activité d'extension était davantage orientée vers la diffusion des techniques et des nouveaux intrants (semences, machines, prairies, assolement de cultures, etc.).

Pour nous, cette époque là, jusqu'à la fin des années 60, est "la période TECHNIQUE" de l'extension rurale argentine.

L'extension était vue comme "un pont à double voie" entre les sources d'information technique et les producteurs. Par ailleurs, on pensait que le producteur qui refusait l'utilisation des nouvelles techniques était un conservateur ou un rétrograde qui n'avait pas envie de progresser.

1.5. L'étape de consolidation institutionnelle. Les préoccupations économiques par culture.

Les années 60 sont aussi une période de consolidation institutionnelle pour l'INTA qui passe de 102 à 230 agences d'extension.

Du côté technique, la recherche avait réussi à mettre au point plusieurs pratiques de culture.

On ne parle plus de techniques isolées sinon de "paquet technique ou technologique" pour telle ou telle culture. Il s'agissait de la combinaison des techniques les plus efficaces pour obtenir la meilleure marge brute à l'hectare.

L'activité de vulgarisation s'oriente alors vers la diffusion du paquet technique le plus rentable pour la production de maïs, de blé, de lait, etc.

Cette étape correspond à la fin de la période des transformations dans l'évolution du système productif, que nous avons présenté dans la première partie.

Pour nous, il s'agit d'une approche "ECONOMIQUE PAR PRODUIT". Le message se centrait sur le résultat économique de la combinaison diffusée. Le producteur qui refusait l'adoption était considéré "irrationnel économiquement". Chez les techniciens l'opinion la plus répandue était qu'il n'y avait qu'une rationalité économique, celle qui était sortie de la station expérimentale.

Le mouvement CREA se trouve, au début des années 70, en pleine expansion étant donné qu'il passe de 4 groupes en 1968 à 105 en 1971 (23).

Il faut remarquer, dans ce processus de développement institutionnel, l'accord signé entre AACREA (24) et le Ministère de l'Agriculture de la Province de Santa Fe pour promouvoir et financer la formation de groupes de petits ou moyens exploitants (25).

Les rapports étroits que le mouvement CREA a toujours maintenu avec les CETA lui ont permi de tirer profit des expériences méthodologiques et techniques développées en France, notamment sur la dynamique de groupe et sur l'utilisation de la gestion économique dans l'entreprise agricole.

Ces éléments, en plus de l'information technique accumulée pendant une quinzaine d'années de travail, donnent au mouvement une importance considérable dans le contexte organisationnel du milieu rural argentin.

Cette importance se ressent plutôt dans le prestige du mouvement que par son expansion quantitative, car le nombre de groupes a été tou-

---

(23) : 82 groupes formés et 23 en formation. RAS (N.), op. cit.
(24) : Association Argentine de groupes CREA
(25) : Grâce à cet accord 20 groupes se sont formés en 4 ans

jours près de 150; cependant les publications (revues, cahiers techniques, etc.) et les cours pour techniciens ont eu une demande croissante.

1.6. Les préoccupations économique par unité de production

A partir des années 70, il y a eu plusieurs modifications dans le système de vulgarisation, soit par l'apparition d'éléments nouveaux, avec tous les ajustements que cela entraîne dans les relations; soit par un changement du sujet de préoccupation de la recherche agronomique et de l'extension, elle-même, avec les adaptations de méthodologie que cela exige.

Il est possible que ces transformations soient, en partie, la réponse aux modifications qui se sont produites dans le contexte international aussi bien qu'au niveau national.

En effet, l'éclatement du système monétaire international, les chocs pétroliers et le bouleversement du marché international des produits agricoles ont exigés des ajustements dans l'économie nationale qui se trouvait dans un processus inflationnaire auto-accéléré.

Le système productif donc, qui était dans la période de "nouvelle croissance" cherchait des modes de production qui auraient pu lui permettre de réduire les coûts en augmentant la productivité.

A cette époque là, chez les chercheurs et les vulgarisateurs se généralise l'idée de l'unité de production en tant qu'objet de réflexion. Ce fait est la conséquence de deux facteurs indépendants: la situation que nous avons présentée plus haut et d'autre part les possibilités qu'ouvre l'approche de systèmes en tant qu'outil méthodologique pour intégrer les diverses disciplines scientifiques qui se rassemblent dans l'agronomie; ce qui, à l'époque, est à la mode chez les ingénieurs agronomes.

Alors, on voit apparaître des unités démonstratives dans les stations expérimentales, où les chercheurs et les économistes simulent une exploitation moyenne de la zone (26). Du côté de l'extension, l'utilisation du "producteur démonstrateur" est renforcée comme moyen pour produire une adoption induite chez les voisins (27). Aussi, a-t-on tenté de diffuser l'utilisation des cahiers de comptabilité comme moyen de maîtriser l'ensemble de l'exploitation.

Pour nous, tous ces faits constituent la confirmation que la vulgarisation a changé vers une approche "ECONOMIQUE PAR UNITE DE PRODUCTION".

1.7. Les nouveaux services d'extension

Du côté organisationnel, les modifications du système d'extension se manifestent par l'apparition de nouveaux éléments ou par l'augmentation du poids significatif d'autres qui existent déjà.

En effet, les coopératives, les entreprises privées et quelques gouvernements provinciaux sont "apparus" sur la scène du développement rural en créant leurs services d'extension.

1.7.1. Les coopératives

Le mouvement coopératif en général compte aujourd'hui avec le concours d'environ 350 techniciens (agronomes et vétérinaires), dont la plus grande partie s'est incorporée dès la moitié des années 70.

A ce propos, il faut souligner que la décision de donner un service technique-agronomique aux adhérents de la coopérative, à notre avis, n'a pas été fonction, sauf à quelques exceptions près, de la volonté de leur offrir ce service, sinon la conséquence de diverses exigences ou contraintes extérieures au mouvement coopératif lui-même:

---

(26) : Il est opportun de rappeler ici ce qui a était dit par A. STEFANI: "les chercheurs font de la production avec l'argent tandis que les paysans prétendent faire de l'argent avec la production"; car, à notre avis, celà résume les différences que, généralement, nous avons pu constater entre les systèmes productifs réels et ceux simulés.

(27) : C'est la méthode que l'on appelle de la "tache d'huile" .

- a. des exigences imposées par des lois:

La Loi Fédérale de Semences établit que tous ceux qui produisent des semences sont obligés d'être supervisés par un ingénieur agronome. Par ailleurs, certaines provinces (28) ont voté une Loi de Pesticides dans laquelle ceux qui s'occupent de la vente et/ou de la distribution de produits agro-chimiques doivent être conseillés par un ingénieur agronome.

Etant donné que presque la totalité des coopératives ont un magasin de vente des intrants agricoles et aussi, quelques unes ont un champ ou un système d'organisation pour produire des semences pour leurs adhérents, elles ont donc été obligées d'engager un technicien.

- b. Des accords à l'initiative des gouvernements provinciaux:

A partir de 1968 la Province de Santa Fe a signé des accords avec certaines coopératives afin de promouvoir l'assistance technique pour les agriculteurs.

A travers ces accords la Province prenait en charge le salaire d'un technicien qui devait remplir ces fonctions.

La participation de la coopérative dans le salaire du technicien augmentait chaque année, ainsi, au bout de 4 ans, l'extensionita était pris en charge par elle.

Cette modalité a beaucoup contribué à l'augmentation du nombre des agronomes dans les coopératives. En plus, elle a été copié, avec quelques modifications, par d'autres provinces.

- c. La dynamique de la concurrence:

Plusieurs coopératives, notamment dans le secteur laitier, ont créé leurs services d'assistance technique ou l'ont restructuré au fur et à mesure que les entreprises privées concurrentes, ont commencé à travailler dans ce sens et la coopérative donc risquait d'avoir des soucis d'approvisionnement en lait.

---

(28) : Santa Fe, Entre Rios, etc.

En résumé, le fait que les coopératives aient été, en quelque sorte, obligées d'incorporer un technicien, est à l'origine de la diversité de statuts de l'Ingénieur Agronome que l'on peut trouver, le type de travail qu'il fait ou qu'on lui demande de faire.

En effet, dans les dernières années il n'y avait pas un système de vulgarisation structuré dans les grandes fédérations de coopératives; par conséquent, il n'y avait pas, non plus, une philosophie commune de travail, ni une méthodologie, ni une politique déterminée de sélection et de formation des techniciens. Alors, chaque coopérative de base réagissait selon la contrainte à laquelle elle devait faire face. Ainsi, dans beaucoup de cas, choisissait-on un Ingénieur Agronome sans expérience, car c'était la façon la moins chère de ne pas être hors la loi.

Cependant, les dernières années nous avons pu constater des expériences très intéressantes, bien qu'elles soient très localisées, sur le rôle que peuvent jouer les coopératives dans le développement local. Mais il faut considérer que ces faits sont encore dans une position instituante dans le mouvement coopératif.

1.7.2. Les entreprises privées

Tout au long des années 70, les entreprises en amont de l'unité de production (29) ont renforcé leurs départements de promotion avec le concours des Ingénieurs Agronomes. Il faut se rappeler qu'à cette époque là se produisent d'importantes modifications dans le système de production par l'intensification en consommations intermédiaires (30).

Mais, ce qui a véritablement bouleversé le système d'extension a été la crétion du Département d'Assistance Technique aux producteurs de LA SERENISIMA S.A. (31) en 1978.

---

(29) : Ce sont les entreprises qui fournissent l'unité de production en engrais, pesticides, semences, équipement, tracteurs, etc.

(30) : Voir Première Partie, Chapitre 4, Section 3, page 59

(31) : LA SERENISIMA S.A. est une entreprise nationale de transformation de lait. Elle produit tous les types de dérivés laitiers (fromage, yaourt, lait en poudre, etc).

Nous parlons de bouleversement car la méthodologie qu'ils ont utilisée (32) leur a permis, après 3 ans de travail, une augmentation de la production de 27 %, tandis que la production nationale n'a cru que de 6 %. Ce résultat est d'autant plus étonnant si l'on condidère que "La Serenisima" travaille avec 11 % des éleveurs laitiers du pays; elle est responsable donc de plus de la moitié de la croissance de la production pour la période 1979-1981 (33).

Ces faits, incontestables, ont mis en question, qu'on le veuille ou non, l'efficacité de tous les services de vulgarisation connus auparavant. D'ailleurs, la méthode de travail a été, en quelque sorte, copiée par d'autres entreprises et aussi par quelques coopératives.

1.7.3. Les Mas-Médias

Dans le secteur privé il y a, aussi, un phénomène de caractéristiques complètement différentes, depuis les 10 dernières années: les mas-médias et la publicité.

En Argentine, la télévision ainsi que la radio sont privées. C'est-à-dire que la publicité occupe une place assez importante, à l'exception des chaines et des radios du service public. Par exemple, au sud de la Province de Santa Fe, la population rurale ne représente que 12 %; néanmoins, la publicité télévisée destinée au secteur productif agricole, représente environ 30 % dans les horaires de grande écoute. Par ailleurs, son importance augmente au dessus de 50 % quand il y a des programmes spéciaux tels que les courses automobiles ou les matchs de football.

Bien qu'il s'agisse de nos estimations, elles donnent une idée de l'importance du paysan en tant que consommateur.

D'autre part, presque tous les journaux soit nationaux, soit régionaux, ont un supplément rural hebdomadaire.

En plus des publications des associations paysannes il y aussi quelques maisons privées d'édition qui publient des revues techniques.

(32) : Nous en parlerons dans le chapitre suivant .
(33) : MARCENARO (L.), Un programa privado de desarrollo tambero. 1982 (30.j)

Une parmi elles, LA CHACRA, depuis plus de 50 ans et une autre, DINAMICA RURAL, a aussi un programme hebdomadaire de télévision sur un réseau d'environ 20 chaines régionales.

Cette dernière maison organise, d'ailleurs, depuis 4 ans des "espositions dynamiques" qui sont à la fin une copie des "Farm Progres Show" des Etats Unis.

C'est impressionant la foule qui vient de plusieurs centaines de kilomètres pour y assister, des étudiants, des enseignants, des fonctionnaires, des techniciens et surtout des producteurs, car ils ont ainsi la possibilité de comparer les performances des différentes marques d'un même type de machine ou de variétés d'une culture ou de produits chimiques.

La concurrence entre les entreprises en amont du système productif est telle qu'à la dernière exposition quelques prototypes de machines agricoles ont été présenté ainsi que plus de 80 variétés et hybrides de maïs, tournesol, sorgho et soja qui ne sont pas encore sur le marché.

Ces expositions sont bien sûr une très bonne affaire pour les organisateurs mais aussi un autre moyen de promotion, donc de persuasion et de pouvoir étant donné les possibilités d'intégration qu'ils ont avec la télévision et la revue.

Ainsi, lors d'une petite enquête faite par les étudiants de la Faculté d'Agronomie de Rosario auprès des agriculteurs des alentours de la Faculté, a-t-on démontré que sur un échantillon de 77 producteurs, 68,8% regardaient régulièrement les programmes techniques à la télévision. Parmi eux 69,8 % suivaient celui de "Dinamica Rural" et 30,2 % "Esto es INTA" (C'est l'INTA).

A notre avis, la participation des mas-médias dans le processus de vulgarisation s'est développé en parallèle avec le renforcement des services de promotion des entreprises, notamment celles en amont de l'unité de production. Pourtant, il y a quelques temps (3-4 ans) nous avons cru remarquer un changement de rôles, étant donné que certaines entreprises de publicité et/ou des maisons d'éditions ont commencé à organiser des évènements pour leur propre compte, où les entreprises industrielles sont invitées à participer, en payant bien sûr.

1.7.4. Les provinces

Par rapport aux gouvernements provinciaux (34) il faut remarquer la diversité de situations que l'on peut trouver, étant donné que chaque province a sa propre Constitution donc son système d'organisation.

D'après l'enquete menée par ARROYO et MORENO (35) seulement 5 provinces disposent de personnel technique pour la fonction spécifique de vulgarisation (36).

La plupart des provinces ont signé des accords avec l'INTA pour s'attaquer à différents problèmes du développement agricole dans leurs territoires.

Cependant, aujourd'hui il y a des Conseils Provinciaux de Technologie qui ne sont pas encore constitués, malgré que cela soit prévu dans les Articles 5 et 14 de la Loi de création de l'INTA de 1956.

Pourtant, le Conseil Technologique de Santa Fe qui a été un des premiers créé, n'a commencé à fonctionner qu'à partir de 1977, en faisant des réunions tous les deux mois de façon ininterrompue et en rassemblant 12 institutions officielles et du milieu rural. Mais, ceci n'est pas le cas de la plupart des autres Conseils, soit parce qu'ils n'ont pas de réunions régulièrement, soit parce que seulement des institutions officielles y participent.

L'origine de toute cette diversité de cas, pour nous, se trouve dans les différents rapports de force ou de capacité de négociation, voire de pression, que chaque province a dans sa relation individuelle avec l'INTA et d'ailleurs de la volonté des dirigeants, des techniciens et des politiciens locaux de jouer un rôle plus ou moins actif dans le développement agricole et rural de leur province.

Ainsi peut-on trouver des provinces qui ont confié presque toute la responsabilité du développement agricole à l'INTA. D'autres provinces ont monté leurs services d'extension dans les régions les plus défavorisées, étant donné que l'INTA ne travaille que dans les régions les

(34) : La République Argentine est constituée de 22 provinces et un Territoire National qui n'a pas le statut de province.
(35) : ARROYO (R.) et MORENO (J.), Servicios provinciales de tecnificacion, su organizacion y comolementacion con los servicios nacionales y otros. 1982 (30.a)
(36) : Santa Fe, Buenos Aires, Cordoba, La Pampa et Jujuy. A cette liste nous ajoutons aussi Neuquen (voir carte n°1)

plus développées. Enfin, il y en a d'autres qui prétendent maîtriser le développement rural sur leurs territoires et par conséquent ont créé leurs propres services d'extension et le Conseil de Technologie est devenu le lieu de négociation par excellence.

1.8. En guise de conclusion

Toutes ces modifications dans le système de vulgarisation ont logiquement entraîné des accomodations à l'intérieur de chaque organisation et aussi dans les rapports entre elles. Il a fallu renouveller des alliances ou en trouver de nouvelles et chercher de nouveaux espaces de négociation.

Alors les Conseils Provinciaux de Technologie ont démarré 20 ans après la prévision de leur création. D'innombrables accords ont été signés ces 10 dernières années entre deux ou trois organisations pour coordonner leurs efforts.

Ainsi, la coordination est-elle devenue le "mot d'ordre" pour tous et partout, mais pour y arriver il faut d'abord avoir au moins un consensus minimum sur les buts et les concepts que l'on met derrière les mots, vulgarisation, développement, etc.

1.8.1. L'A.A.D.E.R.

Le 6 juin 1983 a été créé l'Association Argentine d'Extension Rurale (AADER), par tous les acteurs que nous venons de présenter pour: *"promouvoir le développement intégral de l'Extension Rurale dans la République Argentine" (37).*

Pour l'AADER l'extension rurale est *"l'éducation non formelle pour le développement de l'homme et la communauté rurale, en comprenant par développement l'amélioration de la qualité de la vie à travers l'augmentation de la production et de la rentabilité, produit de l'application correcte de la technologie en fonction de leurs nécessités et priorités" (38)*

(37) : Dépliant de présentation de l'AADER. (18)
(38) : Ibid.

1.8.2. Les préoccupations pour le développement local: S'agit-il d'une nouvelle étape ?

Nous croyons qu'encore aujourd'hui il y a beaucoup de techniciens, de politiciens et de dirigeants ruraux qui sont convaincus qu'à travers la seule généralisation du progrès technique on va résoudre les problèmes du milieu rural.

Les congrès de l'AADER en témoignent.

Pourtant, depuis quelques années des nouvelles expériences se développent, en cherchant des solutions aux problèmes locaux outre la production agricole.

D'autre part, dans la dernière réunion organisée par l'AADER, en septembre 1985, il y a eu diverses interventions qui posaient des approches plus intégrales et localisées du développement rural (39)

A ce propos là, il y a deux questions qui nous viennent à l'esprit:

- Est-ce-qu'il s'agit d'une nouvelle étape dans l'évolution du système d'extension ?

- Est-ce-que la structure et le fonctionnement du système sont capables de s'adapter à un tel changement de logique plus horizontale et decentralisée ?

---

(39) : Voir notamment: FRAGA (C.), Microprocesos o Macroprogramas ?. 1985 (24) et PAULON (M.), Extension Rural en funcion institucional. 1985 (33)

CHAPITRE 2. L'ANALYSE DU SYSTEME

Section 1: La structure et le fonctionnement

2.1.1. L'organigramme

C'est la représentation graphique des circuits d'autorité, des réseaux formels de communications et des répartitions des activités.

Dans les graphiques n°8, 9, 10, 11 nous présentons les organigrammes respectifs des services d'extension de l'INTA, d'AACREA, du DATP et celui qui a été proposé pour l'ACA.

En relation au mouvement coopératif il faut rappeler ici que les services d'extension ne sont pas encore très organisés au niveau des fédérations de deuxième degré, sauf dans le cas de SANCOR. L'organigramme du graphique 4 est une proposition faite au sommet de l'ACA il y a environ 3 ans et qui a du mal à se mettre en place, à l'exception de quelques zones. Cette proposition d'ailleurs reproduit la structure que cette association a déjà au niveau national et régional.

En faisant une comparaison entre les graphiques, tout de suite on constate que les services de vulgarisation de l'INTA en premier lieu et ceux de l'ACA en deuxième lieu présentent une structure plus bureaucratique que ceux des autres organisations; car il y a davantage d'instances intermédiaires entre ceux qui dirigent et les vulgarisateurs du terrain.

On y constate aussi que l'INTA est le seul à avoir des fonctions spécialisées auprès des femmes et des jeunes.

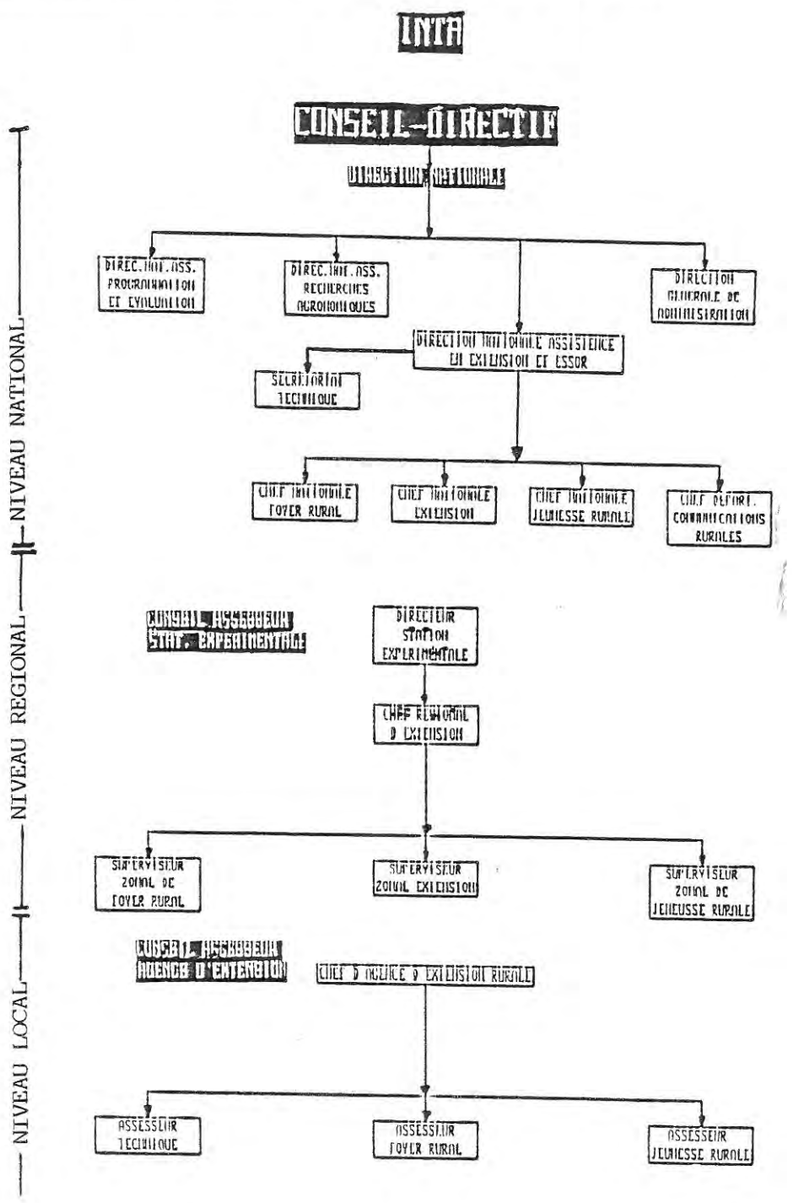
La division formelle d'activités à l'intérieur de chaque organisation est la suivante:

- a. L'INTA:

Le Conseil Directif est composé de 10 membres dont trois sont proposés par l'ETAT, trois par des organisations syndicales, un par le mou-

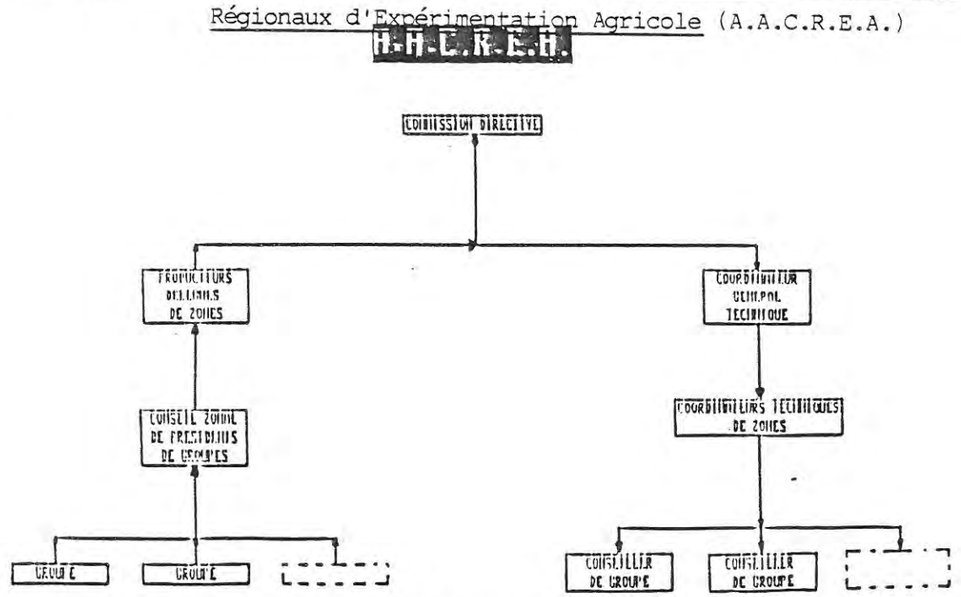
GRAPHIQUE n°8:

Organigramme du Service d'Extension Rurale de l'INTA



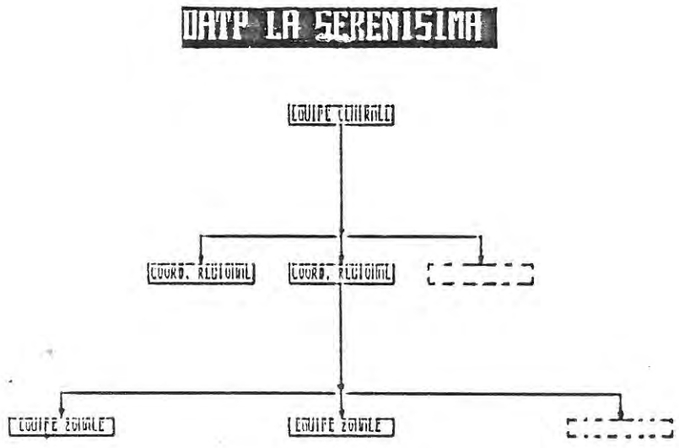
Source: Elaboration propre sur données de FERNANDEZ ALSINA (C.)

GRAPHIQUE n°9: Organigramme de l'Association Argentine de Consortiums Régionaux d'Expérimentation Agricole (A.A.C.R.E.A.)



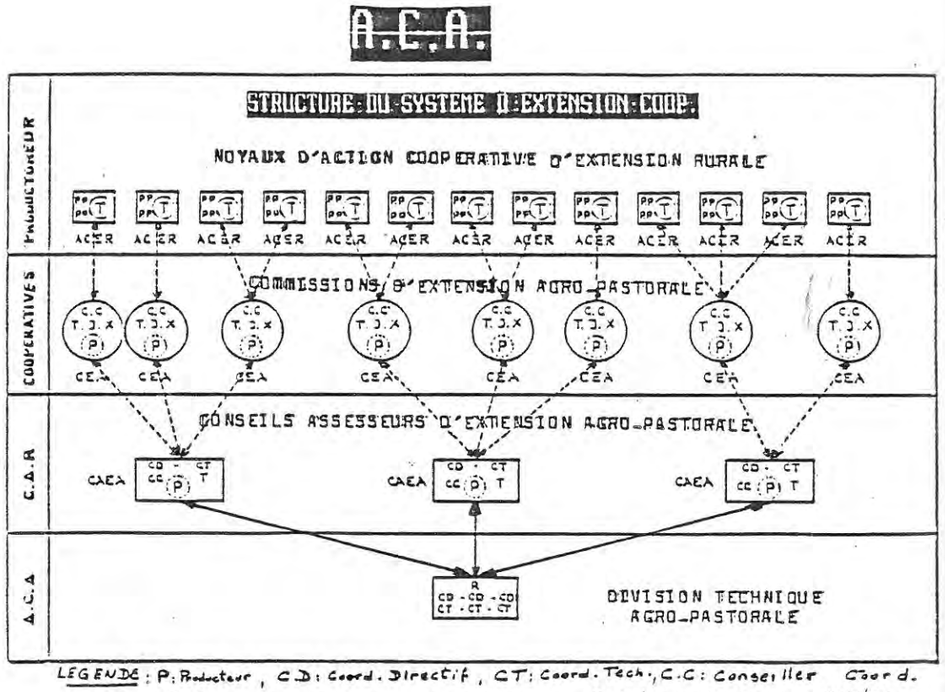
Source: Elaboration propre sur données de FOULON (M.), op. cit.

GRAPHIQUE n°10: Organigramme du Département d'Assistance Technique aux Producteurs de "la Serenisima S.A."



Source: Elaboration propre sur données de MARCENARO (L.), op. cit.

GRAPHIQUE n°11: Organigramme du Système d'Extension Coopératif de l'Association des Coopératives Argentines



Source: Asociacion de Cooperativas Argentinas, op. cit.

vement coopératif, un par AACREA et deux par les Facultés d'agronomie et vétérinaire (40). Ses fonctions sont (41):

- L'approbation des règlements de l'INTA, concernant la structure et le fonctionnement des services;
- la nomination, promotion et licenciement du personnel technique de recherche et de vulgarisation;
- l'approbation des objectifs d'action (plans de recherche, de vulgarisation, etc...) proposés par la Direction Nationale;
- l'administration et le contrôle du budget;
- la réalisation des conventions avec d'autres institutions de recherche ou de vulgarisation;
- l'approbation des programmes de spécialisation des chercheurs à l'étranger.

"La Direction Nationale est l'organe supérieur (technique-administratif), dont la responsabilité principale est la conduite, la coordination et l'orientation générale des activités, la planification de celles-ci à moyen et long terme et l'accomplissement des résolutions du Conseil Directif" (42) (43)

Le niveau régional est responsable de la coordination et de la supervision des activités. Le Directeur de la station expérimentale s'occupe plutôt de la politique institutionnelle et le Chef Régional des activités spécifiques d'extension. Ce dernier est assisté par trois superviseurs responsables de trois branches concernées par la vulgarisation et aussi par un bureau de publications techniques et de moyens audiovisuels d'animation.

Néanmoins, on constate dans la réalité que ce schéma de fonctionnement n'est pas toujours complet surtout en ce qui concerne les branches du Foyer et Jeunesses Rurales.

---

(40) : Le Président et le Vice-Président sont des représentants de l'Etat. Les organisations syndicales sont: la Société Rurale Argentine, la Fédération Agraire Argentine et les Confédérations Rurales Argentines. Le représentant du mouvement coopératif est de CONINAGRO (voir Première Partie, Chapitre 3)

(41) : BORDENAVE (S.), BORDENAVE (L.), Recherche-Vulgarisation et transformation des structures de production. 1979 (21)

(42) : NAUMAN (M.), op. cit.

(43) : Au niveau de la Direction Nationale nous plaçons aussi les "Services d'état major": Direction Assistante et Chefs Nationaux.

Au niveau régional et local, il est prévu la participation des organisations de producteurs dans les Conseils Assesseurs de la Station Expérimentale et de l'Agence d'Extension.

- b. DATP:

"L'Equipe Centrale oriente, dirige et supervise le système, et en plus elle produit des matériels écrits, programmes de radio, etc" (44).

Les Equipes Zonales sont chargées principalement de rendre visite aux producteurs pour *"les aider à trouver la façon de perfectionner leur travail"* (45). Elles publient aussi des articles dans les journaux locaux et réalisent des programmes de radios régionales, en adaptant les messages à la réalité zonale.

Les Coordinateurs Régionaux sont chargés d'harmoniser les activités des Equipes Zonales et de faire surtout un travail d'animation.

- CREA:

Il faut remarquer la différenciation, dans toute la structure des rôles et des fonctions entre les producteurs qui mènent la politique et l'animation institutionnelle et les conseillers qui s'occupent des aspects techniques et de la formation.

Au niveau national, AACREA est *"une espèce de centrale de communication et de services"* dont les principales fonctions sont (46):

- produire l'information à partir de résultats et de données fournies par les CREA et par les autres sources.
- formation:
  - . du producteur en macro et micro-économie,
  - . des futurs assesseurs de groupes sur la méthodologie CREA,

(44) : MARCENARO (L.), op. cit.
(45) : Ibid.
(46) : FOULON (M.), op. cit.

  - . des conseillers, en méthodologie et nouvelles approches économiques et/ou techniques.
- diffuser l'information à travers la revue CREA, les Cahiers d'actualisation technique, etc.
- faire connaître la philosophie CREA
- représenter le mouvement, signer des accords, etc.

Le niveau zonal est chargé de la coordination et de l'animation des activités des groupes de base, tantôt dans les aspects institutionnels, tantôt dans les aspects techniques.

Au niveau du groupe, le technicien doit conseiller les producteurs, se rendre responsable des expériences que le groupe a décidé de développer. Il doit aussi collaborer à l'animation des réunions.

- d. ACA:

De la lecture des "Bases d'organisation et de fonctionnement du Système d'Extension coopératif" ne sort pas très clairement les fonctions de la Division Technique du niveau central de l'ACA sauf en ce qui concerne la supervision et le contrôle des activités des Coordinateurs Techniques (article 61), par contre les tâches des techniciens des coopératives, des commissions d'Extension Agro-pastorale et des Coordinateurs Techniques sont prévues dans les moindres détails, jusqu'à établir la présentation de rapports chaque quinze jours (47).

2.1.2. Le commandement

C'est l'interprétation stratégique et fonctionnelle de l'organigramme. C'est-à-dire: qui commande, quels sont les styles de commandement et de communication, où se trouvent les centres de contrôle les plus importants, etc.

Si on analyse l'organigramme de l'INTA, à l'égard des différentes sources de pouvoir à l'intérieur d'une organisation (48), on

(47) : ACA, Sistema de Extension Cooperativo. Bases de organizacion y funcionamiento. (19)
(48) : CROZIER (M.) et FRIEDBERG (E.), op. cit.

constate que tous les atouts se trouvent au niveau de la Direction Nationale car la position que lui donne la structure lui permet de maîtriser la plus large zone d'incertitude. En effet, elle est le passage obligatoire de l'information entre le Conseil Directif et le reste de l'organisation. Elle maîtrise aussi les rapports avec les autres institutions tant au niveau national qu'international.

C'est donc la Direction Nationale qui commande l'INTA.

Le style de commandement est de type bureaucratique tel que le définie GELINIER (49): centralisation et téléguidage par règlement. Les communications s'effectuent normalement par des canaux formalisés.

Pour l'entreprise privée, bien que ce soit la gérance du DATP qui dirige l'organisation, le style de commandement est tout à fait différent. Les communications "chef-subordonnés" sont intenses et en bonne partie non formalisées.

La décentralisation de nombreux pouvoirs de décision ainsi que la délégation des responsabilités, la direction par des objectifs et l'étude collective des décisions, caractérisent le commandement.

Bref, on est en présence d'un style beaucoup plus participatif et dynamique de direction.

Au CREA, par contre, la relation "base-sommet" de la pyramide est différent car il s'agit d'une organisation associative, voire à caractère militant, où la participation est le "mot d'ordre" dans l'institution. Bien qu'au niveau national on maintienne des activités clefs telles que la formation, l'information et les relations extra-organisation, chaque décision qui implique un changement dans le modèle opératif, doit être négociée. Cela est d'autant plus vrai, au-fur-et-à-mesure que les différentes zones se structurent et gagnent en indépendance à l'égard de l'équipe de commandement central.

Par rapport au travail sur le terrain, chaque groupe est indépendant du reste de la structure pour établir son plan de travail. S'il y

(49) : GELINIER (O.), op. cit.

a des expériences concernant une zone, la décision est négociée entre les groupes qui s'y intéressent.

Au mouvement coopératif on trouve un mélange des trois schémas présentés, mais pas en proportions encore bien définies: soit parce qu'ils sont en phase de restructuration (SANCOR), soit parce qu'ils sont en phase d'organisation (ACA ou FACA).

Or, par principe, ces schémas devraient fonctionner comme celui d'AACREA, mais par tradition ils ressemblent beaucoup à celui de l'INTA et pour être efficaces ils cherchent de plus en plus à s'approcher de celui des entreprises privées.

2.1.3. La Doctrine

C'est la philosophie et les objectifs qui orientent les actions des services de vulgarisation.

Pour l'INTA,*"l'extension est un travail qui au moyen de processus éducaif aide la population rurale à améliorer les méthodes et les techniques agricoles pour augmenter la productivité et la production de leurs entreprises, en tendant à élever le niveau de vie de la famille rurale. L'extension rurale joue donc, le rôle de pont entre la population rurale et les sources d'information, notamment les stations expérimentales" (50)*

Alors, ses objectifs sont (51):

- *"Augmenter les connaissances et les habilités des producteurs pour une production plus efficace et pour améliorer leur niveau économique et social"*
- *"Promouvoir le développement des organisations de jeunes ruraux et la promotion de la jeunesse"*
- *"Promouvoir l'augmentation du niveau de vie de la famille rurale"*
- *"Promouvoir un sens de communauté, parmi la population rurale et une participation coopérative pour l'amélioration des conditions de vie"*

(50) : INTA, brochure La Argentina Agropecuaria y el INTA. (29)
(51) : NAUMAN (M.), op. cit.

Les objectifs du service de vulgarisation de "La Serenisima S.A." ont été définis au niveau du producteur, de l'entreprise et de la production laitière en général (52)

. Au niveau du producteur:

- *"Obtenir une amélioration technique, à travers l'application des techniques simples dans la solution des problèmes de l'élevage laitier, qui permettent une meilleure production de lait"*
- *"Obtenir une amélioration économique, basée sur la sécurité financière et sur des techniques rentables; car sinon, ces dernières n'ont pas une application réelle"*
- *"Obtenir une amélioration humaine dans le sens de permettre que l'homme à travers le système de travail utilisé puisse améliorer ses conditions de vie, celles de sa famille, les relations avec sa communauté et sa liberté de décision intelligente."*

. Au niveau de l'entreprise:

- *"Obtenir une quantité supplémentaire de lait pour satisfaire la demande intérieure et pouvoir se lancer sérieusement dans l'exportation et le développement de nouvelles lignes de production"*
- *"Pouvoir continuer son travail pour une meilleure qualité de lait..."*
- *"Obtenir une régularité supérieure dans la production de lait, avec la finalité d'optimiser la capacité industrielle installée.."*
- *"Obtenir une meilleure sécurité de lait comme conséquence d'une part, de la permanence des éleveurs laitiers par une amélioration de sa rentabilité et d'autre part, par une amélioration de la relation entre l'entreprise et les paysans à travers un nouveau mode de communication."*

(52) : MARCENARO (L.), op. cit.

. Au niveau de la production laitière en général:

- *"Démontrer qu'un service de vulgarisation pour les éleveurs laitiers est aussi nécessaire que possible (opérativement et économiquement) et d'ailleurs il est urgent."*

Pour le mouvement CREA les objectifs que lui avaient fixé ses fondateurs (53), ont une double dimension: technique et sociale; ainsi (54):

- *"Les groupes CREA sont des moyens qui concernent le perfectionnement technique, l'échange d'information et l'apprentissage partagé".*
- *"Le mouvement se donne comme tâche le perfectionnement du producteur à travers sa formation intégrale, ainsi que son intégration à la communauté pour être utile en tant que "référence" d'un nouveau mode de comportement dans le secteur."*

"Le coopérativisme agraire rassemblé en CONINAGRO considère que la politique technologique pour le secteur rural doit être un moyen idoine pour promouvoir le bien-être général et la qualité de la vie en société et des producteurs, à travers une production supérieure et meilleure, sans mettre en risque les ressources naturelles et l'environnement". Par ailleurs, pour lui, *"la diffusion massive de la technologie est la finalité même de la vulgarisation" (55).*

D'autre part, la proposition de l'ACA aux coopératives de base, précise que *"l'objectif principal du service d'extension est le transfert, aux producteurs adhérents, de la technologie provenant des centres de recherche" (56).*

(53) : Se rapporter Chapitre 1, page 83
(54): MARTINEZ NOGUEIRA (R.), Los Consorcios Regionales de Experimentacion Agricola: évolucion e impacto. 1984 (31)
(55) : PAULON (M.), op. cit.
(56) : ACA, op. cit.

Par ailleurs, à travers la mise en place de la méthodologie proposée *"On tente un transfert effectif de la technologie ce qui augmente la production de l'adhérent, le ramassage de la coopérative et une meilleure intégration de l'associé à l'organisation"* (57)

La recherche de l'augmentation de la production et de la rentabilité de l'adhérent et de la coopérative, ainsi que la quête d'une meilleure intégration "adhérent-coopérative" et "coopérative-fédération" sont les objectifs du service de la FACA (58)

En résumé, nous constatons une coïncidence assez forte des objectifs de tous les services d'extension, malgré les différents secteurs auxquels ils appartiennent.

Il faut remarquer aussi qu'il y a, à notre avis, une distorsion entre les objectifs explicites de l'INTA et ceux qui ont orienté ses actions les dernières trente années, car les activités de diffusion technique ont toujours été privilégiées par rapport au travail avec le reste de la communauté rurale; ce qui a entraîné la diminution, voire la disparition des services de Foyer et/ou de jeunesse rurale dans plusieurs zones (59)

Enfin, il nous semble voir derrière les objectifs des différents services une perception assez mécaniciste du développement rural, où il y aurait une relation logique et directe entre: "le progrès technique -l'augmentation de la production-l'augmentation de la rentabilité et l'amélioration du niveau de vie de la population rurale".

Bien que cette logique de raisonnement ait différentes connotations selon chaque organisation et d'ailleurs qu'elle se manifeste plus ou moins explicitement; pour nous c'est une constatation très importante qui nous offre de nouvelles voies de réflexion, notamment sur la formation des Ingénieurs Agronomes.

---

(57) : ACA, op. cit.
(58) : FACA, La Federacion Argentina de Cooperativas Agrarias C.L. y el servicio de asistencia tecnico-agronomico con sus cooperativas afiliadas. 1982 (30.f)
(59) : Voir 2.1.4.2. page 108

2.1.4. Les ressources

Ici nous ne retiendrons que deux facteurs: les flux financiers et le personnel.

Par rapport au premier, ce qui nous intéresse est l'origine, c'est-à-dire, qui paye le service. Et sur le personnel nous ne présenterons que le nombre, car de la sélection, de la formation et de l'évaluation nous en parlerons après dans le point 2.1.5. "le contrôle".

2.1.4.1. Les flux financiers

L'INTA se caractérise pour avoir une autonomie financière par rapport au budget général de l'Etat, grâce à un impôt de 1,5 % sur les exportations agricoles, dont environ 30 % est destiné au Service d'extension.

Par contre, le mouvement CREA est financé directement par les producteurs associés. Chaque groupe paye son conseiller et aussi, une mensualité à l'AACREA déterminée selon la surface totale des unités de production que rassemble le groupe et la région écologique où il se trouve.

Les systèmes privés et coopératifs sont pris en charge par l'entreprise et la coopérative, respectivement.

Pourtant, la proposition de l'ACA prévoit que chaque coopérative puisse financer le fonctionnement du service de vulgarisation en affectant partiellement ou intégralement le "Fonds d'Education et de Formation Coopératif" (60). La proposition établit aussi que la coopérative payera le technicien seulement la première année, désormais ce seront les coopérateurs qui ont adhéré au service d'extension qui devront se charger de sa rémunération.

Au niveau régional et national c'est la structure du mouvement coopératif qui couvre les frais de fonctionnement.

---

(60) : Toutes les coopératives sont obligées par la Loi de destiner 5 % du résultat du bilan annuel pour l'éducation coopérative.

On voit donc une différence importante entre l'INTA et l'AACREA, bien que les deux organisations soient financées par la profession. En effet, tandis qu'en AACREA le producteur paye directement (en sortant même l'argent de sa poche), le financement de l'INTA se matérialise à travers les rouages bureaucratiques imposés par le Pouvoir Public.

Dans l'entreprise privée les sources et le mode de financement sont aussi claires et directes qu'en AACREA. Par contre, dans le mouvement coopératif on se trouve dans une situation plus proche de celle de l'INTA, car par principe, c'est le producteur qui paye, étant donné que la coopérative est considérée comme une prolongation de l'unité de production. Pourtant, la proposition de l'ACA nous semble l'imposition d'un produit (la technique et/ou le technicien) qui doit "se vendre" dans une année. A la fin c'est la même stratégie volontariste qu'a utilisé la Province de Santa Fe à partir de 1968 avec les coopératives (61) mais se sont maintenant les coopératives qui l'utilisent avec leurs adhérents, ou la fédération avec les coopératives de base.

2.1.4.2. Le personnel

TABLEAU n°16: Nombre de vulgarisateurs de chaque service

SERVICE	INTA	DATP	AACREA	COOPERATIVES
Vulgarisateurs	508 (a)	64 (b)	120 (c)	350 (d)

Sources: (a) NAUMAN (M.), op. cit. 1985
(b) MARCENARO (L.), op. cit. 1982
(c) Nos estimations sur la base du nombre de groupes
(d) CARNE (J.), ACA. 1982
FACA. 1982.
SANCOR. 1982

(61) : Voir Chapitre 1, page 88

A propos du Tableau n°16 il faut faire les remarques suivantes:

- Le personnel de l'INTA est composé de 43 superviseurs, 344 Ingénieurs Agronomes et 172 vulgarisateurs spécialisés en Foyer Rural et Jeunesse. Les vulgarisateurs de terrain (465 au total) travaillent en 225 Agences d'Extension dont 67 % ont un seul Ingénieur Agronome, 62 % ne disposent pas de personnel spécialisé en Foyer Rural et 77 % n'ont pas encore, non plus, de vulgarisateur de jeunes (62) (63)

- Le nombre de techniciens du DATP et des coopératives n'a cessé d'augmenter ces dernières années.

2.1.5. Le contrôle

Ici, nous nous demandons: quels sont les mécanismes qu'utilise l'organisation pour la socialisation de ses agents ? Autrement dit, qui fait la sélection, la formation, et l'évaluation du personnel et comment se font-elles ?

En INTA le recrutement se fait par un concours public rigoureux. Le jury est composé de 3 à 5 fonctionnaires de haut niveau dans l'organisation, ils doivent au moins être Chef Régional d'Extension.

Le postulant doit passer un examen écrit concernant des connaissances techniques et une interview sur des sujets plus généraux et/ou personnels.

Ceux qui sont sélectionnés ont le statut de "boursiers" deux ans, pendant lesquels ils travaillent à côté d'un vulgarisateur expérimenté et dans différentes agences.

A la fin de cette période où le boursier est évalué et surveillé continuellement, il obtient le statut de personnel permanent de l'INTA, s'il a bien réussi les évaluations, voire la période de socialisation, faute de quoi, il est licencié.

(62) : Voila pourquoi nous avons remarqué une distorsion entre les objectifs explicites et ceux qui ont orienté l'action. voir 2.1.3., page 106
(63) : NAUMAN (M.), HARDOY (O.) et LEMOS (O.), La tecnificacion en el desarrollo agropecuario. 1982 (30.k)

La formation minimale exigée pour être "extensionista" technique et/ou chef d'agence est celle d'Ingénieur Agronome, mais pour travailler dans les autres branches, une formation universitaire n'est pas nécessaire.

Bien qu'une vingtaine de techniciens aient suivi une formation post-universitaire, il faut remarquer qu'il n'y a pas une politique explicite de formation du personnel, mais il y a eu des cours ou des stages d'une durée de 3 mois environ, spécialement organisés pour former des vulgarisateurs.

Jusqu'à présent, il y a plusieurs techniciens qui ont plus de 5 ans de travail et qui n'ont jamais suivie une formation en vulgarisation.

Par contre, le système d'actualisation ou recyclage technique fonctionne assez bien.

L'évaluation du vulgarisateur de terrain, ainsi que celle de tout le personnel, se fait chaque année. Bien qu'il s'agisse d'une activité bien réglementée pour assurer l'objectivité, les rapports personnels entre le vulgarisateur et le superviseur y jouent un rôle très important.

Par ailleurs, il faut se rappeler que cette qualification se sanctionne par une récompense en argent, selon le palmarès; ce qui a,en plus,beaucoup d'influence pour la carrière administrative.

En AACREA ce sont les producteurs du groupe de base qui font la sélection du technicien qui deviendra leur conseiller. Lorsque le groupe n'a pas un candidat possible, l'organisation lui offre une liste de 3 ou 4 Ingénieurs Agronomes qui ont suivi et réussi le cours sur la méthodologie CREA.

Généralement les critères de sélection sont plutôt orientés vers les conditions personnelles pour animer un groupe de travail et pour s'y intégrer, qu'en fonction de leurs connaissances techniques.

En plus des cours ou des petits stages de recyclage technique-économique, les conseillers ont aussi des activités de formation et de réflexion sur des méthodologies de communication, la philosophie du mouvement, etc.. Ces actions sont organisées par l'équipe d'animation et de formation d'AACREA. Cette équipe travaille aussi avec les producteurs qui ont des responsabilités dans l'organisation.

L'évaluation des techniciens est faite par le groupe et d'une façon continue. Il faut remarquer aussi que le salaire du conseiller est réglè d'un commun accord entre chaque groupe et son assesseur. Or le groupe est libre de décider d'augmenter son salaire ou même de le licencier.

Dans l'entreprises privée c'est le responsable du service et son équipe de collaborateurs qui font la sélection et l'évaluation du personnel.

Bien que les connaissances techniques soient importantes, l'expérience antérieure et les caractéristiques individuelles de la personne ont beaucoup plus de poids dans les critères de sélection. L'interview personnelle est donc privilégiée par rapport aux autres moyens de sélection.

La formation technique a une place aussi importante que celle de type méthodologique. Il y a même des activités de réflexion sur des thèmes plus généraux, par exemple de formation politique, les problèmes du développement rural, etc...

Toutes ces activités se font en groupe de discussion, avec la participation active de l'équipe de commandement et parfois avec l'animation d'un technicien ou spécialiste qui n'appartient pas à l'entreprise. En plus de leur finalité spécifique ces réunions sont aussi une stratégie pour renforcer "l'esprit de corps".

L'évaluation du personnel est faite par l'équipe de direction, fondamentalement sur l'efficacité dans le travail qui se mesure par les objectifs à atteindre.

Dans le mouvement coopératif, les mécanismes de contrôle ne sont pas très clairs et uniformes, sauf pour le cas de SANCOR où le système ressemble beaucoup à celui de l'entreprise privée, mais il est un peu plus lourd à cause de la bureaucratie coopérative.

Par contre dans les coopératives de l'ACA et de la FACA on trouve plusieurs cas différents: d'abord, chaque coopérative est indépendante du reste de l'organisation pour recruter l'Ingénieur Agronome, et aussi pour établir les conditions du contrat; ceci est un mode de comportement à peu près semblable à celui des CREA, mais dans les coopératives il n'y a pas un processus de formation technique, ni méthodologique, ni philosophique; il n'y a pas, non plus, une structure d'animation. Au contraire, l'ACA veut imposer une surveillance ou une supervision de Buenos Aires. Pour celà, la méthode a du mal à se diffuser, à l'exception de quelques zones.

Section 2: Les processus de relation

2.3.1. La délimitation des frontières relationnelles

Ici, nous nous demandons qui sont les organisations avec lesquelles l'institution maintient des rapports de coopération ou de concurrence ? A quel niveau et de quelle façon se manifestent-ils ?

La Loi de création de l'INTA prévoit la participation des organisations rurales à tous les niveaux de la structure, du Conseil Directif jusqu'à l'agence d'extension, en passant par le Conseil Assesseur de la Station Expérimentale. On voulait une institution ouverte sur le milieu rural. Le Ministre de l'Agriculture de l'époque disait:
"La structure de l'institut recherche fondamentalement l'élimination de la bureaucratie de l'Etat, qui est toujours un facteur négatif dans l'action officielle" (64). Mais, malgré les efforts volontaristes de ceux qui ont créé l'INTA, les normes de fonctionnement, le style de commandement, enfin les

(64) : LA NACION 29/12/56, Discours de fin d'année de M. le Ministre de l'Agriculture. M.A. MERCIER

jeux organisationnels qui ont orienté les stratégies des acteurs, ont abouti à bureaucratiser l'institution.

En tant qu'organisation de l'Etat et d'ailleurs, avec l'autonomie administrative et financière, l'INTA se trouvait pratiquement dans une situation monopolistique de génération et offre de technologie. Or, ses rapports avec l'environnement organisationnel national (65) ont été faibles jusqu'à la moitié des années 70.

Bien qu'il y ait quelques activités de recherche et de vulgarisation en dehors de l'INTA, elles n'avaient pas la puissance ni l'étendue nationale de celle-ci. (voir carte n°4).

Alors, la situation monopolistique nous permet de mieux décrire l'attitude de l'institution à l'égard des autres organisations durant près de 20 ans.

Le schéma de fonctionnement tendait donc à se fermer (66); ce qui selon CHEVALIER et LOSCHAK (67) se caractérise par un comportement centripéte où *"le souci d'améliorer la position dans l'organisation prime sur la nécessité de satisfaire les clients de l'organisation" (68)*; elle est particulièrement sensible au phénomène d'accroissement de l'entropie qui pousse peu à peu l'organisation au blocage et à la crise (69). Sa vie donc *"se caractérise par des longues périodes de dégradation progressive, puis par des bouleversements brutaux impliqués par l'incapacité du système à se réformer" (70).*

En effet, l'INTA a toujours réagi comme un monopole qui n'avait pas besoin d'élargir ses frontières relationnelles, au delà du minimum indispensable pour assurer sa survie, jusqu'au moment où d'autres systèmes d'extension ont commencé à se développer et à être plus importants.

Alors, on a vu en 1973 une autocritique faite par les vulgarisateurs, qui a bouleversé en quelque sorte l'institution (71), et aussi un autre essai de restructuration en 1984 (72).

(65) : Nous parlons d'environnement organisationnel national parce que l'attitude a été différente à l'égard des organisations internationales ou d'autres pays.
(66) : L'idée de fermeture est sans doute un peu forte, mais elle nous permet de mieux analyser la situation.
(67) : CHEVALIER (J.), LOSCHAK (D.), Science Administrative. 1978 (77)
(68) (69) (70) : Ibid.
(71) : INTA, Documento Nacional de Extension Rural. 1974 (26)
(72) : INTA, Resolucion n°598. Creacion de la "Comision de Analisis y Desarrollo Institucional" 21/12/1983. 1983 (27)

Ces deux évènements confirment les affirmations théoriques que nous avons empruntées à CHEVALLIER et LOSCHAK sur la tendance vers la fermeture.

Par ailleurs, le fait que les Conseils provinciaux de Technologie aient commencé à fonctionner 20 ans plus tard et que les accords signés entre l'INTA et les autres organisations provinciales et du milieu rural se soient multipliés à partir des années 70 (voir Tableau n°17), est pour nous la confirmation d'un changement de logique dans les rapports avec l'environnement institutionnel et de l'expansion des frontières relationnelles de l'organisation. Cela signifie donc qu'il y a eu des modifications dans l'image que l'INTA avait d'elle-même.

TABLEAU n°17: Partenaires des accords signés par l'INTA au 30/6/1978

Partenaires	total au 31/12/73	total au 30/6/78
Organisations nationales	19	33
Gouvernements et organisations provinciales	42	74
Organisations communales	—	3
Universités	23	39
Institutions privées	28	60
Organisations Internationales et d'autres pays	7	11
TOTAL	119	220

Source: LA PRENSA, Suplemento especial sobre el INTA. 30/7/78

Les principaux partenaires dans ce processus d'expansion des frontières relationnelles sont les organisations de producteurs dont le mouvement coopératif et la Fédération Agraire Argentine (FAA) sont les "relais" privilégiés pour remplir ses missions et assurer sa survie. L'INTA "*réagit à la menace de crise en se tournant vers sa périphérie et en activant ses relations avec son milieu d'intervention. L'appui de sa clientèle lui permet*

d'échapper à la dégradation entropique et de préserver la stabilité de ses principes d'organisation" (73)

Le mouvement CREA, à l'inverse du modèle français dont il est inspiré, *"se développe en marge (et parfois en face) d'autres mécanismes, en réalisant les activités par impulsion propre" (74)*

A l'origine il était très lié à l'Association des Amis du Sol. Mais la véritable expansion de sa frontière de relations se produit à la fin des années 60 à travers l'accord signé avec la Province de Santa Fe pour promouvoir la formation des groupes chez les petits et moyens exploitants; désormais le mouvement développe quatre types de rapports dans son environnement organisationnel:

- a: Avec d'autres provinces pour l'expansion du nombre de groupes et pour la diffusion de la méthodologie, à travers les cours pour les conseillers possibles.
- b; Avec les entreprises privées en amont de l'unité de production (Cargill, Rhomm et Hass, etc) pour le développement et l'adaptation des technologies.
- c: Avec des banques ou des fondations associées pour développer des études en micro et macro économie dans le secteur rural.
- d: Avec l'INTA pour l'adaptation de technologies.

Parmi ces quatres "fronts de relation" les plus grands et dynamiques sont ceux qui se trouvent dans l'environnement socio-économique (entreprises et banques).

Dans le contexte international, il faut, d'une part, rappeler ses rapports toujours très étroits avec la FNGDEA française et d'autre part, remarquer l'expérience pilote sur l'éducation à distance qui se développe avec l'appui de l'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture (IICA).

---

(73) : CHEVALLIER et LOSCHAK, op. cit.
(74) : MARTINEZ NOGUEIRA (R.), op. cit.

Il s'agit donc d'une institution qui se sent capable de développer ses propres sources d'information technique et économique et aussi d'obtenir le financement nécessaire pour y arriver.

La frontière de relation du DATP, à l'inverse des autres cas que nous avons présenté, a été plus ouverte et définie, même lors du démarrage, notamment avec les entreprises en amont de l'unité de production laitière et avec quelques médias. Il s'agit, bien sûr, des rapports commerciaux qui donnent au DATP une très grande capacité de négociation dans l'environnement économique.

Il a établi aussi des accords avec des usines de machines et de bâtiments pour développer les technologies les plus adaptées au petit et moyen exploitant.

En dehors de ces accords commerciaux (plus de 50), les rapports avec les autres organisations sont aussi dynamiques mais moins formels, donc plus difficiles à identifier et classer.

Dans les services de vulgarisation des coopératives, il est difficile d'établir les rapports avec les entreprises commerciales parce que généralement ce sont les fonctions spécifiques des autres départements.

Par rapport aux accords avec les autres institutions, en général, les coopératives maintiennent des liens privilégiés avec l'INTA, surtout pour l'actualisation technique de leurs conseillers et aussi pour essayer de nouvelles méthodes de travail, tel est le cas de l'accord "INTA-SANCOR". Il y a aussi des accords signés avec quelques universités, pour les mêmes activités.

Il faut remarquer qu'il ne s'agit pas de relations très uniformes car cela dépend du dynamisme des dirigeants coopérativistes des différentes régions, pour matérialiser les accords signés au niveau national et pour en tirer profit.

2.2.2. La légitimité

La légitimité est, pour nous, la justification sociale qui soutient la décision de donner des ressources et de l'autorité à un service de vulgarisation.

Cette justification a deux faces: l'une explicite, que l'on peut repérer à partir des objectifs reconnus, et l'autre implicite qui se dégage de la politique réelle de l'action.

D'après les objectifs de chaque organisation (75) nous voyons que chacune à sa manière, trouve sa justification sociale dans la nécessité d'augmenter la production agricole. Nécessité qui est d'autant plus importante quand on considère que près de 80 % des exportations argentines sont d'origine rurale.

Alors, quiconque contribue de n'importe quelle façon à augmenter la production agricole, aide directement ou indirectement à favoriser la balance commerciale du pays. Telle est à notre avis "la toile de fond" à travers laquelle les vulgarisateurs, les chercheurs, les dirigeants ruraux, les entrepreneurs des industries agro-alimentaires, les politiciens, les enseignants et les étudiants d'agronomie et de médecine vétérinaire trouvent la signification sociale de leurs activités.

Derrière cette argumentation générale on peut préciser des logiques spécifiques pour chaque service. Logiques qui d'ailleurs peuvent être plus ou moins explicites.

Dans le cas de l'entreprises privée il y a toujours le souci de rentabilité et de capacité de concurrence ou de maîtrise du marché. Comme cela dépend de la sécurité, la quantité, la qualité et la régularité de son approvisionnement en matières premières, elle a dû monter un service qui puisse lui assurer la permanence des agriculteurs dans l'activité laitière en face de l'expansion de l'agriculture.

Alors à cause de cela, il faut travailler au moins dans deux domaines: d'une part sur les conditions de travail, étant donné que la profession d'éleveur laitier est la plus pénible de toutes les activités agri-

---

(75) : Se rapporter infra, Section 1, point 1.3. La Doctrine, page 103

coles, surtout quand elle n'est pas assez technifié; et d'autre part sur la rentabilité de cette production pour qu'elle puisse être compétitive à l'égard de l'agriculture.

Dans le mouvement CREA, on notera depuis toujours la préoccupation de former une élite au niveau local ainsi que national, et des entrepreneurs ruraux ainsi que des techniciens.

Pourtant, dans le mouvement coopératif les préoccupations sont plutôt centrées sur la manière de mieux intégrer l'adhérent à la coopérative, tout en restant concurrentielle à l'égard des entreprises privées.

Pour l'Etat, l'INTA est le moyen de moderniser l'agriculture donc d'améliorer ses recettes à travers les impôts (76) et notamment d'équilibrer et d'augmenter le solde de la balance commerciale du pays.

Or, malgré les bouleversements politiques qu'a subi l'Argentine les dernières trente années, l'institution n'a pas été mise en question, bien que pendant environ 5 ans elle ait perdu l'autonomie financière qui lui a été restitué par l'actuel gouvernement.

En résumé, personne ne met en question la course au productivisme.

L'Etat, les entreprises et les associations de producteurs et des universitaires sont d'accord sur la nécessité d'augmenter la diffusion du progrès technique, seul moyen de rattraper le retard technologique de l'Argentine par rapport aux "pays développés".

Personne ne s'oppose, sauf quelques exceptions, au modèle de développement rural qui met en péril les ressources naturelles, l'équilibre démographique d'un pays déjà déséquilibré et l'indépendance des agriculteurs à l'égard des entreprises agro-alimentaires.

Les séminaires ou les congrès organisés par l'AADER en sont la preuve indiscutable. Tout le monde analyse et propose de nouvelles stratégies pour faire du système d'extension une machine de plus en plus performante.

(76) : Il faut remarquer qu'en Argentine il y a une taxe sur les exportations de produits agricoles, qui représente environ 30 % des dépenses de l'Administration Publique.

2.2.3. Les espaces d'expansion

L'espace d'expansion est pour nous, la résultante logique de la délimitation des frontières relationnelles et de la légitimité de l'organisation.

Fondamentalement nous nous demandons comment et où cherche-t-elle à élargir son champ d'action et d'influences ?

Au DATP nous pouvons repérer au moins deux axes d'action; d'une part, nous voyons une stratégie qui tend à diffuser la méthodologie de travail auprès des autres entreprises, en aidant même à son organisation.

Cela est aussi une façon de promouvoir le personnel car quelques techniciens qui travaillaient auparavant dans les équipes zonales sont devenus des coordinateurs régionaux dans une autre entreprise. De cette façon le DATP élargit son champ d'influence et maintient son personnel dans un état de mobilisation, fondamentale pour sauvegarder la dynamique nécessaire dans une entreprises privée.

D'autre part, nous constatons une autre logique qui s'inscrit dans la stratégie d'expansion de l'entreprise dans des zones marginales.

En effet, le DATP travaille en cherchant des solutions techniques de diversification pour des petits exploitants qui font la monoculture du tabac.

Il faut souligner que l'Institut du Tabac de la Province de Corrientes avait demandé à quelques coopératives laitières de les aider à diffuser la production laitière dans ces zones, mais elles ne se sont pas intéressées, alors on a demandé la collaboration de La Serenisima.

Cette expérience est, pour le DATP, une possibilité de plus d'élargir sa marge d'action et de justification sociale, autant à l'intérieur de l'entreprise qu'ailleurs.

Dans le mouvement coopératif nous percevons une tendance très intéressante mais pas encore institutionnalisée.

En effet, depuis environ 5 ans, il y a eu de petites expériences zonales de développement rural plus ou moins globales, qui ont été menées par des dirigeants coopérativistes dans lesquelles participaient aussi d'autres institutions (Ecoles, Banques, Syndicats, etc.). Tel est le cas, parmi d'autres, de l'Association Régionale de Développement Agro-pastoral (ARDA) qui se développe au nord-est de la Province de Santa Fe (77).

Ce type d'expérience a la particularité d'avoir démarré au moment de fortes crises locales soit par des contraintes climatiques, économiques, et/ou institutionnelles, dont le résultat a toujours été la découverte de nouvelles solidarités sociales, de nouvelles fonctions de l'espace rural et de nouveaux rôles des institutions et des acteurs locaux.

Ces expériences sont observées avec beaucoup d'intérêt par d'autres zones ou institutions qui y voient une nouvelle façon de se poser la problématique du développement rural.

Au sommet même de CONINAGRO on analyse ce type de propositions, peut-être, en tant que nouvelle voie de justification sociale et de projection du mouvement coopératif (78).

Dans le mouvement CREA, nous voyons deux types de logiques de projection:
Premièrement, celle que nous appelons "officielle" qui est centrée surtout sur le stockage et la diffusion de l'information technique et économique, notamment à travers les accords signés avec les banques et les entreprises agro-alimentaires.
Deuxièmement, celle que nous appelons "officieuse", car elle n'est pas la conséquence de la politique institutionnelle (au moins de la politique dite), sinon de la stratégie individuelle de quelques membres de l'organisation. Il s'agit d'une projection vers des fonctions techno-politiques ou politiques dans le cadre des gouvernements (national ou provinciaux) et dans des organisations associatives de type syndical ou coopératif.

---

(77) : Voir Revue CYTA (Ciencia y Technologia Agropecuaria), Ministerio de Agricultura y Ganaderia de Santa Fe, n°29, novembre 1982. pp 38-39 (17)
Et aussi, QUAGLIANI (A.), ARDA: Una experiencia de organisacion para el desorrollo agropecuario. (35)
(78) : PAULON (M.), op. cit.

A l'INTA, nous constatons que les argumentations sur son rôle futur s'orientent, plutôt, vers la justification des atouts de l'institution pour remplir une fonction de coordination et d'orientation du développement rural.

En effet, R. BOCCHETO (79) (80) soutient que *"les désarticulations diagnostiquées dans le processus technologique du secteur rural pampéen indiquent que, pour accélérer le développement agro-pastoral à travers l'action orientatrice de l'Etat, il faut nécessairement un élément cataliseur qui facilite un progrès technique rapide dans le contexte politique-institutionnel"*

"Pour cela il faudrait renforcer les structures de ces organisations ou instituts du secteur public qui ont été reconnues comme "institutions" dans le Système National de Technification. Ces institutions sont celles qui en jouant le rôle de force exogène sur les mécanismes du marché, peuvent faciliter une meilleure articulation entre l'Etat, le Système National de Technification et le Secteur productif, et une coordination plus efficace des activités de création et de transfert de la technologie..."(81).

Pourtant, à notre avis, BOCCHETO n'a pas considéré la double signification dialectique, qu'il y a toujours derrière le mot "institution", entre l'instituant et l'institué. Donc si on renforce une organisation qui a déjà un comportement d'institué dans un contexte donné, on n'arrivera jamais à induire les modifications cherchées.

Section 3: Les méthodes d'intervention

La méthode est la *"manière de dire, de faire, d'enseigner une chose suivant certains principes et dans un certain ordre" (82)*

Dans cette section donc, nous présenterons de façon schématique le style de travail de chaque service mais en faisant, surtout, référenve aux principes qui orientent leurs actions et/ou leurs choix méthodologiques.

---

(79) : BOCCHETO (R.), Profundizacion del cambio tecnico en el sector agropecuario: rol de las instituciones tecnologicas. 1982 (30.c)
(80) : Voir aussi: NAUMAN (M.), Propuestas de extension para el desarrollo agropecuario; où l'auteur propose la création d'un "Système Intégré d'Extension Rurale". L'INTA y aurait fondamentalement la fonction de coordination et d'orientation.
(81) : BOCCHETO (R.), op. cit.
(82) : Nouveau Petit Larousse en Couleurs.

2.3.1. L'INTA

Il est généralement accepté, du moins en Argentine, qu'une bonne stratégie d'intervention doit comprendre une combinaison plus ou moins équilibrée de techniques de communication individuelle, de groupe et de masse.

En effet, pour REICHART (83) les résultats obtenus par l'Extension Rurale dépendent de l'habilité ou capacité dans le choix et dans la bonne utilisation de ces méthodes d'enseignement.

Par ailleurs il ajoute qu'on ne peut pas parler d'une méthodologie fixe sinon que celle-ci doit être la résultante de l'imagination, l'habilité et la sagesse de chaque "extensionista" et des caractéristiques socio-économiques et structurelles de chaque zone (84).

A cet égard donc nous en tirons les remarques suivantes:

- Chaque agence d'extension a toujours eu une marge de manoeuvre assez importante pour établir son plan de travail.
- Ces plans peuvent être plus ou moins coordonnés au niveau régional, à travers l'action des Superviseurs zonaux.
- L'assignation du budget de chaque agence est fixé, habituellement, en fonction des dépenses de fonctionnement (loyer, électricité, entretien de voitures, essence, etc..) et non pas selon un programme pré-établi; sauf dans le cas de campagnes spécifiques pour une culture donnée.
- Avec ces marges de liberté, et selon la disponibilité de ressources (humaines et matérielles), chaque agence organise ses activités, ce qui donne une diversité assez grande de cas de figure.

Mais généralement on trouve que tous les extensionistes ont des rapports plus étroits avec 4 ou 5 producteurs (voire parfois une dizaine) pour lesquels ils fournissent un travail plus méticuleux et plus intégral; de temps en temps ils organisent des réunions pour démontrer les méthodes ou les résultats d'une expérience et en plus ils ont aussi quelques

(83) : REICHART (N.), Metodologia de Extension Rural. 1971 (37)
(84) : Ibid.

activités à travers les mas-médias (programmes de radio, articles dans les journaux, publication d'un bulletin technique, etc.).

- Le travail se base donc sur les principes théoriques développés entre autres par ROGERS (E.) et SHOEMAKER (F.) (85) sur le processus de la communication et de l'adoption de l'innovation technique.

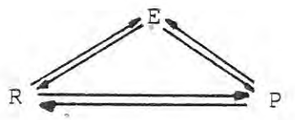
Mais, étant donné le faible encadrement et parfois la maigre disponibilité de ressources pour d'autres activités, les résultats sont très aléatoires.

- On comprend mieux alors, que l'évaluation se fasse sur les activités au lieu de se faire sur les résultats.

En effet, chaque agence doit envoyer tous les mois un rapport codifié et détaillé sur les activités développées. Ces données sont rassemblées à Buenos Aires et traitées par ordinateur.

Il est intéressant de remarquer que normalement les résultats de cette évaluation n'affectent pas l'assignation du budget de l'agence ni, à la limite, les stratégies de travail. Elle est donc, à notre avis, une façon de justifier la centralisation et la bureaucratisation que nous avons déjà décrite et aussi un autre moyen de pression sur les agents de terrain, étant donné qu'elle élargit la marge d'incertitude que maîtrise l'équipe de commandement à l'égard de la base de l'organisation.

- La structure que l'INTA a eu dès sa création (86) lui donnait tous les atouts organisationnels pour mettre en place une approche "Recherche-Développement" (87) à travers un schéma relationnel de type triangulaire (cf. schéma ci-dessous).



R = Recherche
E = Extension
P = Production

(85) : ROGERS (E.), SHOEMAKER (F.), Communications of innovations. 1971 (91)
(86) : Se rapporter à la Deuxième Partie, Chapitre 1, point 1.2., page 75
(87) : Voir TOURTE (R.) BILLAZ (R.), Approche des systèmes agraires et fonction Recherche-Développement. (75) et BILLAZ (R.) DUFUMIER (M.), Recherche-Développement en Agriculture. 1980 (71)

2.3.1. L'INTA

Il est généralement accepté, du moins en Argentine, qu'une bonne stratégie d'intervention doit comprendre une combinaison plus ou moins équilibrée de techniques de communication individuelle, de groupe et de masse.

En effet, pour REICHART (83) les résultats obtenus par l'Extension Rurale dépendent de l'habilité ou capacité dans le choix et dans la bonne utilisation de ces méthodes d'enseignement.

Par ailleurs il ajoute qu'on ne peut pas parler d'une méthodologie fixe sinon que celle-ci doit être la résultante de l'imagination, l'habilité et la sagesse de chaque "extensionista" et des caractéristiques socio-économiques et structurelles de chaque zone (84).

A cet égard donc nous en tirons les remarques suivantes:

- Chaque agence d'extension a toujours eu une marge de manoeuvre assez importante pour établir son plan de travail.
- Ces plans peuvent être plus ou moins coordonnés au niveau régional, à travers l'action des Superviseurs zonaux.
- L'assignation du budget de chaque agence est fixé, habituellement, en fonction des dépenses de fonctionnement (loyer, électricité, entretien de voitures, essence, etc..) et non pas selon un programme pré-établi; sauf dans le cas de campagnes spécifiques pour une culture donnée.
- Avec ces marges de liberté, et selon la disponibilité de ressources (humaines et matérielles), chaque agence organise ses activités, ce qui donne une diversité assez grande de cas de figure.

Mais généralement on trouve que tous les extensionistes ont des rapports plus étroits avec 4 ou 5 producteurs (voire parfois une dizaine) pour lesquels ils fournissent un travail plus méticuleux et plus intégral; de temps en temps ils organisent des réunions pour démontrer les méthodes ou les résultats d'une expérience et en plus ils ont aussi quelques

(83) : REICHART (N.), Metodologia de Extension Rural. 1971 (37)
(84) : Ibid.

activités à travers les mas-médias (programmes de radio, articles dans les journaux, publication d'un bulletin technique, etc.).

- Le travail se base donc sur les principes théoriques développés entre autres par ROGERS (E.) et SHOEMAKER (F.) (85) sur le processus de la communication et de l'adoption de l'innovation technique.

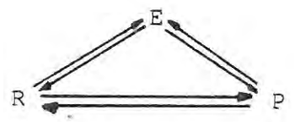
Mais, étant donné le faible encadrement et parfois la maigre disponibilité de ressources pour d'autres activités, les résultats sont très aléatoires.

- On comprend mieux alors, que l'évaluation se fasse sur les activités au lieu de se faire sur les résultats.

En effet, chaque agence doit envoyer tous les mois un rapport codifié et détaillé sur les activités développées. Ces données sont rassemblées à Buenos Aires et traitées par ordinateur.

Il est intéressant de remarquer que normalement les résultats de cette évaluation n'affectent pas l'assignation du budget de l'agence ni, à la limite, les stratégies de travail. Elle est donc, à notre avis, une façon de justifier la centralisation et la bureaucratisation que nous avons déjà décrite et aussi un autre moyen de pression sur les agents de terrain, étant donné qu'elle élargit la marge d'incertitude que maîtrise l'équipe de commandement à l'égard de la base de l'organisation.

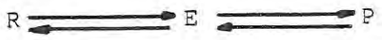
- La structure que l'INTA a eu dès sa création (86) lui donnait tous les atouts organisationnels pour mettre en place une approche "Recherche-Développement" (87) à travers un schéma relationnel de type triangulaire (cf. schéma ci-dessous).



R = Recherche
E = Extension
P = Production

(85) : ROGERS (E.), SHOEMAKER (F.), Communications of innovations. 1971 (91)
(86) : Se rapporter à la Deuxième Partie, Chapitre 1, point 1.2., page 75
(87) : Voir TOURTE (R.) BILLAZ (R.), Approche des systèmes agraires et fonction Recherche-Développement. (75) et BILLAZ (R.) DUFUMIER (M.), Recherche-Développement en Agriculture. 1980 (71)

Pourtant, les jeux institutionnels (88) et la faible participation des agriculteurs dans la fixation des stratégies d'action ont amené l'organisation à utiliser un schéma relationnel de type linéaire (cf. schéma ci-dessous).



2.3.2. Le mouvement coopératif

A propos du mouvement coopératif il est très difficile de parler "d'une" méthodologie de travail. D'une part parce qu'il s'agit en réalité, d'au moins trois organisations différentes. Et d'autre part, parce qu'à l'exception de SANCOR, dans les autres coopératives de deuxième degré la fonction d'extension n'est pas toujours bien définie et spécialisée et en plus il y a des cas où l'Ingénieur Agronome travaille à la coopérative pendant 6 heures par semaine et dans d'autres cas il est là tout le temps.

Les possibilités d'action et les méthodes utilisées sont donc, tout à fait différentes.

Cette diversité est, à notre avis, le reflet de la confusion qui existe au niveau de dirigeants ruraux sur le rôle qu'ils doivent jouer et qu'ils doivent faire jouer à leurs organisations dans le développement rural en général et dans le développement local en particulier.

En résumé, la méthodologie utilisée par SANCOR ressemble beaucoup à celle qu'utilise l'entreprise privée que nous analyson (c'est-à-dire le DATP de La Serenisima), mais elle présente aussi la particularité de proposer aux coopératives de base de gérer elles-mêmes l'approvisionnement de consommations intermédiaires et le service d'insémination artificielle. Par ailleurs, elle propose aussi aux éleveurs laitiers de s'organiser coopérativement pour élever les veaux et les génisses de remplacement.

(88) : voir page 109

Pour SANCOR ces activités sont surtout une façon de retrouver l'esprit coopératif et prendre une distance par rapport aux entreprises privées.

Dans le cas de l'ACA et de la FACA, à vrai dire, chaque "extensionista" fait ce qu'il peut selon sa capacité de se faire un "espace" entre le gérant et les élus de la Commission Directive de la coopérative; et aussi selon ses conditions individuelles (techniques et humaines).

En général et malgré les contraintes que nous venons de présenter, les techniciens des coopératives essayent de travailler sur les trois niveaux dits classiques: individuel, de groupe et massif.

Dans la proposition de l'ACA on privilégie les méthodes de petits groupes, mais sans refuser les autres moyens.

2.3.3. Le D.A.T.P. de "La Serenisima S.A."

De façon générale on peut dire que la méthodologie utilisée par le DATP relève aussi des principes des théories de la communication et de l'adoption technique.

Par ailleurs, il faut reconnaître qu'ils les utilisent avec une efficacité remarquable.

Cependant il faut souligner des particularités très importantes au niveau du modèle opératif que l'on utilise. En effet, ils ont défini quatre lignes d'action (89) :

- a. "Les services techniques": assistance et diffusion technique à travers des visites à l'exploitation, réunions de vulgarisation, utilisation des mas-médias et d'autres moyens dont nous parlerons ci-après.

- b. "Promotion d'intrants clés": il s'agit de "faciliter" l'accès des producteurs aux intrants nécessaires pour assurer la quantité et la régularité dans la production de lait (90).

En concentrant la demande, l'entreprise assure aussi aux producteurs l'obtention de prix plus avantageux et en plus elle leur donne la possibilité de payer en plusieurs fois.

(89) : MARCENARO (L.), op. cit.
(90) : 46 accords ont été signés avec des entreprises en amont de l'unité de production entre 1979 et 1982. Ibid.

Par ailleurs, il peut arriver que l'entreprise assume une partie du coût, par exemple dans le cas où elle est intéressée par l'augmentation du ramassage du lait pendant une période déterminée.

- c. "Création de nouvelles options technologiques": il s'agit de financer ou de promouvoir la recherche de bâtiments plus adaptés ou de machines à traire plus adéquates à certains types de systèmes de production. Généralement ce sont des options technologiques pour les petits exploitants.

- d. "Suivi et production d'information": pour la prise de décisions autant au niveau du DATP qu'au niveau de l'entreprise en général.

Parmi les services techniques nous voulons en souligner trois qui, à notre avis, marquent encore plus la différence par rapport aux autres systèmes d'extension.

- Cours pour les instituteurs des écoles primaires en milieu rural: il s'agit d'une activité davantage développée dans la Province de Buenos Aires (91). Elle consiste à donner des cours pour les instituteurs sur l'agronomie en général et la production laitière en particulier, en facilitant aussi l'utilisation des moyens audio-visuels. Après trois ans de travail ils avaient obtenu la participation d'environ 900 instituteurs, donc, ils avaient touché près de 25.000 élèves (92)

- Réunions avec les "transportistas" et le "personnel de planta": il s'agit d'une stratégie de sensibilisation du personnel de l'entreprise qui est en rapport fréquent avec les producteurs, afin de monter un mécanisme d'information à double voie.

En effet les "transportistas" sont les chauffeurs de camions qui font le ramassage du lait, donc ils voient deux fois par jour les producteurs et ils ont toujours l'occasion de parler avec eux. "Le personnel de planta" sont des employés de l'usine chargés d'établir des rapports administratifs entre l'entreprise et les producteurs ainsi que d'effectuer les contrôles sanitaires de bâtiments de traite; donc ils sont en contact avec les éleveurs au moins une fois par mois.

(91) : La province de Buenos Aires est la seule dans la région pampéenne à avoir des programmes adaptés au milieu rural.
(92) : MARCENARO (L.), op. cit.

Cette stratégie a permis aux techniciens, par exemple de distribuer les bulletins techniques dans un délait très court, de recevoir les demandes d'intrants et même de savoir si un éleveur a besoin de sa visite pour pouvoir solutionner un problème.

- Les grandes réunions de producteurs: ce sont des réunions que l'on organise au moins une fois par an, pour rassembler un grand nombre de producteurs qui travaillent avec l'entreprise.

Elles peuvent avoir lieu dans une station expérimentale ou dans une exploitation bien gérée.

Ces réunions n'ont rien à voir avec d'autres réunions que l'on fait pour démontrer une technique ou une expérience, car:
premièrement: y sont invités tous les producteurs qui travaillent avec l'entreprise et aussi ils peuvent y amener leurs voisins ou leurs amis.
Deuxièmement: il s'agit de réunions de plus de 1000 producteurs, donc les efforts d'organisation sont impressionnants.
Troisièmement: à notre avis, ces réunions ont, pour le DATP, deux objectifs bien précis: d'une part renforcer "l'esprit de corps" entre les producteurs de l'entreprise et lui donner aussi un sentiment d'appartenance et par conséquent marquer la différence avec les autres usines laitières.

D'autre part, faire une démonstration de force à l'intérieur même de l'entreprise pour élargir sa capacité de manoeuvre à l'égard des autres départements.

En résumé, nous pouvons caractériser la méthodologie utilisée par le DATP comme une stratégie d'intégration et de publicité, ce qui d'ailleurs est tout à fait cohérent dans une entreprise privée.

2.3.4. Les groupes C.R.E.A.

La méthode utilisée par les groupes CREA consiste en une réunion mensuelle qui se fait chaque fois dans l'exploitation d'un des membres.

Cette journée de travail a deux parties. Pendant la première partie l'exploitant présente son entreprise et son projet pour l'avenir,

Après, tout le groupe va voir sur le terrain ce qui a été présenté en salle.

Dans la deuxième partie on continue le travail en salle mais ce sont les autres membres du groupe qui prennent la parole pour poser des questions, faire des critiques et aussi des contributions pour améliorer l'exploitation visitée.

Le technicien collabore avec le coordinateur du groupe à l'animation de la réunion et surtout il offre les explications théoriques et scientifiques des phénomènes observés sur le terrain.

Cette méthodologie de travail est inspirée de celle développée en France à l'époque de la Deuxième Guerre Mondiale et que l'on connait généralement par "VOIR-JUGER-AGIR"; et aussi comme "L'entraînement mental" (93)

Il s'agit donc d'une méthode de formation d'adultes destinée à leur apprendre à penser scientifiquement en partant de situations de la vie quotidienne et en prenant les décisions qui s'imposent.

Elle développe aussi les capacités d'expression, de création et d'analyse du milieu. Par ailleurs elle aboutit toujours à l'action et le contrôle des résultats, c'est pour celà que l'on parle de "VOIR-JUGER-AGIR".

Pour en finir, nous tenons à souligner le caractère méthodologique de formation des adultes car il est assez commun en Argentine que l'on parle de la "méthodologie CREA" en tant que méthode d'assistance technique.

---

(93) : Voir CHOSSON (J.F.), L'entraînement mental. 1975 (85)

CONCLUSIONS

Avant de faire une analyse croisée de ces deux ensembles en interraction dynamique: le milieu rural et le système d'extension, nous croyons nécessaire de soulever quelques points qui nous semblent caractériser le système argentin d'extension rural.

Mais tout d'abord, il faut souligner que le modèle utilisé pour tenter de comprendre le système d'extension rural, s'est montré utile pour y arriver, malgré que nous n'ayons pas considéré d'autres variables ou processus possibles.

Par ailleurs nous ne ferons pas "une" conclusion sur l'analyse des organisations (deuxième chapitre) car, au moment d'aborder chaque élément nous les avons déjà comparés.

Par rapport au système même, nous voudrions remarquer:

1. Bien que l'objet du travail de l'extension rurale ait toujours été le milieu rural, son objet de préoccupation ou plutôt le centre qui attire son attention a évolué en suivant une démarche de complexité croissante.

En effet, on a commencé à travailler sur les techniques isolées, après on est passé à une approche plus économique, dans un premier temps, centrée sur les cultures et finalement sur l'unité de production.

Néanmoins, il nous semble qu'une nouvelle étape de ce processus vient de s'entamer, il y a moins de 5 ans.

Nous parlons de la petite région en tant que sujet de réflexion et d'action du système d'extension rurale.

Mais il est vrai que l'idée d'un développement local, intégral et plus ou moins auto-centré n'est pas encore très répandue. Mais il est vrai cependant qu'il y a des petites expériences assez bien réussies.

2. Il nous semble qu'il y a une espèce de substitution, voire de déplacement, entre les diverses organisations dans le rôle de "locomotive" du processus de développement rural.

Ce phénomène, que nous appelons "de relais", à notre avis, a été le suivant: au début du système (deuxième moitié des années 50), l'INTA a joué un rôle fondamental, mais dans le temps il s'essoufle un peu à cause, entre autres, de s'être relativement renfermé sur lui-même, en déclenchant un processus philentropique qui a abouti à la crise institutionnelle du début des années 70.

A ce moment là, le mouvement CREA qui se trouvait en pleine expansion était, en quelque sorte, le centre qui attirait l'attention des autres ingénieurs agronomes, à l'exception bien sûr de ceux de l'INTA, en tant que source d'information et même de formation (94).

A la fin des années 70, ce sont les entreprises privées, notamment le DATP de La Serenisima, qui ont pris "le relais" en valorisant surtout l'intégration des divers canaux de communication.

Il faut remarquer que nous ne faisons pas une comparaison entre ces organisations, car elles ne sont pas comparables, étant donné les différences d'occupation de territoire, de moyens disponibles et de responsabilité sociale.

Ce que nous en retenons ce n'est que le fait de s'être transformé en un cadre de référence pour les autres organisations et pour les ingénieurs agronomes en général pour avoir introduit une nouveauté méthodologique ou d'approche.

3. Enfin, ce qui nous reste à savoir est qui pourra prendre "le relais" dans cette nouvelle étape qui s'amorce: celle du développement local.

A notre avis, il y a trois possibilités:

- a. L'INTA, à condition qu'il puisse sortir renforcé du processus de restructuration dans lequel il se trouve depuis 10 ans, environ.

(94) : Il faut souligner qu'à notre avis, l'influence du mouvement CREA sur le milieu rural a été généralement médiatisée à travers les ingénieurs agronomes extra-CREA et non pas directement sur les producteurs "extra-CREA" comme l'affirme MARTINEZ NOGUEIRA (R.), op. cit.

- b. Le mouvement coopératif, si certaines expériences arrivent à "s'instituer" dans l'institution.

- c. Les Conseils Provinciaux de Technologie. Dans ce cas, il n'y aura pas une seule institution qui "jouera le rôle de locomotive" dans tout le pays, sinon que cela prendra différentes formes selon les rapports de force dans chaque province.

CONCLUSION

CONCLUSION

La création de l'INTA est, pour nous, le point de départ du système national d'extension, étant donné qu'elle constitue la proposition d'une nouvelle philosophie, de nouveaux objectifs et stratégies et aussi de nouvelles méthodologies de travail.

A ce moment là, en pleine période de stagnation de l'appareil de production agricole on considérait, et d'ailleurs on considère encore aujourd'hui, que la seule solution pour s'en sortir serait l'apport de techniques modernes de production en prenant pour exemple les "pays avancés".

"Les critères de productivité et de rentabilité devaient être le fil conducteur de ce changement technique" (1)

Cela est pour nous la "pierre angulaire" qui nous permet de comprendre les mythes qui se sont créés dans les années 50 et qui ont orienté la politique agricole réelle, surtout dans le domaine de la recherche agronomique et de l'extension rurale, ainsi que la formation des ingénieurs agronomes.

Le mythe du modèle unique de développement

Il est vrai qu'à cette époque là, les techniques de production agricole que l'on utilisait en Argentine étaient assez dépassées, par rapport à celles que le progrès scientifique avait permis de mettre au point.

Il est vrai aussi que ce progrès scientifique s'était développé notamment aux Etats Unis et dans les pays de l'Europe de l'Ouest.

Donc, il fallait copier et, plus ou moins, adapter ce que l'on faisait ailleurs pour rattraper le retard technologique.

---

(1) : BORDENAVE (S.), BORDENAVE (L.), op. cit.

or, ce qui a été vrai dans les années 50, car on ne pouvait pas, peut-être, faire autrement, est devenu un mythe qui subsiste encore aujourd'hui.

A notre avis, ce mythe a produit une espèce de "complexe d'infériorité" chez plusieurs chercheurs et les ingénieurs agronomes en général.

On peut le constater, par exemple, en regardant la plupart des travaux de recherche sur le secteur rural argentin, où on fait, presque toujours, des comparaisons entre les niveaux d'utilisation d'engrais et de pesticides ou les niveaux de rendement à l'hectare, dans les pays dits "de pointe" et l'Argentine.

Ces comparaisons, à notre avis, supposent généralement l'existance d'un état idéal de développement ou de croissance qui puisse se mesurer par la consommation d'intrants.

Bien que parfois, ces travaux ne cherchent qu'à démontrer la nécessité d'une politique de prix plus avantageuse pour ces produits, celà n'annule pas notre affirmation.

La conséquence la plus grave que nous voyons à ce mythe est la confusion qu'il entraîne sur le potentiel productif de notre pays (2).

Cette confusion est doublement dangereuse car, dans le cas où l'Argentine aurait un potentiel supérieur à celui du pays que l'on prend comme référence, nous n'arriverons jamais à réaliser totalement le notre.

Par contre, dans le cas où nous aurions un potentiel inférieur, nous ne pourrions jamais atteindre les niveaux de développement de l'autre pays.

Alors, dans les deux cas, le milieu rural argentin est dans un processus de "mal-développement".

---

(2) : Il faut souligner que quand nous parlons de potentiel productif nous pensons au potentiel naturel ainsi qu'au potentiel humain.

Le mythe de la neutralité de la technologie

Chez les ingénieurs agronomes et même chez les dirigeants ruraux l'idée la plus répandue est que la technologie est quelque chose de socialement neutre et bonne du point de vue étique.

Donc, pour accélerer le processus de développement il suffirait de disposer d'un encadrement plus lourd ou de promouvoir la création de services privés d'assistance technique.

Alors, on peut mieux comprendre la coïncidence assez forte qu'il y a entre les logiques de fonctionnement des services d'extension de l'Etat, celles des associations paysannes et celles des entreprises privées.

Le modèle de développement rural - Une critique du productivisme

En Argentine tout le monde est plus ou moins d'accord sur le fait que l'extension rurale est un processus éducatif (3).

Mais, *"il n'existe pas d'éducation sans modèle de référence"* (4)

Or, le modèle de développement rural choisi en Argentine est, sans aucun doute, celui du productivisme.

Il trouve sa légitimité, depuis 30 ans, dans le rôle que joue l'agriculture dans l'équilibre de la balance commerciale du pays. Maintenant il se justifie aussi dans les exigences qu'impose la dette extérieure.

Le modèle productiviste ou d'agriculture industrielle a été largement analysé par plusieurs auteurs (5). Il est reconnu qu'il impose un un schéma d'accumulation urbaine, qu'il augmente la dépendance économique,

---

(3) : Voir la définition d'extension rurale donnée par l'AADER, page
(4) : CHOSSON (J.F.), L'entraînement mental. 1975 (85)
(5) : Ceux que nous avons consulté sont:
- BADUOIN (R.), Economie Rurale. 1971 (46)
- BRUM (A.J.), Modernizaçao da agricultura. 1985 (48)
- CHAVAGNE (M.), L'agriculture industrielle en crise. 1984 (56)
- MAZOYER (M.), Origines et mécanismes de reproduction des inégalités régionales de développement en Europe. 1981 (56)
- MICHAILOF (S.), Les apprentis sorciers du développement. 1984 (57)
- PLASSARD (F.), Autonomie au quotidien. 1984 (60)
- ROSIER (B.), Le développement économique, processus univoque ou produit spécifique d'un système économique ?. 1983 (61)
- SACH (I.), Stratégies de l'écodéveloppement. 1980 (62)
- SAGASTI (F.), Les deux civilisations et le processus de développement. 1980 (63)
- TIREL (J.C.), Le débat sur le productivisme. 1983 (68)

financière, et technologique de l'unité de production agricole à l'égard des entreprises agro-alimentaires, etc.

Cependant, nous voudrions faire quelques remarques pour le cas de l'Argentine:

- L'agriculture industrielle exige une spécialisation de plus en plus poussée des unités de production, pour pouvoir rester compétitive.

Or, dans un pays où l'environnement politique et économique est très instable, elle augmente donc la fragilité des unités de production.

- L'Argentine est depuis toujours un pays "de villes".

A l'inverse d'autres pays, au moment où on commence le processus de modernisation de l'agriculture, il n'y avait pas tellement de monde dans le milieu rural.

Etant donné que les modèles productivistes favorisent l'exode rural vers les villes, on a contribué donc à l'augmentation des déséquilibres démographiques dans un pays déjà déséquilibré.

- Les conditions écologiques ont toujours été le principal atout productif de l'Argentine, mais les problèmes d'érosion et d'épuisement du sol ne font que s'agraver ces dernières années.

- L'agriculture industrielle exige l'utilisation accrue de produits chimiques dont l'Argentine importe presque la moitié.

- Par ailleurs, ces produits sont de plus en plus chers sur le marché international, ou, au moins, leurs valeurs marchandes ne baissent pas de la même façon que les prix internationaux des produits agricoles.

- Enfin l'agriculture industrielle coûte cher, car elle exige des sécurités à travers les mécanismes de prix, de contrôle du marché, etc.

Alors, nous nous demandons: est-ce que le secteur industriel argentin est capable de (ou disposé à) assumer ce coût ?

Bref, en suivant I. SACH, nous tenons à penser que les argentins, *"prisonniers de l'évènementiel et du conjoncturel, nous nous sommes acharnés à ne pas voir les cassures structurelles survenant au sein de notre société. Le dynamisme conservateur nous pousse à penser que la solution de tous les problèmes consiste en une fuite en avant: plus de la même chose, comme si la croissance économique à elle seule suffisait à tout résoudre, indépendamment de comment elle se fait, à qui elle profite et qui elle sacrifie, quels sont les contenus, quel est aussi son prix social et environnemental ..." (6)*

Alors quoi ? - Réflexions sur l'avenir

Pour terminer, nous voudrions introduire quelques réflexions et nous poser aussi quelques questions sur l'avenir; mais sans les développer car elles seront des hypothèses de travail de nos recherches futures.

Evidemment, nous croyons que le modèle de développement rural choisi en Argentine a pris le secteur rural dans un piège. A la limite, on peut dire que le développement agricole met en péril le développement rural.

Alors sur ce point nous nous demandons:

1. Qu'est ce qu'en pensent les syndicats de producteurs, les associations d'ingénieurs agronomes et les enseignants des Facultés d'agronomie ?
2. Comment fonctionnent réellement ces institutions ?
3. Quel rôle ont elles joué ces trente dernières années ?

Mais, s'il est vrai que le "développement agricole risque de tuer le développement rural"; que faire ?

Nous ne pouvons pas répondre en détail à cette dernière question.

Néanmoins, nous pouvons donner quelques principes de base, selon notre point de vue exprimé dans le cadre théorique.

---

(6) : SACH (I.), Stratégies de l'écodéveloppement. 1980 (62)

D'abord il faut reconnaître que l'on ne peut pas détruire le modèle productiviste pour trois raisons:

- Premièrement parce qu'il est très ancré dans notre formation, donc il appartient déjà à notre échelle de valeurs. On ne peut pas se détruire soi-même.

- Deuxièmement parce qu'il a aussi des côtés positifs qu'il faut garder et placer dans un autre contexte.

- Troisièmement parce que la destruction coûte toujours cher, à tous points de vue, et d'ailleurs elle ne conduit nulle part. *"Toute destruction se paye et pour longtemps" (7)*

Ensuite, il faut comprendre *"qu'en matière de développement humain, qu'on le veuille ou non, telle est la situation de contrainte et de pénurie que ce sont les moyens qui dominent les fins. Cela n'est d'ailleurs nullement gênant du point de vue moral, bien au contraire, puisque tout compte fait ce sont les hommes qui représentent précisément les moyens. L'immoral serait de vouloir les subordonner aux fins que l'on s'est fixées pour eux." (8)*

En matière de développement, l'homme présente donc toujours ce caractère double d'être à la fois la fin et le moyen.

Or, la formation et la participation sont au coeur même du processus de développement.

Nous insistons là dessus car nous sommes convaincus qu'en Argentine on a fait souvent de l'information et même de la manipulation au lieu de la formation et de la participation.

Enfin, il faut prendre en compte les diverses fonctions de l'espace rural (9).

---

(7) : CROZIER (M.), On ne change pas la société par décret. 1982 (53)
(8) : Ibid.
(9) : CHOSSON (J.F.), Document de travail n°1. 1982 (52)

En effet, le modèle productiviste se centre davantage sur la fonction "économique de production agricole" de l'espace rural.

Pourtant il y a aussi d'autres fonctions "économiques", par exemple celles des petites industries, de l'artisanat, des services, etc..

Par ailleurs, il y a encore la "fonction sociale", la "fonction culturelle" et la "fonction biologique" de l'espace rural.

Prendre en compte toutes les fonctions de l'espace rural nous amènera à réfléchir sur d'autres modèles possibles de développement rural, qui soient capables de contribuer à solutionner certains problèmes de la société globale, tel que la chômage par exemple.

Mais il faut réagir vite car *"aucun projet ne peut se greffer sur un territoire mort. Il faut donc réhabiliter les autres entrées du développement: un projet social, une animation socio-culturelle réussie peuvent conduire à terme à une dynamique beaucoup plus large de prise en charge par les acteurs, de la vie locale dans toutes ses dimensions" (10)*

Le grand défi intellectuel est donc de trouver un modèle de développement rural adaptable aux potentialités de notre milieu rural, capable de produire les richesses dont a besoin notre pays et d'être plus solidaire des générations futures.

Or, il doit chercher cet équilibre toujours instable entre l'hétéronomie qui assure la cohésion sociale et l'autonomie riche en relations et créatrice à la base.

Finalement, ce modèle doit se traduire en faits. Autrement dit, il doit être l'objet d'une politique. Mais, d'une politique réelle, bien sûr.

---

(10) : PATOUREAUX (D.), REBILLET (M.), VELEINE (Ch.), Sur la scène du local.. 1984. (59)

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

I - Economie et Agriculture Argentines

II - Système Argentin d'Extension Rurale

III - Analyse du développement rural

IV - Approche de systèmes - Recherche-Développement

V - Analyse d'organisations

VI - Divers

BIBLIOGRAPHIE

I - ECONOMIE ET AGRICULTURE ARGENTINES

1 - . CENTRO DE ESTUDIOS Y PROMOCION AGRARIA (CEPA) Buenos Aires. - El sector agropecuario pampeano en la Década del '70: Un analisis a traves de sus principales producciones. - Buenos Aires: CEPA, 1983. - 164 p.

2 - . CIRIO (F.). - Evolucion reciente y perspectivas de crecimiento de la agricultura en la Region Pampeana. - Buenos Aires: Proyecto Alternativas de Politica Agraria (PPA), 1984. - 135 p. - (Documento n°6)

3 - . DIAZ ALEJANDRO (C.). - Ensayos sobre la historia economica argentina. - Buenos Aires: Amorrortu, 1975. - 455 p.

4 - . DOCUMENTATION FRANCAISE (LA). - L'économie de l'Argentine. - Paris: La Documentation Française, 1967. - 32 p. - (Notes et études documentaires N°3.376)

5 - . FLICHMAN (G.). - L'Agriculture argentine dans le marché international: (1890-1983). Première Partie. - Montpellier: Laboratoire d'Economie Internationale (INRA - IAMM), 1984. - 52 p.

6 - . FURTADO (C.). - Politique économique de l'Amérique Latine. - Paris: SIREY, 1970. - 280 p.

7 - . GAIGNARD (R.). - L'Argentine, une nation agricole en crise, in Problèmes de l'Amérique Latine, N°31, avril. 1974, pp. 73-103.

8 - . GIBERTI (H.). - El desarrollo agrario argentino. - Buenos Aires: EUDEBA, 1964. - 96 p.

9 - . MUANI (J.). - Caracterisación agropecuaria de la Provincia de Santa Fe (República Argentina). - Borgo a Mozzano (Lucca) Italia: (Centro de Studi Agricoli, 1982. - Roneo, 21 p. - (Ensayo presentodo para el 29° Curso de Extension agricola y Desarrollo Rural)

10 - . MUANI (J.). - L'évolution du système de production agricole du Sud de Santa Fé (Argentine) et ses relations avec la structure sociale. - Montpellier: Institut Agronomique Méditerranéen (IAM), 1985. - 16 p. - (Essai lère Année)

11 - . OBSCHATKO (E.) et al. - Transformaciones en la agricultura pampeana: Algunas hipótesis interpretativas. - Buenos Aires: Proyecto Alternativas de Politica Agraria (PPA), 1984. - 50 p. - (Documento n°3 version preliminar)

12 - . PIÑEIRO (M.). - Reflexiones para la politica tecnológica agropecuaria. - Buenos Aires: Proyecto Organizacion de la Investigacion Agropecuaria (PROAGRO), 1984. - 29 p. - (Documento N°3)

13 - . RAS (N.). - Una interpretacion pobre el desarrollo agropecuario de la Argentina. - Buenos Aires: Hemisferio Sur, 1977. - 288 p. - 2da édicion.

14 - . ROUQUIE (A.). - L'Argentine.- Paris: PUF, 1984. - 128 p. - (Que sais-je ?)

15 - . SABATO (J.F.). - La Pampa pródiga: Claves de una frustracion - (El agro pampeano argentino y la adopcion de tecnología entre Buenos Aires: Centro de Investigaciones Sociales sobre el Estado y la Administracion (CISEA), 1980. - 103 p. - (Serie Ensayos y tesis).

16 - . TORT (M.I.). - Los contratistas de maquinaria agricola: una modalidad de organisacion economica del trabajo agricola en la Pampa humeda. - Buenos Aires: Centro de Estudios e Investigaciones Laborales - CEIL, 1983. - 145 p. - (Documento de Trabajo N°11)

II - SYSTEME ARGENTIN D'EXTENSION RURALE

17 - . ARDA: Agrupacion Regional de Desarrollo Agropecuario, in CyTA (Ciencia y Tecnologia Agropecuaria. Revista del Ministerio de Agricultura y Ganaderia de Santa Fe) N°29, noviembre 1982. - pp. 38-39.

18 - . ASOCIACION ARGENTINA DE EXTENSION RURAL (AADER) Buenos Aires. - Brochure.

19 - . ASOCIACION DE COOPERATIVAS ARGENTINAS (ACA) Buenos Aires. - Sistema de extension cooperativo: Bases de organizacion y funcionamiento. - Buenos Aires: ACA, Sd. - 21 p.

20 - . BORDENAVE (M.S.). - Le système éducatif argentin et l'intervention de l'INTA comme institution de formation. - Montpellier: Institut Agronomique Méditerranéen, 1977. - 77 p. - (Mémoire)

21 - . BORDENAVE (M.S.) BORDENAVE (L.). - Recherche - Vulgarisation et Transformation de structures de production: Le programme "Pomme de terre" de l'INTA au SEBA (Argentine). - Montpellier: Institut Agronomique Méditerranéen, 1977. - 165 p. - (Thèse CIHEAM Master of Science)

22 - . CONSEJO DE TECNOLOGIA AGROPECUARIA DE LA PROVINCIA DE SANTA FE. - Actividades, logros y proyeccion futura. - Santa Fe: INTA Rafaela, 1983. - 13 p.

23 - . FEDERACION ARGENTINA DE ASOCIACIONES DE INGENIEROS AGRONOMOS (FADAIA) Santa Fe. - Congreso Nacional de Enseñanza Agropecuaria. 28-30/IX/78. - Santa Fe: FADAI, 1978. - multipag. - (Cuaderno de trabajo)

24 - . FRAGA (C.). - Microprocesos o Macropragramas ? - communicacion a las 3° Jornades Nacionales de Tecnologia para el Desarrollo del Sector Agropecuario, organizadas par la Asociacion Argentina de Extension Rural (AADER), Buenos Aires, setiembre 1985.

25 - . INFANTE (M.) (Coordinator del estudio). - Analisis de la evolucion del Consejo de Tecnologia Agropecuaria - Provincia de Santa Fe (version preliminar). - Santa Fe: Instituto Interamericano de Cooperacion Agricola (IICA) Oficina para Argentina, 1983. - 132 p.

26 - . INSTITUTO NACIONAL DE TECNOLOGIA AGROPECUARIA (INTA) Buenos Aires. - Documento Nacional de Extension Rural. - Buenos Aires: INTA, 1974. - 34 p.

27 - . INSTITUTO NACIONAL DE TECNOLOGIA AGROPECUARIA (INTA) Buenos Aires. - Resolucion 598/83: Creacion de la Comision de Analisis y Desarrollo Institucional

28 - . INSTITUTO NACIONAL DE TECNOLOGIA AGROPECUARIA (INTA) Buenos Aires. - Lincamientos generales para la Comision de Analisis y Desarrollo Institucional del INTA. - Buenos Aires: INTA, 1984. - Roneo 8 p.

29 - . INSTITUTO NACIONAL DE TECNOLOGIA AGROPECUARIA (INTA) Buenos Aires. - La Argentina agropecuaria y el INTA. - Brochure.

30 - . JORNADAS NACIONALES SOBRE LA TECNIFICACION EN EL DESARROLLO DEL SECTOR AGROPECUARIO. Buenos Aires, 26-29 octubre. 1982 (Organizadas par Facultad de Agronomia de Buenos Aires)

communications de:

a - ARROYO (R.) MORENO (J.). - Servicios provinciales de tecnificacion, su organizacion y complementacion con los servicios nacionales y otros.

b - BIGNOLI (D.) SPERONI (N.). - Los profesionales en el libre ejercicio de su profesion y la adopcion de tecnologia.

c - BOCCHETO (R.). - Profundizacion del combio técnico en el sector agropecuario: Rol de las instituciones tecnológicas.

d - BONETTO (R.). - Servicios técnicos del movimiento cooperativo y Federacion Agraria Argentina.

e - CAPILOUTO (V.). - Las empresas privadas productoras de tecnologia.

f - FEDERACION ARGENTINA DE COOPERATIVAS AGRARIAS (FACA) Buenos Aires. - FACA y el servicio de asistencia tecnico agronomico con sus cooperativas afiliadas.

g - FOULON (M.). - Los Consorcios Regionales de Experimentacion Agricola (CREA) come agentes de tecnificacion.

h - GARCIA (U.). - El proceso de tecnificacion en la Argentina en el momento de la concepcion del INTA: Fundamentos de su creacion y objectivos que cumplió come factor de promocion de la tecnologia.

i - IGLESIAS (E.) SZWIMER (M.). - El papel de las escuelas agricolas y centros de capacitacion de nivel medio: su importancia en la formacion profesional.

j - MARCENARO (L.). - Un programma privado de desarrollo tambero: Informe de la tarea de asistencia técnica a los productores de "La Serenisima".

k - NAUMAN (M.) HARDOY (O.) LEMOS (O.). - Evolucion del Servicio de extension, metodologia y planes actuales de extension y fomento del INTA.

l - REICHART (N.). - Organizacion del Servicio de Extension Agropecuaria del INTA en su etapa inicial y periodo de consolidacion.

m - SANCOR. - Las organizaciones de productores, sus acciones y participacion en el proceso de tecnificacion.

n - CARNE (J.). - Sistema de extension agraria de ACA.

o - CARGILL S.A. . - Promocion y asesoramiento técnico como elemento par la transferencia de tecnologia en el sector agropecuario.

p - NESTLE S.A.. - Asistencia NESTLE a los productores de leche .

31 - . MARTINEZ NOGUEIRA (R.).- Los Consorcios Rurales de Experimentación Agricola: Evolución e impacto. - Buenos Aires: Proyecto Organizacion de la Investigacion Agropecuaria (PROAGRO), 1984. - 40 p. - (Documento N°6 - version preliminar)

32 - . NAUMAN (M.). - Propuestas de extension para el desarrollo agropecuario. - Comunicacion a las 3° Jornadas Nacionales para el Desarrollo del Sector Agropecuario, organizadas par la Asociacion Argentina de Extension Rural (AADER). Buenos Aires, setiembre 1985.

33 - . PAULON (M.). - L'Extension en funcion institucional. - Comunicacion a las 3° Jornadas Nacionales de Tecnologia para el Desarrollo del Sector Agropecuario, organizadas par la Asociacion Argentina de Extension Rural (AADER) Buenos Aires, setiembre 1985.

34 - . PRODUCIR Y TRANSFERIR TECNOLOGIA PARA VIGORIZAR EL SECTOR AGROPECUARIO DEL PAIS, in LA PRENSA, 30/7/78, suplemento especial.

35 - . QUAGLIANI (A.). - A.R.D.A.: Una experiencia de organizacion para el desarrollo agropecuario. - sl: sn, sd. - Roneo 10 p.

36- . REICHART (N.). - Planteamiento general del problema. - Comunicacion al 1° Seminario Nacional de Extension Rural, organizada par INTA. - Rio III (Cordoba) 1962.

37 - . REICHART (N.). - Metodologia de Extension Rural. - Comunicacion a las Jornadas de Extension y Fomento, organizadas par INTA. Parana (Entre Rios) 1971.

38 - . REICHART (N.). - Filosofia de Extension Rural. - Comunicacion a las jornadas de Extension y Fomento, organizos par INTA. Parana (Entre Rios) 1971.

39 - . REICHART (N.). - Extension - Communicacion - Educacion. - in DIALOGUEMOS, N°2 - 1983. - pp. 3-8.

40 - . REICHART (N.). - Extension Rural en el Proyecto INTA. II: Reflexiones y propuestas. - Buenos Aires: sn, 1984. - Roneo, 12 p.

41 - . REICHART (N.). - Extension Rural en funcion institucional. - Comunicacion a las 3° Jornadas Nacionales de Tecnologia para el Desarrollo del Sector Agropecuario, organisadas par la Asociacion Argentina de Extension Rural (AADER). Buenos Aires, setiembre 1985.

42 - . RENARD (A.) GOROSTIAGA (E.). - Cuenca lechera del area de influencia de Rosorio - Tomo VIII: Extension Santa Fe: Ministerio de Agricultura y Ganaderia, 1978. - 107 p. - (1° impression)

43 - . RENARD (A.) WEBER(J.) MUANI (J.). - Informe sobre la actividad de cooperacion tecnica desarrolloda en la Provincia de Neuquen. - Rosario: sn, 1983, Roneo, 15 p. - (Informe presentado al Instituto Interamericano de Cooperacion Agricola - IICA - Oficine para Argentina).

44 - . RENARD (A.) WEBER (J.) MUANI (J.). - Informe sobre la actividad de cooperacion tecnica desarrolloda en la Provincia de La Pampa.- Rosario: sn, 1983. - Roneo, 14 p. - (Informe presentado al Instituto Interamericano de Cooperacion Agricola - IICA - Oficina para Argentina).

45 - . VERDEJO (A.). - Informe sobre aspectos de Extension Agrapecuaria. - Buenos Aires: INTA, 1962. - 42 p. - (Serie Informes Tecnicos N°53)

III - ANALYSE DU DEVELOPPEMENT RURAL

46 - . BADOUIN (R.). - Economie Rurale. - Paris: Armand Colin, 1971. - 598 p. - (Collection U)

47 - . BELLONCLE (G.). - Le développement rural intégré: du concept à l'application. - in OPTIONS MEDITERRANEENNES, Série Etudes. 1983. pp. 13 - 19.

48 - . BRUM (A.J.). - Modernizacao da agricultura: Trigo e soja. - Ijui (Brasil): FIDENE, 1985. - 318 p.

49 - . CASSE (P.). - Participation et développement (Réflexions et commentaires d'un sociologue sur la participation des populations au développement). - Washington: Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), 1981. - 136 p. - (Document d'Etude de l'Institut de Développement Economique de la Banque Mondiale - IDE).

50 - . CHAVAGNE (Y.). - L'agriculture industrielle en crise. - Paris: SYROS, 1984. - 125 p. - (Alternatives économiques)

51 - . CHOMBART de LAUWE (P.H.). - La culture et le pouvoir: transformations sociales et expressions novatrices. - Paris: L'Harmattan, 1983. - 386 p. - (Changements)

52 - . CHOSSON (J.F.). - Document de travail n°1. - Montpellier: Institut Agronomique Méditerranéen, 1982. - 16 p. - (TRONC COMMUN - Module 12. Introduction à l'Administration du développement.)

53 - . CROZIER (M.). - On ne change pas la société par décret. - Paris: GRASSET, 1982. - 310 p. - (Pluriel) 2ème édition.

54 - . LIEUPOLT (M.). - Problèmes essentiels au développement rural intégré: concepts, application, instruments. - in Rapport sur le Séminaire FAO/FNVAP sur la Planification Agricole et la Population. - Saint Julion's, Malte, 1974. - pp. 68-83.

55 - . MALASSIS (L.). - Ruralité, éducation, développement. - Paris: MASSON-UNESCO, 1975. - 127 p. - (Sciences Agronomiques)

56 - . MAZOYER (M.). - Origines et mécanismes de reproductions des inégalités régionales de développement agricole en Europe. - Communication au Congrès de l'Association Européenne des Economistes Agricoles, Belgrade, Septembre 1981.

57 - . MICHAILOF (S.). - Les apprentis-sorciers du développement. - Paris: Economica, 1984. - 266 p. - (Coopération et développement)

58 - . MOLINIER (J.). - Quelques définitions et approches pour faire un constat social en vue de programmer une politique agricole. - Extrait d'Eléments pour l'élaboration de programmes de vulgarisation agricole, par J.L. SALINAS. - Montpellier: Institut Agronomique Méditerranéen, 1985. - pp. 107-116. - (U.V.54 - Elaboration d'un programme d'encadrement et de vulgarisation)

59 - . PATOUREAUX (B.) REBILLET (M.) VELEINE (C.). - Sur la scène du local: Des personnages en quête d'identité: Les agents de développement. - Extrait des CAHIERS DE L'ANIMATION, mars 1984. - 13 p.

60 - . PLASSARD (F.). - Autonomie au quotidien: réponse à la crise ?. Rôle et sens des micro-initiatives. - Lyon: Chronique Sociale, 1984. - 154 p.

61 - . ROSIER (B.). - Le développement économique, processus univoque ou produit spécifique d'un système économique ?: une approche en terme de type de développement. - in ECONOMIE ET SOCIETES, cahiers ISMEA, Série F, n°29, 1983. - pp. 365-403.

62 - . SACH (I.). - Stratégies de l'écodéveloppement. - Paris: Editions ouvrières, 1980. - 140 p. - (Développement et civilisations)

63 - . SAGASTI (F.). - Les deux civilisations et le processus de développement. - in PERSPECTIVES, vol X, n°2, 1980. - pp. 133-149.

64 - . SALINAS (J.L.). - Analyse diagnostique des structures sociales. - Montpellier: Institut Agronomique Méditerranéen - I.A.M. -, 1984. - 61 p. - (Tronc commun)

65 - . SALINAS (J.L.). - Institution et développement: Dossier. - Montpellier: I.A.M., 1985. - 47 p. - (U.V.23: Analyse des institutions et développement)

66 - . SALINAS (J.L.). - Concepts et méthodes pour l'identification et l'analyse des acteurs du développement agricole: dossier d'études. - Montpellier: I.A.M., 1985. - 51 p. - (U.V.34: Acteurs du développement)

67 - . SALINAS (J.L.). - Eléments pour l'élaboration de programmes de vulgarisation agricole. - Montpellier: I.A.M., 1985. - 155 p. - (U.V.54: Elaboration d'un programme d'encadrement et de vulgarisation).

68 - . TIREL (J.C.). - Le débat sur le productivisme. - in ECONOMIE RURALE, n°155, mai-juin 1983. - pp. 23-30.

69 - . VULGARISATION ET DEVELOPPEMENT AGRICOLE. - in ECONOMIE RURALE, n°159, janv-fév 1984. - 71 p.

IV - APPROCHE DE SYSTEMES - RECHERCHE - DEVELOPPEMENT

70 - . BERTALANFFY (L. von.). - Teoria general de los sistemas. - Mexico: Fondo de Cultura Economica, 1980. - 311 p.

71 - . BILLAZ (R.) DUFUMIER (M.). - Recherche et développement en agriculture: développement en zones arides. - Paris: PUF, 1980. - 190 p. - (techniques vivantes)

72 - . JOUVE (P.). - Intérêts et exigences méthodologiques d'une approche systémique de la production agricole. - in LA GAZETTE DES SYSTEMES, n°4, 1985. - pp. 67-80.

73 - . ROSNAY (J. de.). - Le macroscope: vers une vision globale. - Paris: SEUIL, 1975. - 305 p. - (Points)

74 - . SARAVIA (A.). - Un enfoque de sistemas para el desarrollo agricole. - San José (Costa-Rica): Instituto Interamericano de Cooperacion Agricola (IICA), 1983. - 273 p. - (Série Desarrollo Institucional, n°11)

75 - . TOURTE (R.) BILLAZ (R.). - Approche des systèmes agraires et fonction Recherche - Développement: Contribution à la mise au point d'une démarche. - in AGRONOMIE TROPICALE, XXXVII, n°13. - pp. 223-232.

V - ANALYSE D'ORGANISATIONS

76 - . BERNOUX (P.). - La sociologie des organisations: initiation. - Paris: SEUIL, 1985. - 363 p. - (Points)

77 - . CHEVALIER (J.) LOSCHAK (D.). - Science Administrative. - Paris: Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1978. - Tome I: Théorie Générale de l'Institution Administrative. - 576 p. - Tome II: L'Administration comme organisation et système d'action. - 697 p.

78 - . CROZIER (M.) FRIEDBERG (E.). - L'acteur et le système. - Paris: SEUIL, 1977. - 437 p. - (Points)

79 - . GELINIER (O.). - Le secret des structures compétitives. - Paris: Hommes et Techniques, 1966. - 262 p.

80 - . HENAO (O.). - Sociologie des organisations. - Montpellier: I.A.M., 1982. - 14 p. - (Module 35: Organisations agricoles)

81 - . LOURAU (R.). - L'instituant contre l'institué: essais d'analyse institutionnelle. - Paris: Anthropos, 1969. - 169 p. - (Sociologie et révolution)

82 - . MORIN (P.). - Le développement des organisations et la gestion de ressources humaines. - Paris: DUNOD, 1983, 166 p. - (2e ed. augmenté)

83 - . MORIN (P.). - Le management et le pouvoir. - Paris: Les éditions d'organisation, 1985. - 179 p.

VI - DIVERS

84 - . BERTRAND (J.P.) LAURENT (C.) LECLERQ (V.). - Le monde du soja. - Paris: La Découverte/Maspero, 1983. - 122 p. - (Repères)

85 - . CHOSSON (J.F.). - L'entrainement mental. - Paris: SEUIL, 1975. - 191 p.

86 - . FIGUEIREDO (R.P.de.). - Extensao rural Brasil: novos tempos.- in REVISTA BRASILEIRA DE TECHNOLOGIA (RBT) vol.15, n°4, julho-agosto 1984. - pp. 19-25.

87 - . GEZE (F.) et al. - L'état du monde 1984: Annuaire économique et géopolitique mondiale. - Paris: La Découverte, 1984. - 640 p.

88 - . GREEN (R.) LAURENT (C.). - Bunge et Born: puissance et secret dans l'agro-alimentaire. - Paris: Publisud, 1985. - 181 p.

89 - . MERELLO (A.). - Prospectiva: teoria y practica. - Buenos Aires: Guadalupe, 1973. - 199 p.

90 - . ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU) New York. - Annuaire démographique 1983. - New York: ONU, 1985. - 1083 p.

91 - . ROGERS (E.) SHOEMAKER (F.). - Communications of innovations: A cross-cultural approach. - New York: The Free Press, 1971. - 476 p.

ANNEXE

La situation actuelle du milieu rural argentin.

Extraits choisis de la dissertation présentée par M. NAUMAN (Directeur National Assistant d'Extension et d'Essor à l'INTA) aux 3èmes Journées Nationales de Technologie pour le Développement Agropastoral, organisées par l'Association Argentine d'Extension Rurale (AADER) à Buenos Aires en Septembre 1985.

CAMBIOS RELEVANTES OCURRIDOS EN EL SECTOR AGROPECUARIO.

1. AREA PAMPEANA.

a) Económicos, productivos y financieros.

1. Deterioro, sensible del recurso suelo, con efectos serios de erosión hídrica y eólica con pérdidas de estructura física y de la capacidad productiva.
2. Avances significativos de las malezas en los campos, vías férreas, caminos, etc. (sorgo de alepo, gramón, etc.)
3. Deterioro de las instalaciones y mejoras.
4. Aumento significativo del doble cultivo anual.
5. Por efectos de una activa mecanización se reemplazó mano de obra ocupada en los principales cultivos.
6. Aumento significativo de agroquímicos y deficiencias serias en el control de su comercialización y manipuleo.
7. La tierra deja de ser el medio de producción más importante. La sustituyen las maquinarias y los agroquímicos.
8. Elevado costo del crédito, alto nivel de deudas y relaciones de precios desfavorables han desalentado la producción pecuaria, y han limitado la incorporación tecnológica masiva de este sector de la producción.
9. Falta de una política de estímulos a la producción (créditos, desgravaciones, etc.) que permitan una programación a mediano plazo y favorezcan una racional incorporación tecnológica.

b) Estructurales: Desarrollo comunitario.

1. Cambios significativos de productores, en cuanto hace a la propiedad del factor tierra; ha variado el sistema tradicional de producción, produciéndose una importante migración de productores a zonas urbanas, con el consiguiente abandono de viviendas rurales.
2. La migración ha originado la aparición del contratista que trabaja tierra ajena con maquinaria propia (contratista de labores, de campo a porcentaje, de campo arrendado por campaña, etc.).
3. Reducción en el número de empresas relativamente pequeñas, ante una economía de escala inexistente y por lo tanto de baja rentabilidad.
4. Las instalaciones de almacenamiento y secado de granos han mejorado, con lo cual se ha podido anticipar la cosecha o realizarla en condiciones anormales (exceso de humedad, etc.).
5. Los sistemas contractuales actuales no permiten desarrollar programas integrales de producción, al trasladar a terceros el proceso de decisión del productor, dificultando la incorporación de paquetes tecnológicos recomendados, debido a la alta dispersión de tierras bajo cultivo.
6. Los sistemas contractuales a corto plazo no permiten la incorporación de tecnologías tendientes al logro de resultados en plazos mayores (control de malezas, prácticas de conservación, etc.).
7. No existe una adecuada capacitación para el sector de la población que migra de zonas rurales.
8. Inadecuada e insuficiente estructura de las comunicaciones en zonas rurales, así como de caminos y medios de trasporte ajustados a las necesidades de la población rural.

9. Importante dotación de instituciones y organizaciones dedicadas a la promoción del sector agropecuario.
10. Un alto número de profesionales (ingenieros agrónomos y médicos veterinarios) dedicados a las tareas de investigación, extensión, asesoramiento técnico, promoción de ventas, comercialización, etc.).

c) Educativos.

1. Deficiencias en la capacitación de mano de obra especializada (maquinistas, tractoristas, etc.). no sólo en mantenimiento y reparación, sino también en conocimientos afines a las tareas de orden técnico-agropecuario.
2. Los sistemas y contenidos de la educación formal no se ajustan a las reales necesidades de los futuros productores, ni para los que deben ser preparados para otras actividades.
3. Los sistemas de capacitación de los agentes de educación formal e informal son inadecuados para lograr una actualización permanente en modernos medios y métodos educativos.
4. La capacitación formal a nivel de agrónomo, perito, etc., no encuentra la debida demanda en el medio.
5. Se persiste en un sistema de educación enciclopedista, con altas exigencias en cuanto a transmisión de conocimientos y bajas demandas en cuanto a cambio de actitudes.
6. Se proyecta sobre el educando una imágen retrógrada del sector rural, motivando la migración, el alejamiento y la falta de apego al mismo.
7. El nivel educativo del responsable de la toma de decisiones a nivel de la empresa agropecuaria es generalmente bajo.
8. Los agentes de extensión, técnicos del movimiento cooperativo, asesores técnicos, privados, etc., confunden los conceptos de extensión, asistencia técnica, transferencia tecnológica, etc., dificultando definición de roles en el orden profesional e institucional.

d) Comunicación y relaciones comunitarias.

1. Aparición de un nuevo sistema de relación rural-urbano, con productores "ausentistas" que conducen parcialmente la explotación, pero no viven en ella.
2. Escasa o nula participación del productor y de su familia en las organizaciones rurales de la comunidad.
3. La comunicación masiva, junto con una activa promoción publicitaria, dificultan una incorporación recomendable o racional de la tecnología.
4. Existen serias deficiencias en los sistemas de comunicaciones destinados a apoyar la labor de extensión en el medio rural.

e) Tecnológicos.

1. Paquetes y prácticas tecnológicos relativamente complejos y de poca estabilidad que ocasionan inconvenientes al equilibrio ecológico y pérdidas importantes de orden económico, afectando muchas veces la salud humana.

2. Los paquetes tecnológicos que procuran la conservación del recurso natural no son de incorporación sencilla al sistema de producción (curvas de nivel, sistematización agrohidrológica, etc.).
3. La falta de tecnologías validadas a nivel local, en términos económicos y financieros, es decir de paquetes tecnológicos rentables, hacen lento el proceso de adopción y consecuentemente el cambio productivo.
4. No se procuran con la celeridad suficiente las necesarias ofertas tecnológicas, emanadas de los cambios productivos.
5. Imposibilidad de incorporación de técnicas, debido a su alto costo postergando innecesariamente técnicas de manejo o tecnologías "intelectuales" de bajo costo y alta rentabilidad.
6. Deficiente dotación de medios para conducir u orientar el proceso de cambio tecnológico por parte del agente de cambio.
7. Insuficiente experimentación adaptativa que se ajusta a las reales necesidades de las distintas áreas (con énfasis en temas ligados a la producción ganadera, lechera y de algunos cultivos de la región pampeana).
8. Una mayor especialización agrícola ha traído como consecuencia un cambio de actitud empresarial, de mayor propensión al cambio tecnológico y con ello una mayor capacidad de incorporación de tecnologías.

f) Juventud rural.

1. Sensible pérdida de interés por parte de la juventud en la actividad rural, alejándose en forma progresiva de los distintos problemas que plantea la producción agropecuaria.
2. Inexistente o nula participación de la juventud rural en el sistema cooperativo y en actividades de desarrollo comunitario.
3. Escasa disponibilidad de extensionistas dedicados y especializados en el trabajo con jóvenes.
4. Falta de integración en el nucleo social al no incorporarse al proceso educativo, aumentando la oferta de mano de obra en tareas de servicio fuera del ámbito rural.
5. Inexistencia de acciones o programas que convoquen a la juventud.
6. Dificultad de acceso a la propiedad de la tierra.
7. Programas de enseñanza no regionalizados.
8. Inexistencia de créditos que habiliten al joven en los procesos productivos.

2. AREA EXTRA-PAMPEANA. (13) (14) (15)

Puede manifestarse que a diferencia del área pampeana, esta región se caracteriza por poseer una producción agropecuaria que se encuentra en distintas fases del desarrollo económico-tecnológico, pasando de estados de estancamiento y crisis, a otros de alta productividad y renta.

A esta situación hay que agregar dentro del contexto socio-económico un importante sector de la población rural en condiciones de minifundio, que alcanzan según distintas fuentes de información 4,6 millones de héctareas y más de 187.000 explotaciones agropecuarias de baja renta distribuída en ellas.

La situación de minifundio no solamente está dada por el tamaño del predio y su forma de tenencia sino también por la calidad y cantidad de la producción, carencia de infraestructuras básicas, disponibilidad de asistencia técnica, créditos, etc.

Distintas situaciones señaladas brevemente en los párrafos anteriores pueden sintetizarse a través de las siguientes características, de las cuales se mencionan sólo algunos aspectos a modo de ejemplo y no se incluyen otros que ya han sido enunciados al analizar la problemática del área pampeana, y que se repiten en esta región.

a) Económico-productivos.

1. Alto endeudamiento de los productores y de sus organizaciones, como resultante escasa capacidad financiera y de acceso al crédito.
2. Escasas alternativas de producción.
3. Carencia de agroindustrias que permitan aumentar el valor agregado de la producción.
4. Predominio de pequeños productores y consecuentemente un margen restringido de sus decisiones.
5. Tenencia precaria de la tierra, con títulos variados.
6. Excesivo uso de mano de obra, generalmente ocupada en forma parcial.
7. Predominio de cultivos perennes poco sustituibles.
8. Dominio agroindustrial de los grandes productores (caña de azúcar, vid)
9. Alto costo de habilitación de tierras (desmonte, drenaje).

b) Estructurales y sociales.

1. Desorganización de los productores para la defensa de sus intereses.
2. Rentabilidad baja de los cultivos al no poder incorporar insumos caros.
3. Escasez de mano de obra especializada.
4. Inexistencia de mentalidad agroindustrial por parte del productor y del profesional.
5. Inexistencia de técnicos innovadores.
6. Dispersión de esfuerzos institucionales en materia de investigación y extensión.
7. Sistemas de comercialización poco eficientes, con posiciones altamente vulnerables para el productor.
8. Calidad de vida de la población rural deficiente (zonas semi-desérticas, montañosas, etc.).
9. Carencia de infraestructura organizada (comunicaciones, sanidad, educación, etc.)
10. Deficiente infraestructura de las explotaciones (en cuanto a maquinarias, herramientas, etc.).

11. Deficiente sistemas de almacenamiento.
12. Escasez tanto en calidad como en cantidad de instituciones públicas y privadas en condiciones de crear y difundir tecnología.
13. Deficiencias marcadas en cuanto a disponibilidad de técnicos ocupados en tareas de investigación, extensión, promoción de ventas, asesoramiento técnico, comercialización, etc.
14. Areas generalmente expulsadoras de la población rural, especialmente de jóvenes varones.
15. Areas caracterizadas como endémicas del Mal de Chagas-Mazza, de bajos niveles nutricionales y serias deficiencias en cuanto a la disponibilidad de agua potable a nivel de vivienda individual.

c) Tecnológicos.

1. Falta o inexistencia de tecnologías para nuevas alternativas de producción (cultivos subtropicales, etc.).
2. Falta o inexistencia de tecnologías apropiadas para productores minifundistas o de baja renta.
3. Inexistencia crediticias para programas de modernización agropecuaria.
4. Necesidad de incrementar programas de validación tecnológica a nivel predial en el orden económico y financiero.
5. Deficiencias sensibles en cuanto se refiere a centros de adaptación y difusión tecnológica.

d) Comunicación.

1. Alta dispersión geográfica, traducida en un marcado aislamiento de las empresas agropecuarias agravada por los escasos y deficientes medios de comunicación.
2. Falta de medios de comunicación (vías férreas, caminos, etc.) aptos para trasladar la producción.
3. Falta de información sobre precios en mercados de orden nacional, con énfasis para productores hortícolas y frutícolas.

EVOLUTION DU SYSTEME PRODUCTIF AGRICOLE DE LA REGION PAMPEENNE

PERIODE	DECENNIE	SYSTEME DE CULTURE	SYSTEME DE PRODUCTION	SYSTEME D'EXPLOITATION	Pop. Rurale	Analphabètes + 14 ans	ACTIONS DE POLITIQUE "REELLE"
PASTORALE		Elevage ovin	Chasse du bétail bovin sauvage	Exportation de cuirs Exportation de laine Grands propriétaires		77,4 %	- Extermination de la population indigène
EXPANSION AGRICOLE	1880	Forte expansion de la surface cultivée: blé - lin - maïs Elevage bovin sur luzerne et prairies naturelles. Augmentation faible des rendements.	Culture attelée + mécanisation	Fermier: agriculture (3 ans) après changement de parcelle Propriétaire: élevage bovin Destination de la production: presque la totalité au marché international	51 %	53,3 %	- Forts investissements extérieur pour l'infrastructure - Système de distribution de terres - "Appel" à l'immigration - Système de fermage
DECLIN	1940 1950	- Diminution assez importante de la surface cultivée. - Monoculture - Diminution des rendements - faible augmentation de l'élevage.	Culture attelée - Mécanisation totale Motorisation faible. Pas de semences améliorées. Pas d'utilisation massive de produits chimiques. Pas d'engrais.	Fermage mais sans "rotation" des fermiers Destination de la production: la plupart au marché intérieur	31 %	13,6 %	- "Blocage" du prix du fermage - Interdiction d'expulser les fermiers - Industrialisation --> urbanisation - Augmentation des salaires réels --> augmentation de la consommation - Contrôle du marché par l'Etat
TRANSFORMATIONS	1960	Augmentation de la surface cultivée Tendance vers la diversification agriculture - lait agriculture viande Diffusion du sorgho	- Expansion de la motorisation - Expansion des semences améliorées - Commencement de l'utilisation d'intrants chimiques	Plusieurs fermiers accèdent à la propriété de la terre. Augmentation du nombre de petites et moyennes exploitations. Apparition du "contratista de labor" Destination de la production: Le marché intérieur reste encore très important.	20 %	8,6 %	Loi de transformation agraire (crédits pour les fermiers pour acheter la terre) Facilités pour l'installation des entreprises étrangères de l'agro-alimentaire. Notamment des usines de tracteurs. Crédits pour les investissements en biens de capital. Création du Système National de Recherche et de Vulgarisation (INIA)
NOUVELLE CROISSANCE	1970	- Augmentation de la surface cultivée - Forte diffusion du soja - Forte augmentation des rendements surtout pour le maïs, le soja, le sorgho, le tournesol - Expansion de l'agriculture --> déplacement de l'élevage - Forte augmentation de la production et de la productivité - Augmentation de l'assolement agricole pur: blé - soja blé - maïs - soja	Généralisation: - de la motorisation - des semences améliorées - des intrants chimiques Utilisation d'engrais encore faible	Augmentation de la dépendance de l'unité de production à l'égard des entreprises agro-alimentaires. Apparition du "contratista de production" Elargissement de l'unité de production par le système d'exploitation mais non pas par la propriété. Destination de la production pour le marché intérieur et aussi reprise du marché extérieur	12 %	7,4 % 5,3 %	Permanent "appel au productivisme" à travers différentes mesures, selon chaque gouvernement. Etant donné que pendant les quinze dernières années l'Argentine a eu 9 Présidents de la République différents (5 militaires, 3 péronistes, 1 radical - l'actuel). A notre avis, dans tous les cas elles ont été des politiques agricoles "résiduelles"

EVOLUTION DU SYSTEME D'EXTENSION RURALE

Décennie	Période d'évolution de l'agriculture	Etape de l'extension rurale	Approche	Méthode privilégiée	Observations	Nouveaux services	Relais
Avant 1950	Expansion Déclin	TECHNIQUE	Information	Démonstration de nouvelles semences et machines		Quelques activités isolées des écoles agronomiques rurales et certaines entreprises privées	
1960	Déclin	TECHNIQUE	Education	Massive à travers des bulletins et brochures techniques visite individuelle	Celui qui refuse l'adoption des techniques nouvelles était considéré comme rétrograde ou conservateur	INTA CREA	INTA
1970	Transformations	ECONOMIQUE par PRODUIT	Moyen (pont) entre la source de l'information et les utilisateurs	Réunions de démonstration de résultats, notamment des résultats économiques	celui qui refusait l'adoption des techniques vulgarisées était considéré comme irrationnel économiquement	INTA	INTA
1980	Nouvelle croissance	ECONOMIQUE par UNITE DE PRODUCTION	Optimisation économique	Producteur démonstrateur L'unité démonstrative. Contrôle de gestion. Cahiers de comptabilité	On se demande: quelles sont les limites à l'adoption de technologie	-Entreprises privées -Coopératives -Provinces -Mas-médias	CREA DATP
?	?	DEVELOPPEMENT LOCAL	Politique et/ou d'animation rurale	Groupe de travail pluridisciplinaire et multiprofessionnel	Est-ce-que l'on se préoccupera des autres fonctions de l'espace rural ?	? Cantonaux	INTA ? COOPERATIVES CONSEILS PROVINCIAUX

STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU SYSTEME D'EXTENSION RURALE

			INTA	CREA	ACA (COOP)	DATP (LA SERENISIMA SA)
			INSTITUT NATIONAL DE TECHNOLOGIE AGROPASTORALE	CONSORTIUM REGIONAL D'EXPERIMENTATION AGRICOLE	ASSOCIATION DE COOPERATIVES ARGENTINES	DEPARTEMENT D'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PRODUCTEURS DE LA SERENISIMA S.A.
Généralités	caractérisation de la "clientèle" potentielle		tous les producteurs	producteurs associés	producteurs adhérents	producteurs laitiers qui travaillent avec l'entreprise
	Distribution des tâches	Nat.	Conduite générale de l'institution Orientation - Coordination - Planification	Production d'information - formation Représentation du mouvement	supervision et contrôle	Orientation - Direction - Supervision Production de matériels audiovisuels
		Rég.	coordination - Supervision	Coordination - Harmonisation Animation	Harmonisation	Harmonisation - Animation
		Loc.	Organisation et exécution d'activités	Organisation d'activités exécution - évaluation	organisation et exécution d'activités	Exécutions des activités
	Participation des producteurs dans les décisions		Prévue, mais pas toujours effective	totale	prévue, mais variable dans les différentes régions. Forte tendance vers la technocratie.	Nulle
			Fonctions différentiées à tout niveau de la structure entre assistance technique - Foyer rural et Jeunesse Rurale	Différenciation des rôles et fonctions entre techniciens et producteurs.		
Commandement	Style		Bureaucratique - téléguidage par règlements	Participatif et dynamique "ascendante"	Dans les papiers: participatif "ascendante", dans les faits: tendance à la centralisation	Participatif et dynamique "descendante"
	Communications		Formalisées	Intenses, peu formalisées, sauf la programmation du calendrier des réunions	Pas encore structurées, mais forte tendance vers la formalisation	Intenses, peu formalisées
	Pouvoir de décision		Centralisé pour les décisions institutionnelles. Décentralisée pour l'organisation des activités de vulgarisation	Chaque groupe est indépendant. Les activités régionales sont négociées	En voie de structuration. Rapports de force pas encore très clairs	Assez décentralisé dans le la cadre des programmes déjà fixés
	Relations base - sommet		Impersonnelles	Personnelles	Impersonnelles	Personnelles
	Action du chef sur les subordonnés		Administrative - Judiciaire	Large, peu systématisée, comprenant surtout: aide, animation, et aussi formation.	Pas encore claire dans la pratique	Intenses comprenant: aide - animation évaluation
Doctrine (Objectifs)			"Augmenter les connaissances des producteurs pour une production plus efficace pour améliorer leur niveau économique et social"	Perfectionnement technique, échange d'information et apprentissage partagé. Enfin, former une élite qui soit un modèle de référence pour le secteur rural.	Transférer aux producteurs le progrès technique provenant de centres de recherche pour: - augmenter la production de l'adhérent - augmenter le ramassage de la coopérative - assurer l'intégration de l'associé à la coopérative et de la coopérative de base à la fédération de deuxième degré.	- Amélioration technique, économique et humaine des producteurs - Assurer l'approvisionnement de l'entreprise en quantité, qualité et régularité
Ressources	Flux financiers (qui paye)		Taxe de 1,5 % sur les exportations agricoles	producteurs associés	La coopérative à travers le Fonds d'Education et Formation Coopératives. Après la première année, les producteurs qui utilisent le service seront ceux qui payeront	l'entreprise
	Personnel technique		508 43 superviseurs 304 Ingénieurs Agronomes 172 vulgarisateurs de Foyer Rural et de Jeunesse Rurale	120	350	54

TSVP

Contrôle	Sélection	Qui	Fonctionnaires de haut niveau	producteurs du groupe de base	chaque coopérative de base recrute son technicien	l'Equipe Centrale
		Comment	concours public	Entretien personnel		Entretien personnel
		Critères	Connaissances techniques, possibilités de socialisation	Conditions personnelles pour animer un groupe de travail et connaissances techniques	très différents d'une coopérative à une autre	Expérience antérieure, connaissance technique, conditions personnelles.
	Formation		- Il n'y a pas une politique explicite de formation. - Activités d'actualisation technique assez bien organisées.	Cours de formation et recyclage technique, économique et méthodologique. Activités de réflexion sur la philosophie du mouvement.	Pas d'activités de formation, sauf quelques séminaires d'actualisation technique.	Actualisation technique et méthodologique bien organisée. Activités de réflexion sur des thèmes généraux.
	Evaluation		Annuelle. Activité bien réglementée, mais les rapports personnels entre superviseurs et vulgarisateurs sont déterminants. Le résultat de l'évaluation se matérialise par un prix en argent.	Permanente, faite par le groupe même.	Pas de critère unique.	Faite par l'Equipe Centrale en fonction de l'efficacité dans le travail.
Frontières Relationnelles			- jusqu'aux années 70, tendance vers la fermeture. - A partir de cette époque là: intensification des relations avec les organisations de producteurs, notamment la Fédération Agraire Argentine et le mouvement coopérstif. - Organisation des Conseils Provinciaux de Technologie. 20 après la date prévue de leur création.	- Des banques - Des entreprises privées - Des provinces - L'INTA	Avec l'INTA et aussi certaines universités pour l'actualisation technique des techniciens.	- Depuis toujours très ouverte vers l'environnement économique. - Relations moins formelles mais aussi dynamiques avec des autres organisations.
Légitimité			Le poids indiscutable des exportations agricoles dans la balance commerciale du pays.	Volonté de former une élite de dirigeants du secteur rural.	- Nécessité de rester compétitives à l'égard des entreprises privées. - Moyen de mieux intégrer l'adhérent à l'organisation.	- Nécessité d'assurer la permanence des producteurs dans l'activité laitière pour augmenter la quantité, qualité et régularité dans l'approvisionnement en matières premières.
Espaces d'expansion			Au niveau des argumentations sur les atouts de l'institution pour coordonner et orienter le le développement rural.	Au niveau de faits sur: - le stockage et la diffusion de l'information technique et économique. - la projection des dirigeants vers des fonctions techno-politiques au niveau national ainsi que régional.	Au niveau des idées, en dynamisant de petites expériences de développement local. Tendance pas encore très forte mais de plus en plus importante.	Au niveau des faits: - en diffusant la méthodologie. - en travaillant dans les zones marginales pour la production laitière.
Méthodologie d'intervention			Combinaison de méthodes individuelles, de groupes, massifs, dans un schéma relationnel de type linéaire. R ⟹ E ⟹ P	Méthode de formation d'adultes pour leur apprendre à penser scientifiquement dans toutes les situations de la vie quotidienne et en prenant les décisions qui s'imposent. VOIR - JUGER - AGIR	Proposition, pas encore très répandue, pour utiliser une méthode de groupes.	Stratégie d'intégration des moyens de communications pour conditionner la décision des producteurs et faire aussi de la publicité du service et de l'entreprise

MUANI (Jorge)
- Approche pour analyser les systèmes d'extension rurale en Argentine

NOM DU LECTEUR	SORTI LE : 30597
Deybe	2 SEP. 1988
Balmefrezol	9/1/92

Depôt Légal : Juin 1986